

ÉTOPIA, REVUE D'ÉCOLOGIE POLITIQUE



SEMESTRIEL
N° 09
2011

AUTOUR DE TIM JACKSON INVENTER LA PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE DEUXIÈME PARTIE

Les éditions namuroises

Etopia – Revue d’écologie politique

étopia

centre d’animation et de recherche en écologie politique

Espace kegeljan, av. de Marlagne 52 à 5000 Namur

t. : 00 32 81 22 58 48 - f. : 00 32 81 23 18 47

www.etopia.be

info@etopia.be

Direction de la publication :

Edgar Szoc (coordination du dossier),

Benoit Lechat, Christophe Derenne,

Isabelle Durant et Philippe Lamberts.

Comité de rédaction : Groupe prospective d’Étopia

Corrections : Edgar Szoc et Emmanuelle Raga

Mise en page : Métadesign
www.metadesign.be
info@metadesign.be

©Editions namuroises : 34, avenue de la Lavande
5100 Namur (Belgique)
tél. : 00 32 81 72 48 84 – fax : 00 32 81 72 49 12
rene.robaye@fundp.ac.be

Avec le soutien du Groupe des Verts au Parlement européen

Editeur responsable : René Robaye

Juillet 2011, N° 09
ISBN 978-2-930378-95-4
Dépôt légal
D/2010/9725/19

Table des matières

DOSSIER (2^{EME} PARTIE): AUTOUR DE TIM JACKSON, INVENTER LA PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE ?

Urgence ! PHILIPPE LAMBERTS et OLIVIER DERRUINE	5
---	---

RÉACTIONS ISSUES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

ALBERT FRÈRE, réponse à FELIPE VAN KEIRSBILCK	11
---	----

Contraction et double convergence : vers des stratégies pluriannuelles de développement durable, OLIVIER DE SCHUTTER	15
--	----

Anticipons la réaction du capitalisme face à l'objection de croissance, DAVID PETIT	35
---	----

RÉACTIONS ISSUES DU MONDE DE LA RECHERCHE

Sur la « Prospérité sans croissance » de Tim Jackson, JEAN GADREY	43
---	----

Prospérité sans croissance et croissance sans prospérité JEAN-MARIE HARRIBEY	47
--	----

Quels seuils de durabilité pour nos entreprises ? Pistes pour une économie d'adaptation, ARTICLE COLLECTIF DE L'ASBL GROUPE ONE	65
---	----

Questionner le modèle économique et ses experts DOUZE ÉTUDIANTS EN MASTER D'ÉCONOMIE À L'UCL	83
--	----

La taille du gâteau et l'assiette du voisin : ce que Jackson fait à Rawls, EDGAR SZOC	93
---	----

Changer d'indicateurs, c'est changer de paradigme GEOFFROY DE SCHUTTER	99
--	----

RÉACTIONS ISSUES DU MONDE POLITIQUE

Prospérité sans croissance : Une critique écologiste, PAUL LANNOYE	109
--	-----

Prospérité sans croissance : Comme un goût de trop peu PIERRE EYBEN	123
---	-----

Prospérité sans croissance, une idée qui reste à démontrer PIERRE WUNSCH	127
--	-----

Ouvrir l'horizon ISABELLE IRIGOIN, DELPHINE MASSET, GAUTHIER MOGENET	135
--	-----

CONTREPOINTS

Dear Tim Jackson, ISABELLE CASSIERS	145
Reconnaître la profondeur de la nature humaine, TIM JACKSON	149

DIALOGUES À PROPOS DE L'ACTION POLITIQUE

La « Prospérité sans croissance » : changement de paradigme ou opération de communication ? MOUVEMENT POLITIQUE DES OBJECTEURS DE CROISSANCE	157
Réponse d'ECOLO et d'Étopia au Mouvement Politique des Objecteurs de croissance SARAH TURINE et JOSÉ DARAS	165

VARIA

L'étalement urbain, Les subprimes et Corviale, LUCIEN KROLL	179
---	-----

TABLE DES MATIÈRES DU N°8

Première partie du dossier autour de Tim Jackson	193
--	-----

URGENCE !

→PHILIPPE LAMBERTS

député européen, membre du Groupe des Verts-ALE

OLIVIER DERRUINE

conseiller politique au Groupe des Verts-ALE

philippe.lamberts@europarl.europa.eu

olivier.derruine@europarl.europa.eu, conseiller

En mars dernier, le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement publiait un rapport¹ réalisé à sa demande par le Panel International sur les Ressources et dont l'importance est inversement proportionnelle à la couverture médiatique – quasi-nulle – dont il a bénéficié. Ce rapport d'une importance fondamentale est à l'exploitation des ressources ce que les rapports du GIEC sont à la lutte contre le changement climatique. Il se concentre sur 4 grandes catégories de ressources: les métaux industriels, les matériaux de construction, les énergies fossiles et la biomasse. Il nous rappelle qu'entre le début et la fin du siècle dernier, la population mondiale a multiplié par 8 sa consommation de matériaux. Les ressources extraites sont ainsi passées de 7 milliards de tonnes en 1900 à 55 milliards en 2000. En se basant sur les hypothèses les plus étayées en termes d'évolution démographique, le rapport tente d'élaborer plusieurs scénarios pour 2050.

Le scénario le plus radical prévoit une réduction d'un facteur 3 à 5 de la consommation de ressources par habitant des pays industrialisés, tandis que les pays en développement réduiraient la leur de 10 à 20%. A supposer que ces efforts colossaux soient réalisés par les uns et par les autres, la consommation de ressources par habitant ne

¹ Le rapport intitulé «Decoupling Natural Resource Use and Environmental Impacts from Economic Growth» est disponible à l'adresse: http://www.unep.org/resourcepanel/decoupling/files/pdf/Decoupling_Report_English.pdf

s'élèverait plus qu'à 6 tonnes par personne, et l'extraction totale de ressources serait maintenue au niveau actuel. Les émissions de CO₂ évolueraient de manière à maintenir le réchauffement climatique juste sous les 2°C d'ici à la fin du siècle. Mais, il n'en reste pas moins que la population mondiale surexploiterait toujours la surface de terre et le volume d'eau puisqu'on utiliserait toujours l'équivalent d'une planète en 2050! Et nous n'en avons qu'une.

Tim Jackson nous rappelle qu'on ne peut parier sur un découplage absolu entre croissance du PIB et exploitation des ressources naturelles. Dès lors, on mesure l'urgence qu'il y a à engager, au plus vite, la transformation de notre modèle de développement économique. Si la technologie peut et doit nous aider dans cette transformation, elle ne constitue pas un substitut à une mutation plus fondamentale, qui doit toucher l'organisation de nos sociétés et nos comportements.

Nous touchons là aux fondamentaux du modèle de l'économie (dite) sociale de marché, laquelle a fait l'objet d'un consensus implicite depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Il n'est donc guère étonnant que le simple fait de poser ces vérités dérangeantes suscite le scepticisme, voire l'hostilité. D'où l'importance de poursuivre et d'élargir le débat public, ce que nous faisons dans ce nouveau numéro d'*Etopia* et plus encore, avec le lancement des Rencontres de l'Ecologie Politique. Celles-ci doivent nous permettre non seulement d'accélérer l'indispensable transformation, mais d'en catalyser la réalisation concrète.

DOSSIER (2^e PARTIE)

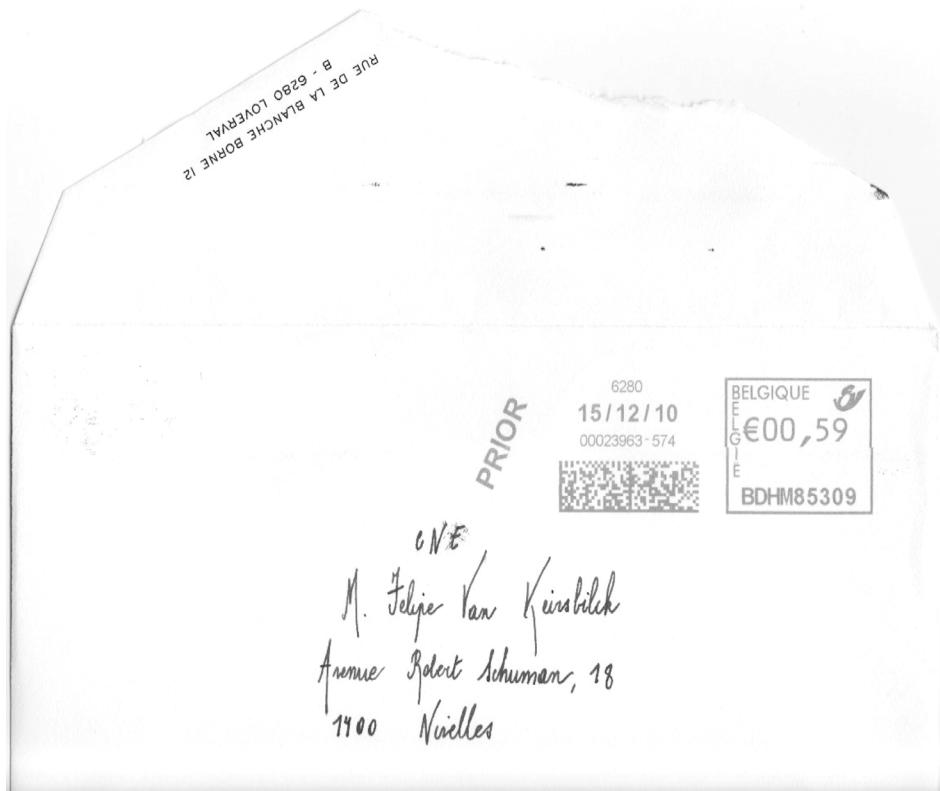
**AUTOUR DE TIM JACKSON,
INVENTER LA PROSPÉRITÉ
SANS CROISSANCE ?**

AUTOUR DE TIM JACKSON, INVENTER LA PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE ?

RÉACTIONS ISSUES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

ALBERT FRÈRE, RÉPONSE À FELIPE VAN KEIRSBILCK

En parallèle à l'échange épistolaire imaginaire que Felipe Van Keirsbilck entamait dans le numéro précédent avec Albert Frère, intitulé « Prospérité sans conflit ? », ce dernier a répondu personnellement à la lettre d'interpellation initiale. Nous la reproduisons ici avec l'accord des deux protagonistes.



Le 29 novembre 2010

Cher Monsieur,

Votre lettre du 24 novembre m'est bien parvenue. J'en ai pris connaissance avec intérêt.

Vous y abordez en effet des questions sociétales qui nous concernent tous, que ce soit au titre de citoyen ou également, en ce qui me concerne, de chef d'entreprise.

La terre est en grande partie fermée sur elle-même et doit respecter ses propres limites. Les hommes doivent faire de même au niveau de leurs consommations.

A nos yeux, c'est la multiplicité et la diversité de nos réactions qui entraîneront les évolutions nécessaires à l'atteinte des équilibres salutaires. Ces réactions devront autant être citoyennes que sociétales. Il faut se garder des révolutions et promouvoir les réponses partagées.

*
* * *

En ce qui concerne les investissements écologiques, je réagis de la même façon. Mon groupe en reconnaît l'importance et essaie de les privilégier dès qu'ils ne mettent pas en danger les équilibres entre les intérêts bien compris des divers ayants droit de l'entreprise, des salariés aux actionnaires, en n'oubliant ni les clients ni les fournisseurs.

-2-

Ce n'est pas à vous que je dois rappeler qu'il faut savoir respecter la raison dans une économie mondialisée et ne pas réagir trop massivement sous peine de donner à des compétiteurs émergents qui ne respecteraient pas les mêmes objectifs écologiques des avantages tels qu'ils pourraient réduire à néant nos entreprises et, en particulier, précisément celles ayant fait des choix écologiques déterminés. Ce serait en effet la dernière chose à faire aujourd'hui en Europe. Au risque de me répéter, il faut agir mais dans des limites respectueuses de notre propre survie économique.

*

* * *

On peut regretter tout à la fois le manque de conscience mondiale vis-à-vis de certaines évolutions et le manque de réactions concertées au niveau de la planète mais tant que certains se comportent sans aucune limite ils condamnent les autres. Les évolutions de fond sont cependant en cours et je fais confiance en la nature humaine et aux forces du marché (je pense uniquement à celles qui l'animent sur le long terme) catalysées par des gouvernements conscients de ces problématiques pour générer et gérer les processus permettant à notre système presque « fermé » de conserver ses équilibres.

*

* *

Recevez, cher Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

*Monsieur Felipe VAN KEIRSBILCK
Avenue Robert Schuman 52
1050 BRUXELLES*

CONTRACTION ET DOUBLE CONVERGENCE : VERS DES STRATÉGIES PLURIANNUELLES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

→OLIVIER DE SCHUTTER

Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, professeur de droit international à l'UCL et ancien secrétaire général de la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme.

olivier.deschutter@uclouvain.be

Discours prononcé devant le Conseil allemand pour le développement durable à Berlin le 27 septembre 2010

Il m'a été demandé d'aborder les relations entre développement durable et droits de l'homme. Ces deux idées ont beaucoup en commun. Ce sont des idées généreuses qui ont en commun d'offrir un contrepoids au court-termisme du marché et de la politique. Elles sont des concepts « civilisateurs », qui nous contraignent à regarder au-delà de notre intérêt étriqué. Mais elles donnent en même temps l'impression d'épouser des conceptions différentes du monde : le développement durable traite du long terme et d'horizons globaux – le sort de la population entière –, alors que les droits de l'homme imposent des exigences immédiates, au bénéfice des groupes les plus vulnérables de la société en particulier ; le développement durable semble appeler à une limitation de la croissance là où les droits de l'homme paraissent nécessiter, pour leur réalisation, un surcroît de ressources à distribuer.

Ce qu'ils ont en commun importe toutefois beaucoup plus que ce qui les sépare. Développement durable et droits de l'homme partagent en effet l'idéal d'un monde plus équitable et moins obnubilé par

l'accumulation de richesse matérielle. Sur cette base, ils sont à même de former une alliance solide. Leurs différences mêmes peuvent se montrer productives et se transformer en dispositifs mutuellement correctifs, s'assurant que la durabilité inclue l'équité sociale et que les droits de l'homme intègrent une perspective de plus long terme. La caractéristique la plus importante que partagent développement durable et droits de l'homme tient à l'exigence qu'ils nous imposent : parcourir la distance séparant la situation actuelle d'un autre point, tellement lointain qu'il paraît utopique – une société à faible carbone dans laquelle tous les droits de l'homme seront assurés pour chacun. Qu'implique donc de s'engager dans cette voie en se servant de la durabilité et des droits de l'homme comme guides ?

« Contraction et double convergence »

Cela implique tout d'abord d'accepter la vérité nue du scénario que nous avons à écrire. Ce scénario, je l'appelle « contraction et double convergence ».

La « contraction » renvoie au fait que, si nous souhaitons léguer à nos petits-enfants une planète viable, il nous faut d'urgence non pas simplement ralentir la croissance du PIB par habitant, mais décroître en vue de limiter la quantité de ressources que chacun d'entre nous consomme dans les pays riches tout au long de sa vie. Les chiffres sont éloquents. Avant l'ère industrielle, la concentration de l'atmosphère en CO₂¹ était de 280 molécules par million de molécules d'air (280

¹ La référence à la concentration de CO₂ est faite ici par commodité. Il vaudrait mieux évoquer la concentration totale de gaz à effet de serre, rapportés à des équivalents de CO₂. Le calcul en terme d'équivalent CO₂ tient compte non seulement du dioxyde de carbone, mais également des autres gaz à effet de serre (GES) responsables du réchauffement climatique. Ceux-ci incluent le méthane, le protoxyde d'azote et d'autres gaz industriels. Le CO₂ émane principalement de la consommation de combustibles fossiles pour l'énergie et le transport (56,6% des émissions de GES liées aux activités humaines) et de la déforestation – 13 millions d'hectares de forêts tropicales sont détruites chaque année, soit l'équivalent de la moitié de l'Angleterre, contribuant, d'après les estimations, pour 17% des GES liés aux activités humaines. Le méthane (CH₄) provient des rizières, de la digestion du bétail et de l'enfouissement des déchets : il intervient à hauteur de 14,3 % des émissions. Le protoxyde d'azote (NO₂) en représente lui 7,2% : il est produit, en particulier via le processus Haber-Bosch de fabrication d'engrais à base de nitrate. Enfin, les gaz fluorés jouent un rôle relativement mineur (1,1%).

ppm). Depuis 1750 et l'introduction de la première machine à vapeur, la population mondiale a été multipliée par dix, de même que la production moyenne par habitant. En conséquence, le niveau de l'activité économique mondiale a été multiplié par cent en regard de l'époque préindustrielle². Cette augmentation a entraîné une hausse constante de la concentration de GES dans l'atmosphère, piégeant les rayonnements infrarouges émis par la terre et contribuant donc à la réchauffer. Nous en sommes désormais à 390 ppm. Si nous souhaitons avoir 75 % de chances de nous maintenir en-dessous d'un réchauffement de 2° – que beaucoup d'observateurs considèrent comme la limite entre un changement acceptable et un changement dangereux et incontrôlable – nous ne pouvons nous permettre que l'émission de 1000 milliards de tonnes de CO₂ entre les années 2000 et 2050. En 2008, nous avions déjà dépensé un tiers de ce budget³. La poursuite de la croissance démographique, l'industrialisation rapide de certaines économies émergentes et le désir des populations des pays en développement ou à revenus moyens d'atteindre le niveau d'opulence que nous connaissons dans les pays de l'OCDE, constituent autant d'indicateurs que cette tendance à la hausse se prolongera de manière exponentielle.

Il est de plus en plus largement admis que, dans les pays industrialisés, l'économie devra se contracter – et les modes de vie se modifier – si nous souhaitons éviter d'atteindre le seuil dangereux à partir duquel le changement climatique entraînera d'imprévisibles réactions en chaîne. La raison n'en est pas seulement à chercher dans les émissions des pays industrialisés, nettement supérieures dans le passé à celles des pays en développement – ce qui justifie, pour des motifs d'équité, que ce soit aux pays riches qu'incombent les efforts de renversement de la tendance. Elle est également à chercher dans le taux de croissance de l'activité, bien plus rapide que

² Jeffrey Sachs, *The Common Wealth. Economics for a Crowded Planet*, The Penguin Press, New York, 2008, p. 67.

³ Myles Allen, David Frame, Chris Huntingford, Chris Jones, Jason Lowe, Malte Meinhausen and Nicolai Meinhausen, « Warming caused by cumulative carbon emissions towards the trillionth tonne », *Nature*, 458 (2009), pp. 1163-1166 ; Malte Meinhausen, Nicolai Meinhausen, William Hare, Sarah Raper, Katja Frieler, Reto Knutti, David Frame and Myles Allen, « Greenhouse-gas emission targets for limiting global warming to 2°C », *Nature*, 458 (2009), pp. 1158-1162.

le taux de croissance de la population, et qui n'est tout simplement pas soutenable. L'économie a été multipliée par cinq depuis 1950. En 2050, lorsque nous serons 9 milliards d'habitants, elle devrait encore être multipliée par 15 en regard de sa taille actuelle pour fournir à chacun un niveau de richesses équivalant à celui des pays développés⁴. Une telle croissance est totalement incompatible avec les objectifs estimés nécessaires en matière de réduction des GES. Aussi essentiel que soit le passage aux technologies « vertes », il ne suffira pas, à lui seul, à atteindre ces objectifs, comme l'a montré Tim Jackson de façon convaincante :

Les intensités en carbone ont baissé en moyenne de 0,7 pour cent par an depuis 1990. C'est bien, mais c'est insuffisant. La population a augmenté au rythme de 1,3 pour cent par an et le revenu moyen par habitant de 1,4 pour cent (en termes réels) au cours de la même période. L'efficacité n'a même pas compensé la croissance de la population, et moins encore la croissance des revenus. Au lieu de cela, les émissions de carbone se sont accrues en moyenne de $1,3 + 1,4 - 0,7 = 2$ pour cent par an, ce qui s'est traduit, en 17 ans, par une augmentation des émissions de près de 40 pour cent⁵.

La « croissance verte » - comprise comme conception et usage de technologies propres – s'avère donc importante mais insuffisante : une contraction est requise si nous souhaitons éviter le déclenchement du « worst case scenario ». La tâche ne doit pas effrayer. Il nous faut au contraire saisir cette occasion de guérir nos sociétés du principal mal qui les affecte : une quête effrénée et insatiable du toujours plus. Les études sur la relation entre croissance du PIB par tête et bien-être montrent de façon robuste que si les deux sont corrélés jusqu'à un certain seuil, leurs évolutions cessent d'être parallèles, une fois ce seuil franchi. Dans les pays industrialisés, il l'a été au cours des années '70 : depuis lors la poursuite de la croissance économique s'est accompagnée d'une réduction en termes de « satisfaction de vie » ou de « bonheur ».

⁴ Tim Jackson, *Prospérité sans croissance*, De Boeck Etopia, Bruxelles, 2009, p. 30.

⁵ Id., p. 87.

Voilà ce que j'entendais par « contraction ». Quant à la « double convergence », elle insiste sur la nécessité que la décroissance dans les pays industrialisés aille de pair avec, d'une part, la convergence des niveaux de vie dans ces pays et, d'autre part, la croissance dans les pays en développement. Plus d'égalité – ou de justice sociale, en somme – dans nos pays constitue tout à la fois une fin désirable en elle-même et un moyen. Dans un livre paru récemment, les professeurs Richard Wilkinson et Kate Pickett se servent d'un large éventail d'études pour démontrer que dans les pays où les différences de revenus entre riches et pauvres sont plus faibles, la force de la vie communautaire est plus grande, la confiance entre personnes plus élevée, et la violence moindre⁶. La santé physique et mentale de la population y est meilleure et l'espérance de vie plus élevée ; le taux de grossesses adolescentes est plus bas ; les enfants réussissent en moyenne mieux à l'école (en prenant comme indicateurs des tests d'aptitude linguistique et mathématique) et la prévalence de l'obésité y est plus faible. Dans les pays riches, la position sociale relative – le statut social – compte en fait bien plus que le niveau de richesse général. Autrement dit, le bien-être ne s'accroît pas quand un pays riche s'enrichit encore un peu plus mais il s'accroît quand les revenus des pauvres convergent vers les revenus plus élevés. En termes politiques la conclusion tient en ceci : rien ne sert de se demander quel équilibre devrait être trouvé entre un supplément d'égalité et un surcroît de croissance. Nos pays ont atteint le niveau à partir duquel la croissance agrégée cesse de contribuer à l'amélioration du bien-être. Cette dernière peut en revanche découler de politiques redistributives se donnant comme objectif l'égalisation de la richesse au sein de nos sociétés.

La justice sociale constitue par ailleurs un des moyens de ralentir les comportements actuels de consommation, qui sont tout simplement insoutenables. La majeure partie de ce que nous consommons ne sert pas à satisfaire nos besoins mais plutôt à projeter une image à l'extérieur et à imiter autrui, selon ce que, voici un siècle, Thorstein

⁶ Richard Wilkinson and Kate Pickett, *The Spirit Level : Why Equality is Better for Everyone*, Penguin Books, 2010.

Veblen a qualifié de « consommation ostentatoire ». C'est, en bref, une question de position sociale et de statut symbolique. Veblen s'est cependant trompé sur un point : ce type de consommation, qui remplit essentiellement une fonction de signal, n'est pas l'apanage de la « classe de loisir » – la bourgeoisie : ce comportement est surtout adopté en bas de l'échelle sociale par tout qui cherche à dissiper l'impression de pauvreté qu'il pourrait donner, en projetant vers le monde une apparence d'opulence. Plus égalitaire est une société, moins chacun de ses individus se sent contraint à participer à la quête infinie du statut par la consommation.

La « convergence » doit s'établir entre pauvres et riches au sein des pays industrialisés mais également, sur le plan mondial, entre pays en développement et pays industriels. Voici près de vingt ans que le Centre for Science and the Environment en Inde a proposé, suivi en cela par le philosophe Henry Shue, la distinction entre « émissions de luxe » et de « subsistance » ou de « survie »⁷. Cette distinction s'appuie sur l'intuition morale selon laquelle les émissions nécessaires à des styles de vie luxueux doivent être traitées différemment de celles servant à satisfaire les besoins de base⁸. Par ailleurs, le scénario de « contraction et convergence » présenté en 1996 par le Global Commons Institute à la deuxième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique constitue également le seul qui soit compatible à la fois avec l'impératif de réduction des émissions mondiales de GES et avec le droit au développement des pays pauvres⁹. Le droit au développement est « un droit inaliénable de l'homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social,

⁷ Anil Agarwal and Sunita Narain, *Global Warming in an Unequal World : A Case of Environmental Colonialism*, Centre for Science and Environment, 1991 ; Henry Shue, « Subsistence Emissions and Luxury Emissions », *Law & Policy* 15, n° 1 (1993), pp. 39-59.

⁸ International Council on Human Rights Policy, *Climate Change and Human Rights. A Rough Guide*, 2008, p. 9.

⁹ L'article 3(4) de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique stipule que : « Les Parties ont le droit d'oeuvrer pour un développement durable et doivent s'y employer ». Ceci constitue une référence implicite au droit au développement reconnu par le droit international depuis la résolution 41/128 adoptée le 4 décembre 1996 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

culturel et politique dans lequel tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés »¹⁰. Il ne faut pas le confondre avec la croissance économique : il s'agit du droit, et du devoir, pour les pays pauvres d'être soutenus dans la recherche du développement humain compris comme un « processus d'élargissement des choix disponibles pour chacun ». Ces pays méritent d'être soutenus dans cette tâche : la distribution des efforts de réduction des émissions de GES constitue d'ailleurs un domaine où les politiques de changement climatique gagneraient à être guidées par des considérations inspirées des droits de l'homme.

Améliorer la cohérence des politiques publiques

Esquisser la trajectoire unissant développement durable et droits de l'homme requiert également une amélioration de la cohérence entre différents champs des politiques publiques. Ni la transition vers une organisation plus durable de la société, ni celle vers la pleine réalisation des droits de l'homme ne peuvent se concevoir comme des politiques sectorielles : elles doivent au contraire être transversales.

Toute une série d'exemples pourrait illustrer le besoin d'un surcroît de cohérence entre des domaines politiques trop souvent envisagés de manière isolée. C'est par exemple le cas de la relation entre le développement du commerce international et les efforts d'atténuation du changement climatique par la limitation des émissions de GES. D'un côté, le commerce favorise la diffusion de technologies propres dont l'adoption peut mener à des régimes de croissance moins intensifs en carbone dans le pays importateur. C'est ce qu'on appelle « l'effet technologie » du commerce international. De l'autre, ce commerce favorise la croissance économique et sert l'augmentation des niveaux de consommation, en libérant des ressources préalablement utilisées de manière moins productive pour les réinvestir ou les dépenser

¹⁰ Résolution précitée.

ailleurs. C'est ce qu'on appelle « l'effet d'échelle » du commerce. Les recherches convergent désormais pour démontrer que les « effets d'échelle » l'emportent sur les « effets technologie »¹¹. Si ces études sont exactes, nous ne pouvons prétendre tout à la fois continuer à nous inscrire dans un agenda de libre échange menant à l'accroissement des flux commerciaux Nord-Sud, et lutter contre le changement climatique. Le développement du commerce international peut servir la « convergence » en permettant aux pays les moins développés de croître, mais il n'est pas compatible avec l'objectif de « contraction ».

Dès lors, il s'agit de promouvoir l'expansion des pays en développement et l'adoption par ceux-ci de technologies plus propres par d'autres moyens que le commerce international avec les pays industrialisés. Ces moyens existent : la diversification des économies des pays en développement, l'intégration régionale dans le monde en développement ou encore le commerce Sud-Sud, par exemple. L'adoption par les pays pauvres de tels schémas de développement les éloigne du schéma colonial d'exploitation des ressources, en vertu duquel les pays du Sud fournissent des ressources naturelles et ceux du Nord produisent des biens à plus haute valeur ajoutée et plus intensifs en savoir. Pour favoriser la diffusion rapide dans les pays en développement de technologies plus efficientes dans l'utilisation des ressources, les schémas de développement ainsi adoptés devraient être renforcés par des transferts massifs de technologie, via, par exemple, la création d'un fonds financé par les pays de l'OCDE, qui pourrait traiter les technologies propres comme des biens publics globaux.

Prenons l'exemple des « fuites de carbone » ou des « émissions virtuelles », c'est-à-dire les émissions produites au cours de processus de production de biens destinés à l'exportation et donc « externalisées »

11 Voir M. Heil et T. Selden, « International Trade Intensity and Carbon Emissions : A Cross-Country Econometric Analysis », *Journal of Environment and Development*, n° 10(1) (2001), pp. 35-49 ; M. Cole et R. Elliott, « Determining the Trade-Environment Composition Effect : the Role of Capital, Labor and Environmental Regulations », *Journal of Environmental Economics and Management*, n° 46(3) (2003), pp. 363-383. Pour une excellente vue d'ensemble, voir Climate and Trade. Why climate change calls for fundamental reforms in world trade policies, rapport rédigé par Tilman Santarius pour l'ONG allemande Forum on Environment and Development et la Fondation Heinrich Böll, 2009.

- ou délocalisées par le pays importateur. Il a été calculé qu'en 2001, « les Etats-Unis ont importé des biens dont les émissions virtuelles s'élevaient à 992 mégatonnes (Mt) de CO₂, tandis que les émissions de CO₂ liées à la production aux Etats-Unis de biens destinés à l'exportation s'élevaient à 446 Mt. »¹² Des chercheurs du Carnegie Institute ont estimé récemment que 23 % des émissions de GES dues aux biens consommés dans les pays développés – soit un total de 6,4 milliard de tonnes de CO₂ – ont en réalité été émises ailleurs, et que 22,5 % des émissions chinoises de GES proviennent de la production de biens d'exportation – destinés à satisfaire les consommateurs du Nord¹³. La procédure de rapportage du Protocole de Kyoto de 1997 ne tient pourtant pas compte de ces « émissions virtuelles » : seules sont enregistrées les émissions provenant de la consommation et de la production à l'intérieur d'un pays donné – et pas celles liées à la production de biens que le pays importe afin de satisfaire la demande des consommateurs. Ce mode de calcul permet aux pays industrialisés de respecter les obligations de réduction d'émissions qui découlent de la CCNUCC tout simplement en délocalisant les industries les plus polluantes vers les pays en développement. Il nous incombe dès lors, soit de réformer la manière dont est organisé le mécanisme de rapportage, soit d'imposer des restrictions aux pays en développement, au moins en ce qui concerne leurs biens d'exportation. À l'heure actuelle, si nous pouvons prétendre limiter les émissions de GES sans changer nos modes de vie, ce n'est pas grâce au développement judicieux de technologies plus propres : c'est parce que nous délocalisons les modes de production les plus polluants.

De tels exemples montrent à quel point il est téméraire de prétendre lutter contre le changement climatique sans réguler le commerce international de manière à tenir compte de ses impacts en matière d'augmentation d'émissions des GES. Les problèmes que posent la

12 Climate and Trade. Why climate change calls for fundamental reforms in world trade policies, Fondation Heinrich Böll, 2009 p. 9.

13 Steven J. David et Ken Caldeira, « Consumption-based accounting of CO₂ emissions », Proceedings of the National Academy of Sciences, vol. 107 no. 12 (2010), pp. 5687-5692.

fragmentation de la gouvernance internationale et le manque de coordination entre les différents forums de coopération interétatiques ne s'arrêtent toutefois pas ici. Nous assistons aujourd’hui à des efforts extraordinaires de relance de l’agriculture dans des régions où elle a été négligée au cours de ces trente dernières années, en particulier en Afrique subsaharienne. Ces efforts ne tiennent cependant qu’insuffisamment compte des relations entre changement climatique et production agricole. Le changement de température moyenne menace la capacité de régions entières à maintenir les niveaux actuels de production, en particulier dans les régions d’agriculture pluviale. En Afrique subsaharienne, en Asie orientale et en Asie du Sud, le changement climatique affectera les pluies, accroîtra la fréquence des sécheresses et la température moyenne. L’eau douce sera disponible en moindre quantité pour la production agricole tandis que la montée du niveau de la mer provoque déjà la salinisation de l’eau dans certaines zones côtières, rendant les sources improches à l’irrigation. Le PNUD cite une estimation selon laquelle le nombre de personnes supplémentaires risquant de souffrir de la faim en conséquence directe du changement climatique pourrait atteindre les 600 millions¹⁴. En Afrique subsaharienne, les prévisions font état d’une augmentation de 60 à 90 millions d’hectares des zones arides et semi-arides.

Le Giec a quant à lui estimé qu’en Afrique australe, les rendements de l’agriculture pluviale pourraient diminuer de moitié entre 2000 et 2020¹⁵. Les pertes de production agricole dans une série de pays en développement pourraient être partiellement compensées par des gains dans d’autres régions, mais le résultat global serait une perte d’au moins 3 % de la capacité productive d’ici aux années 2080, et

¹⁴ PNUD, Human Development Report 2007/2008. Fighting Climate Change: Human solidarity in a divided world, 2007, p. 90 (citant Rachel Warren, Nigel Arnell, Robert Nicholls, Peter Levy and Jeff Price, «Understanding the Regional Impacts of Climate Change », Research Report prepared for the Stern Review on the Economics of Climate Change, Research Working Paper No. 90, Tyndall Centre for Climate Change, Norwich).

¹⁵ GIEC, Climate Change 2007: Climate Change Impacts, Adaptation and Vulnerability. Working Group II Contribution to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change (S. Solomon, D. Qin, M. Manning, Z. Chen, M. Marquis, K.B. Averyt, M. Tignor and H.L. Miller, eds), Cambridge Univ. Press, Cambridge and New York, chapitre 9.

jusqu'à 16 % au cas où les effets de la fertilisation par le carbone¹⁶ ne tiendraient pas leurs promesses. William Cline estime qu'« une estimation prudente de l'impact sur la capacité agricole globale d'ici 2080 (...) [pourrait] se situer dans un faisceau de réduction de 10 à 25 % »¹⁷. Les pertes seraient particulièrement importantes en Afrique et en Amérique latine – respectivement 17 et 13 % en cas de fertilisation par le carbone, et 28 et 24 % en son absence¹⁸. Comme le résume le Rapport Stern de 2006 : « Dans les régions tropicales, un réchauffement, même faible, entraînera une baisse des rendements agricoles. À des latitudes plus élevées, les rendements pourraient augmenter dans une phase initiale de hausse modérée de la température, mais déclineront par la suite. Des températures plus élevées provoqueront des baisses substantielles de la production céréalière globale, en particulier si les effets de la fertilisation par le carbone s'avèrent moindres que prévu, comme le suggèrent des études récentes. »¹⁹

La résilience agricole peut être améliorée par la combinaison de plusieurs cultures sur la même exploitation, la plantation de plus d'arbres et le développement de techniques de récupération d'eau pour humidifier le sol. Mais les approches classiques de type « Révolution verte » doivent être fondamentalement repensées pour atteindre un tel objectif. La manière dont elles sont actuellement promues en font par ailleurs des vecteurs d'utilisation d'engrais chimiques et de mécanisation lourde. Elles rendent donc la production agricole

16 La fertilisation par le carbone consiste en l'incorporation du dioxyde de carbone dans le processus de photosynthèse, qui utilise l'énergie solaire pour combiner eau et carbone afin de produire des hydrates de carbone, et de l'oxygène comme « produit dérivé » (cette définition est adaptée de William R. Cline, *Global Warming and Agriculture. Impact Estimates by Country*, Center for Global Development and the Peterson Institute for International Economics, 2007, p. 24).

17 William R. Cline, *Global Warming and Agriculture. Impact Estimates by Country*, Center for Global Development and the Peterson Institute for International Economics, 2007, p. 96.

18 Ibid. Voir aussi, en confirmation de cette idée, David B. Lobell, Marshall B. Burke, Claudia Tebaldi, Michael D. Mastrandrea, Walter P. Falcon, and Rosamond L. Naylor, « Prioritizing Climate Change Adaptation Needs for Food Security in 2030 », *Science*, 1 February 2008, vol. 319, pp. 607-610 (montrent sur la base d'une analyse du risque climatique pour les cultures dans douze zones d'insécurité alimentaire, que l'Asie du Sud et l'Afrique australe sont les deux régions qui, sans mesures d'adaptation suffisantes, subiront probablement des effets négatifs sur plusieurs types de cultures, qui sont centrales pour d'importantes populations en situation d'insécurité alimentaire).

19 Stern Review Report on the Economics of Climate Change, par Nicholas Stern, prépublication disponible sur www.hm-treasury.gov.uk, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 2007, p. 67.

de plus en plus dépendante des combustibles fossiles, pétrole et gaz, alors même que cette dépendance n'est pas soutenable à long terme. C'est d'ailleurs en grande partie du fait de cette dépendance aux combustibles fossiles et de notre échec à soutenir des moyens d'amélioration de la productivité qui s'appuieraient plus sur des techniques agroécologiques que l'agriculture est devenue un contributeur majeur à l'émission de GES liés à l'activité humaine : on les estime à 33 % en incluant méthane et protoxyde d'azote, produits respectivement par le bétail, les rizières et l'utilisation de fertilisants de synthèse (14 %) et la production de dioxyde de carbone résultant de changement dans l'utilisation des sols – la déforestation pour créer des zones de pâturage ou de culture (19 %). Élément du problème actuellement, l'agriculture devrait se muer en élément de solution. Mais cette mutation suppose de penser conjointement le changement climatique et le développement agricole, alors que les deux questions sont trop souvent traitées de manière isolée par des responsables politiques différents.

L'exigence de cohérence entre les différents champs des politiques publiques signifie non seulement que les actions menées dans des domaines tels que le commerce et la sécurité alimentaire doivent tenir compte de la nécessaire atténuation du changement climatique, mais également que la lutte contre le changement climatique ou en faveur de l'adaptation à ce changement ne peuvent être aveugles à leurs impacts en termes d'équité sociale. Le récent débat autour des agrocarburants l'illustre : alors même que le passage à des sources d'énergie renouvelables constitue un élément clé de nos efforts d'atténuation du changement climatique, la dépendance d'un nombre croissant de régions à l'éthanol ou au biodiesel tirés de la biomasse comme carburant liquide à l'usage du transport a des conséquences particulièrement préjudiciables pour de nombreuses catégories de la population dans les pays en développement, en particulier les petits agriculteurs et les peuples autochtones. La croissance de la demande de telles cultures pousse à la hausse le prix des terres cultivables, les

rendant encore moins abordables qu'actuellement, et créant une situation de concurrence entre petits paysans et gros producteurs pour l'accès aux meilleures terres et à l'eau. En résulte l'expulsion des usagers de la terre dont les titres de propriété sont mal assurés, ou encore le déplacement de populations, en particulier autochtones, pour permettre le développement de grandes exploitations agricoles de type plantation vouées à la production d'agrocarburants²⁰. En 2007, une étude estimait que, si les plans d'investissements actuels étaient mis en œuvre, jusqu'à 60 millions de personnes, parmi les populations autochtones, pourraient être chassées de terres occupées sous un régime de propriété coutumière, pour l'expansion de plantations d'agrocarburants²¹. Ces prévisions sont corroborées par des évolutions récentes, en particulier la course à l'achat de vastes zones de terres arables, par des investisseurs privés et publics. Il ressort par exemple d'un inventaire récent, effectué par la Banque mondiale (qui a recensé 389 acquisitions d'ampleur ou baux de terrain à long terme dans 80 pays), que si la première destination de ces « projets d'investissement » est bien la production alimentaire (37 %), les agrocarburants en constituent la seconde (35 %).

Il existe également d'autres domaines où même les efforts bien intentionnés pour atténuer le changement climatique n'ont été qu'inssisamment guidés par des considérations en matière de droit de l'homme. En vertu du Mécanisme de développement propre (MDP) prévu à l'article 12 du protocole de Kyoto à la CCNUCC (Annexe 1), les pays (industrialisés) qui se sont engagés à réduire les émissions de GES reçoivent des crédits d'émission additionnels s'ils aident à mettre en place des projets de réduction des émissions dans les pays en développement. La plantation de forêts destinées à bénéficier du

²⁰ Voir International Institute for Environment and Development (IIED) et Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), *Fuelling Exclusion? The Biofuel Boom and Poor People's Access to Land*, par Lorenzo Cotula, Nat Dyer and Sonja Vermeulen, www.iied.org/pubs/pdfs/12551IIED.pdf; Rachel Smolker et alii, *The Real Cost of Agrofuels: Impacts on food, forests, peoples and the climate*, Global Forest Coalition and Global Justice Ecology Project, 2008.

²¹ Voir Victoria Tauli-Corpuz and Parshuram Tamang, *Oil Palm and Other Commercial Tree Plantations, Monocropping: Impacts on Indigenous Peoples' Land Tenure and Resource Management Systems and Livelihoods*, Permanent Forum on Indigenous Issues, sixth session, New York, 14-25 May 2007, doc. E/C.19/2007/CRP.6 (7 May 2007)..

MDP peut toutefois avoir comme conséquences des expulsions contre lesquelles les populations locales concernées sont insuffisamment protégées. De même, le programme REDD (Reduced Emissions from Deforestation and Forest Degradation), qui fut introduit en 2007 afin, non seulement de récompenser la plantation de forêts, mais également d'éviter la déforestation, entraîne des risques pour les groupes résidant dans ces forêts. Leurs droits de propriété coutumière sur les terres dont dépend leur subsistance ne sont que faiblement reconnus lorsque l'État ou d'autres acteurs souhaitent s'approprier les bénéfices de la séquestration de carbone. Dans la mesure où il donne un prix à la conservation de la forêt, le programme REDD est susceptible d'exclure de ce marché les groupes résidant dans ces forêts. La mise en œuvre du REDD pourrait donc voir les forêts être protégées de leurs usagers traditionnels : la clôture d'une forêt peut priver ces usagers de l'accès à la zone où ils chassent, pêchent ou cueillent la nourriture dont ils dépendent.

Une gouvernance pour la durabilité

J'ai présenté la nécessité d'aller vers un scénario de « contraction et double convergence » et d'améliorer la cohérence entre les différents champs des politiques publiques, telles que celles menées en matière de changement climatique, de commerce et de sécurité alimentaire, en se servant des droits de l'homme comme guide. Selon ce point de vue, la « durabilité » s'oppose à terme à la « conservation ». Il ne s'agit pas de préserver mais de changer. Il n'est pas question de refuser le progrès mais d'évoluer vers un autre type de société dotée d'objectifs formulés autrement. C'est de mouvement qu'il s'agit, pas d'immobilité.

La question de la gouvernance doit être centrale dans un projet de cette nature. En matière de droits de l'homme comme d'environnement, de nombreux outils ont été mis à l'épreuve et améliorés. Nous

savons qu'il nous faut les développer encore pour nous approcher d'un développement qui soit vraiment durable. Les études d'impact, qui cherchent à évaluer les effets des politiques et des initiatives de réglementation dans une série de domaines – économiques, sociaux et environnementaux – sont, par exemple, devenues la norme dans une série de pays. Elles devraient encore être améliorées par l'inclusion de considérations de long terme qui permettraient de s'assurer que tout choix effectué nous oriente dans la bonne direction et n'entrave pas les actions favorables à la durabilité dans d'autres domaines : en Allemagne, l'évaluation systématique, par le Conseil parlementaire pour le développement durable, du caractère durable de toute législation constitue un pas important dans cette direction.

Mais les efforts en matière de réforme de la gouvernance ne peuvent s'arrêter là. Pour passer de la situation actuelle vers une autre où nos modes de production et de consommation seraient véritablement durables, il nous faut adopter des stratégies pluriannuelles, identifiant les mesures à adopter dans différents domaines, les accompagnant d'un calendrier d'action précis et de la responsabilisation des différentes branches des autorités publiques. Nous serons incapables d'aller vers une société sans carbone assurant la réalisation plus entière de tous les droits de l'homme si nous demeurons otages du court-termisme des marchés et des calendriers électoraux : les attentes immédiates des actionnaires et des électeurs ne peuvent être ignorées, mais il faut permettre aux aspirations des citoyens de s'élargir davantage, en tenant compte de notre dette à l'égard des générations futures et des parties les plus fragiles de la société.

De telles stratégies nationales ont été éprouvées en matière de droits de l'homme. Il est temps de les transposer pour servir l'objectif plus large du développement durable. Idéalement, ces stratégies devraient être participatives et co-conçues par les gouvernements, les syndicats et les organisations de la société civile. Ainsi pensée, l'adoption de stratégies pluriannuelles contraignantes n'appauvrira

pas la démocratie : elle l'enrichit au contraire en allant au-delà des rituels électoraux tous les quatre ou cinq ans pour viser tout à la fois plus de permanence et de proximité avec le citoyen. L'introduction du long terme en politique ne se fera pas en évacuant certaines questions en hors du contrôle démocratique : nous n'en ferons au contraire un succès qu'à condition d'offrir aux citoyens des occasions d'investir des formes d'action leur permettant de contribuer à dessiner l'avenir. L'adoption, par des méthodes participatives, de stratégies pluriannuelles n'appauvrit par la démocratie : elle l'enrichit.

Ces stratégies devraient être menées conjointement au choix d'indicateurs et de benchmarks, qui reflètent les différentes dimensions de la durabilité. De tels indicateurs pourraient par exemple renvoyer à la quantité de GES que nous émettons comme producteurs ou consommateurs, y compris de biens importés, au fossé entre riches et pauvres, ou aux impacts de nos politiques sur la capacité des pays en développement à surmonter leurs handicaps. L'indicateur clé devrait en tout cas être une mesure du bien-être, distincte de la croissance du PIB par tête, et qui tienne compte de la durabilité. Depuis 1990, le PNUD utilise un Indicateur de développement humain (IDH), indicateur multidimensionnel composite tenant compte de l'espérance de vie, des niveaux d'étude et de revenu, et permettant la comparaison interétatique. Cette approche a d'ailleurs été affinée dans plusieurs directions depuis lors. Plus récemment, à la demande du gouvernement français, une commission dirigée par Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi a réfléchi à l'usage des indicateurs de mesure de la performance économiques et du progrès social, introduisant une distinction importante entre l'évaluation du bien-être présent – le bien-être des individus étant compris comme l'étendue des choix qui leur sont ouverts – et l'évaluation de sa durabilité – autrement dit, de la disponibilité pour les générations futures des stocks de capital (parmi lesquels les ressources naturelles, mais également les capitaux humain, social

et physique) dont dépend notre bien-être présent, au vu de leurs niveaux d'utilisation actuels²².

Disposer de tels outils ne s'avère toutefois utile que dans la mesure où ils influencent la décision politique et augmentent le coût politique encouru par des gouvernements allant dans la mauvaise direction. Lier la mise en œuvre de stratégies de développement durable et les indicateurs et objectifs appropriés permet de contrôler les choix des responsables politiques. Cela constitue, dès lors, un puissant incitant à intégrer des considérations de long terme dans la prise de décision, et à garantir que la feuille de route qui a été adoptée sera effectivement mise en oeuvre. Ce monitoring serait encore renforcé s'il se voyait confié à des organismes indépendants. Le Conseil allemand pour le développement durable, en tant qu'organisme indépendant du gouvernement, rassemblant différentes parties prenantes, pourrait jouer ce rôle en Allemagne. Il s'agirait par là de contraindre le gouvernement à s'acquitter des obligations que lui impose la mise en œuvre d'una stratégie de développement durable et de s'assurer que, si certaines politiques s'avèrent mal orientées, elles seront immédiatement corrigées.

L'adoption de stratégies nationales pluriannuelles de développement durable et le contrôle de leur mise en œuvre par des mécanismes de contrôle indépendants ne servent pas seulement de contrepoids à la tendance de beaucoup de responsables politiques à négliger l'avenir. Elles sont aussi nécessaires pour assurer la continuité au fil des gouvernements : nous ne serons capables d'affronter le défi de la durabilité qu'à la condition de ne pas en faire une question politique, opposant la droite à la gauche et les verts à tous les autres. Nous devons au contraire faire du changement climatique une préoccupation transpartisane, fondée sur le consensus social le plus large. De plus, une stratégie pluriannuelle est nécessaire pour garantir aux acteurs

²² Rapport de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès Social, 14 septembre 2009, www.stiglitz-sen-fitoussi.fr.

du marché le cadre stable dont ils ont besoin pour effectuer des investissements dont les rendements ne seront pas immédiats. Selon le World Investment Report : Investing in a low-carbon economy de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), 400 milliards de \$ seront nécessaires chaque année entre 2010 et 2015 pour effectuer la transition vers une économie faible en carbone, et ce chiffre pourrait grimper à 1300 milliards de \$ annuels en 2030. Ce qui est requis, c'est rien de moins qu'un effort massif de mobilisation des investissements publics et, via des incitants appropriés, privés. De tels investissements ne se feront pas par hasard; ils ne peuvent être suscités que par un mobilisation politique, à la fois et crédible sur le long terme. Un effort soutenu sur plusieurs années est donc requis pour promouvoir de nouvelles technologies plus propres dans les industries, développer des sources d'énergie renouvelable et transformer l'agriculture en un élément de solution au changement climatique, plutôt qu'une partie du problème. Ce dont nous avons besoin en somme, c'est une économie de guerre sans guerre.

Il est toujours tentant pour les partisans du business as usual de rejeter comme utopiques les propositions d'une si grande portée qu'elles semblent révolutionnaires, et de rejeter les autres comme tellement secondaires et insignifiantes qu'elles n'auront aucun impact réel. Il nous faut abandonner cette opposition trompeuse. Ce n'est pas chacune des propositions politiques prises isolément les unes des autres qui importent, qu'elles soient réformistes ou plus révolutionnaires : ce qui importe est le chemin, la suite de mesures qui, pièce par pièce, pourront nous amener à repayer peu à peu la dette que nous avons encourue vis-à-vis de l'avenir. Une fois exposées dans une stratégie pluriannuelle, l'ensemble des mesures à adopter pour atténuer le changement climatique, s'adapter à ses impacts inévitables et se rapprocher d'un scénario de « contraction et double convergence » ne pourront plus être balayées d'un simple revers de main : ce qui paraît utopique aujourd'hui pourrait paraître

atteignable demain, pour autant qu'un plan de long terme y mène. Et des changements qui semblent triviaux au premier abord prendront une toute autre allure une fois présentés comme éléments d'une stratégie plus large et plus ambitieuse. Nos démocraties se fondent sur l'idée que même les problèmes collectifs en apparence les plus insurmontables peuvent trouver une solution, pour autant qu'on les décompose et qu'on affronte un à un les éléments qui les composent. Cette idée, nous devons la refaire nôtre.

ANTICIPONS LA RÉACTION DU CAPITALISME FACE À L'OBJECTION DE CROISSANCE

→DAVID PETIT

Travaille à l'ONG FUCID et milite dans
l'asbl Réseau de Consommateurs
Responsables. Chercheur-associé Etopia

david.petit@fundp.ac.be

Par ses qualités pédagogique, pluridisciplinaire, synthétique et stratégique, « Prospérité sans croissance » accélère la percée de l'objection de croissance. Le nombre d'arguments de poids force à questionner le dogme croissantiste. Tim Jackson montre en effet que notre système de croissance est aujourd'hui destructeur à de nombreux niveaux : relations sociales, environnement, bien-être, répartition des richesses, sens de la vie...

Si aujourd'hui une part importante et grandissante de la population est informée des dérives de la croissance à tout prix, la majorité en reste là, principalement parce qu'elle ne voit pas de modèle alternatif proposé. En effet, Tim Jackson et les auteurs classiques de la décroissance proposent des pistes d'action, mais ils n'ont pas en poche de modèle alternatif à proposer. Malgré cela, de plus en plus de personnes se mettent en action, notamment par des expérimentations locales où la consommation et la production sont ré-encastées aux autres sphères de la vie (le social, la culture, l'environnement...). Un grand pari du mouvement de la décroissance est justement de croire à la construction participative non pas d'un modèle mais de multiples

modèles de société. Ces modèles alternatifs sont déjà en construction, notamment à travers le développement d'expérimentations locales hors croissantisme¹.

Cette construction est selon nous menacée par les réactions à venir du système en place. Trop souvent, nous pensons que l'émergence d'une critique constructive suffira à changer le système en place. L'histoire nous montre que ce n'est pas forcément le cas. Cet article souhaite éclairer les mécanismes de réaction du système dominant et en tirer des leçons pour l'objection de croissance.

Pour ce faire, nous utiliserons une grille de lecture issue de la sociologie du capitalisme qui nécessite de passer par trois concepts en interaction, expliqués par Luc Boltanski et Ève Chiapello², eux-mêmes s'inspirant des travaux de Max Weber. Ces concepts sont le capitalisme lui-même, l'esprit du capitalisme et la critique du capitalisme.

Le capitalisme est un système global, à la fois une structure et une culture. Il peut être résumé par ce que Luc Boltanski et Ève Chiapello appellent l'essence du capitalisme, à savoir « l'exigence d'accumulation sans fin par des moyens formellement pacifiques »³. Vivants dans une culture et une structure capitalistes, nous sommes tous des « êtres capitalistes »⁴ soumis à cette exigence à des degrés divers. De plus, nos systèmes sociaux, juridiques, économiques, politiques, scientifiques... sont adaptés, jusqu'à un certain degré, à cette exigence. Pour cet article, notre système croissantiste sera synonyme de capitalisme.

1 Par exemple, en Belgique francophone, le nombre estimé de Groupes d'Achats Alimentaires est passé de 30 à 140 en 8 ans et le nombre estimé de Services d'échanges Locaux est passé de 30 à 45 ces 3 dernières années.

2 Boltanski L. & Chiapello E., (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

3 Boltanski L. & Chiapello E., (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, p.37.

4 Christian Arnsperger a consacré un livre à la mise en évidence de l'emprise multidimensionnelle du capitalisme sur nos façons d'être individuelles et collectives, ainsi que sur les possibilités d'en réchapper. Voir, Arnsperger C., *Ethique de l'existence post-capitaliste : Pour un militantisme existentiel*, Paris, Ed. du Cerf, 2009.

La critique envers le capitalisme a toujours existé là où le capitalisme a existé parce qu'il est nécessairement source de nombreuses indignations⁵. La critique peut s'exprimer de façon interne au capitalisme et s'attaque alors aux conséquences négatives du capitalisme, alors que la critique externe remet en cause tout le système capitaliste jusqu'à son essence. Les initiatives locales évoquées peuvent participer de la critique externe.

L'esprit du capitalisme est une idéologie propre à un certain contexte, à une certaine époque, qui donne une justification de l'engagement des personnes dans le capitalisme en apaisant diverses inquiétudes. La justification du capitalisme nécessite des références extérieures (et adaptables avec le temps, notamment selon la critique), car « le capitalisme est, à bien des égards un système absurde : les salariés y ont perdu la propriété du résultat de leur travail et la possibilité de mener une vie active hors de la subordination. Quant aux capitalistes⁶, ils se trouvent enchaînés à un processus sans fin et insatiable, totalement abstrait et dissocié de la satisfaction de besoins de consommation, seraient-ils de luxe »⁷.

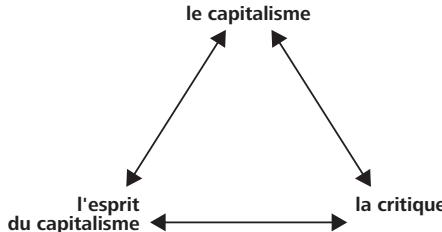
Face aux critiques adressées au capitalisme, l'esprit du capitalisme s'adapte afin de les « récupérer » sans modifier l'essence du capitalisme, bien que certains changements structurels puissent avoir lieu sous la pression de fortes critiques comme ce fut le cas dans les années 1920 et à la fin des années 1960. Dans le cas de la critique écologiste récente, elle est majoritairement une critique interne. Grossièrement, il s'agit d'une demande de réduction de pollution sans exiger un changement de mode de production. Dès lors, le capitalisme a pu se contenter jusqu'ici de modifications assez légères (principalement dans son discours) sans véritable changement structurel. Pour donner un exemple concret, voir des produits « bio » en magasin peut

⁵ Le capitalisme est source de désenchantement, d'inauthenticité, d'oppression, il s'oppose à la liberté, à l'autonomie et à la créativité des êtres humains. Il est source de misère et d'inégalités, d'opportunisme et d'égoïsme, il est destructeur de liens sociaux. Enfin il ne permet pas la durabilité.

⁶ Compris ici comme les principaux acteurs de cette accumulation illimitée.

⁷ Boltanski L. & Chiapello E., (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, p.41.

apaiser notre critique, alors que le produit « bio » s'il est capitaliste et croissantiste ne répond que très peu à la critique écologique.



Suite aux critiques de la fin des années 1960, outre les modifications dans l'esprit du capitalisme (idéologie, discours...), il y a eu des modifications concrètes dans le travail capitaliste, mais principalement pour les cadres, et sans que ces changements ne répondent réellement à leurs critiques. La critique demandait un système plus égalitaire et plus épanouissant. Ceci lui a ensuite été trompeusement vendu (et accepté par la critique) à l'intérieur du système capitaliste. L'impact fut tout de même relativement grand et cela s'explique par l'union de critiques multiples : interne et externe, étudiante et ouvrière. Par contre, l'impact n'a pas été plus grand notamment car cette interaction entre la critique, le capitalisme et son esprit n'avait été ni compris, ni anticipé.

Afin d'apprendre des leçons du passé, l'objection de croissance peut selon nous tirer au moins trois enseignements de cette analyse.

Premièrement, nous devons être conscients de cette puissante capacité de l'esprit du capitalisme à « berner » la critique.

Deuxièmement, comme déjà indiqué, la critique sera plus puissante si elle est multiple :

- Émanant de différentes classes de la population
- À la fois sociale, environnementale, existentielle...
- Conjuguant la critique externe et la critique interne déjà relativement fournie

Enfin, il ne faut pas compter sur le système pour proposer naturellement les solutions adaptées aux critiques. Cette erreur d'appréciation se produit malheureusement trop souvent par une vision implicitement néo-libérale du monde. En effet, beaucoup de personnes sont convaincues que le marché s'adaptera à la demande des consommateurs et exercent du coup principalement leur citoyenneté dans la consom'action. Or, le marché est incapable de comprendre une demande de changement de système et de logique. Lorsque nous réduisons notre consommation, la seule réponse qu'il pourra offrir sera la tentative de création de nouveaux besoins « adaptés » au signal envoyé. L'évolution actuelle vers une culture moins matérialiste dont parle Jackson est donc elle aussi insuffisante si la critique qui l'accompagne n'est pas explicitement et activement exprimée et tournée vers l'extérieur. Nous ne pouvons donc pas compter sur la prédiction de Karl Marx concernant l'autodestruction du capitalisme.

Une partie du mouvement de la décroissance se sent à l'abri de cette récupération. Pourtant, une prospérité sans croissance à l'intérieur du système actuel est imaginable et nécessiterait des changements importants dans le discours mais moindres dans les faits. Imaginons par exemple un PMB (Produit Mondial Brut) stationnaire où les plus riches continueraient d'accumuler au détriment des autres. Cela n'est évidemment pas souhaitable, mais cela pourrait nous être « vendu » au nom par exemple de la nécessité de stabiliser l'empreinte écologique mondiale. Il s'agit évidemment d'un cas purement inventé : nous faisons confiance à l'esprit du capitalisme pour trouver mieux.

Pour conclure, nous souhaitons réaffirmer l'espoir que nous mettons dans le changement culturel et dans les expérimentations locales qui en résultent. Cependant, ces initiatives locales (et la critique qui les accompagne) ne pourront grandir, évoluer et faire leurs preuves que sous certaines conditions, car il est certain que des tentatives de récupération auront lieu.

AUTOUR DE TIM JACKSON, INVENTER LA PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE ?

RÉACTIONS ISSUES DU MONDE DE LA RECHERCHE

SUR LA « PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE » DE TIM JACKSON¹

→JEAN GADREY

Professeur émérite d'économie à l'Université Lille 1. Il a notamment publié *Socio-économie des services*, *Les nouveaux indicateurs de richesse* (avec Florence Jany-Catrice), ainsi que *En finir avec les inégalités*, *Adieu à la croissance* et *Bien vivre dans un monde solidaire*.

jean.gadrey@univ-lille1.fr

On m'a parfois posé la question lors de débats sur mon livre « Adieu à la croissance » : ce livre défend-il les mêmes idées que celui de Tim Jackson, « Prospérité sans croissance » (Etopia/De Boeck, 2010) ? Voici en substance ma réponse.

Il existe de fortes proximités, et je recommande partout le livre de Jackson, qui a eu une grande influence, y compris pour convaincre des non convaincus de quitter la voie de la croissance. Son livre contient notamment des arguments forts en faveur d'un « adieu à la croissance », sans regret.

Mais je m'en écarte plus ou moins sur certains thèmes. D'abord celui du rôle de la démocratie, pratiquement ignoré dans le livre de Tim Jackson, qui est à mes yeux un livre d'expert économiste, en

¹ Une version antérieure de ce texte est publiée sur son blog : www.alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey

dépit de la culture philosophique de l'auteur. Écologiste convaincu certes, mais pas du tout orienté vers la démocratie économique : le mot « démocratie » ne figure pas dans l'index, pourtant très complet, de son livre. Cela limite un peu la crédibilité politique d'un projet qui néglige le rôle, moteur selon moi, de la société civile et de ses organisations, du local à l'international, dans un contexte où la démocratie représentative et surtout les sommets des États cèdent très souvent aux pressions de la ploutocratie.

Son livre est également un peu trop économiste à mon goût lorsqu'il insiste sur l'importance d'une autre macroéconomie, certes renouvelée pour intégrer les contraintes environnementales, mais où « les variables macroéconomiques fondamentales demeureront pertinentes » (p. 145). Je n'en crois rien. Les concepts macroéconomiques de croissance et de productivité, entre autres, ou celui de « fonction de production », vont selon moi connaître des « rendements intellectuels décroissants ». Ils ont fait leur temps. Ils restent attachés au « régime fordiste » (voir sur mon blog le billet du 5 mars 2009 « Cessons de penser croissance et productivité »). Une autre planification, plus participative, peut et doit les relativiser puis les abandonner, au bénéfice d'autres indicateurs de richesse, de « progrès » ou de « performances ». Y compris pour des prospectives de l'emploi utile.

Un peu trop économiste aussi est l'allusion, brève (p. 178-179), à de nouveaux indicateurs « macro » tels que les « PIB verts » (l'indice de bien-être économique durable, dont Tim Jackson a été l'un des promoteurs dans les années 1990) ou l'épargne nette ajustée de la Banque mondiale. Autant d'outils qui restent prisonniers des méthodes des comptes nationaux en monnaie et dont mes amis de FAIR (Forum pour d'autres indicateurs de richesse) et moi-même avons souvent dénoncé² les incohérences au regard même de l'impératif d'une « soutenabilité forte » dont Tim Jackson se revendique.

² Voir le hors série d'*Alternatives économiques* « La richesse autrement », février 2011.

Trop économiste aussi, et pas assez social, est l'accent mis sur une « réforme fiscale pour la durabilité » (p. 174) fondée sur des taxes environnementales, sans que soit jamais évoquée LA grande question, conditionnant l'acceptabilité populaire ou le rejet massif : est-ce que ces taxes vont ou non être nettement plus pesantes pour les plus modestes, en proportion de leurs ressources, et comment introduire, dans ce domaine aussi, une progressivité aussi forte que possible ? Curieusement, certains économistes écologiques pourtant sensibles à la nécessité de réduire les inégalités, ce qui est le cas de Tim Jackson, font comme si cette exigence devait être traitée à côté des exigences écologiques, et non pas à l'intérieur, en termes de justice sociale dans les contributions et rétributions associées aux politiques environnementales. Quant à son idée de compenser l'alourdissement de la fiscalité sur l'environnement par un allègement de celle qui « pèse » sur le travail, peut-être aura-t-elle un jour de vraies justifications, mais pour la période à venir, et compte tenu des besoins sociaux insatisfaits de protection sociale de qualité, j'y vois un risque majeur et une concession inopportune et injustifiée à l'idéologie du travail trop cher, alors que presque partout la part des salaires directs et indirects dans la valeur ajoutée a plongé au cours des dernières décennies.

Cela m'amène à un autre développement qui me semble conceptuellement « conservateur » chez Tim Jackson. Il s'agit de sa vision de l'investissement. Tim Jackson met en avant (chapitre 11 notamment) une priorité absolue à « l'investissement écologique », en s'intéressant relativement peu aux investissements humains et sociaux indispensables. Il en reste largement à une vision « hard » de l'investissement : technologies, infrastructures, logement... L'investissement, au sens de la comptabilité nationale, c'est en effet l'augmentation du stock de capital économique des entreprises et des organisations par l'acquisition de biens de production durables (ou de logiciels, ajoutés plus récemment). C'est donc essentiellement de l'investissement matériel, et cela n'a pas grand-chose à voir

avec l’investissement comme ensemble des dépenses qui visent à améliorer le bien vivre futur. Ces dernières incluent nombre d’« investissements doux » dans le développement humain et social, bien au-delà des investissements durs en capital fixe. Une nouvelle fois, on peut douter qu’une société soutenable puisse être pensée avec les catégories économiques anciennes. Reconsidérer la richesse implique de réexaminer toutes les catégories « macro », y compris celle d’investissement.

Enfin, Tim Jackson, qui est également professeur de psychologie sociale, verse beaucoup dans la psychologie, notamment à propos des comportements consuméristes (thèmes de la crainte de la nouveauté, de l’angoisse, de l’égoïsme et de l’altruisme), ce qui est digne d’intérêt, mais il s’intéresse peu à la sociologie (Veblen et Bourdieu sont rapidement cités), qui a pourtant beaucoup à nous apprendre sur l’action collective ou sur les structures sociales de la consommation.

Aucune de ces différences ou limites ne réduit l’apport considérable de ce livre à une stratégie crédible de grande transformation écologique et sociale. Mais il faut en débattre.

.

PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE ET CROISSANCE SANS PROSPÉRITÉ

→JEAN-MARIE HARRIBEY¹

Professeur émérite, agrégé de sciences économiques et sociales et Maître de conférences d'économie à l'Université Bordeaux IV. Ses recherches portent sur la critique de l'économie politique, les concepts de valeur et de richesse, le travail, la protection sociale et le développement soutenable. Il a publié notamment *L'économie économique, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail, La démence sénile du capital, Raconte-moi la crise*. Chroniqueur à *Politis*. Il est membre de la Fondation Copernic et d'Attac France, qu'il a présidé de 2006 à 2009.

jean-marie.harribey@orange.fr

Depuis bientôt quatre ans le capitalisme a plongé le monde dans une crise sans précédent par son étendue, sa globalité et sa multi-dimensionnalité : économique, financière, sociale et écologique, chacune de ces dimensions renforçant les autres. Les structures socio-économiques se fissurent parce qu'ont prévalu le renforcement des priviléges d'une classe dominante et le délitement de toutes les protections sociales. Alors, les cadres de pensée à l'intérieur desquels se déployaient les justifications d'un ordre supposé apporter à l'humanité le bien-être, la démocratie et la paix s'épuisent et apparaissent pour ce qu'ils étaient : idéologie et non pas science, intérêt de classe bien compris et non pas intérêt général.

¹ Une première version figure sur <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey>. Une version réduite de ce texte est publiée dans *Les Temps nouveaux*, n° 3, printemps 2011.

Dans ce contexte, les recherches pour construire un autre cadre théorique et politique esquissant un monde plus soutenable se multiplient. Le livre de l'économiste britannique, responsable de la Commission du développement soutenable du Royaume-Uni, Tim Jackson, *Prospérité sans croissance*² constitue une bonne synthèse de la critique de la croissance économique et il tente de définir une conception de la prospérité alternative à celle qui associe le mieux au plus. En particulier, il essaie de jeter les bases d'une macroéconomie écologique.

La croissance économique infinie n'est pas possible

L'idée est maintenant connue : la croissance de la production se heurte aux limites écologiques et il n'est pas possible de la perpétuer dans une planète finie. De plus, s'ajoutent toutes les aberrations du système économique mondial actuel : financiarisation, endettement, spéculation, notamment sur les matières premières, réchauffement climatique, etc.

Un découplage ?

Une déconnexion se produit entre l'augmentation de la production mesurée par le produit intérieur brut et des indices de satisfaction : la corrélation diminue, voire disparaît, au-delà d'un certain niveau de revenu autour de 15 000 dollars par habitant et par an. Ce constat ne constitue pas en soi une preuve lorsque l'une des variables est, par construction, bornée (par exemple, l'espérance de vie ou le taux de

² T. Jackson, *Prospérité sans croissance, La transition vers une économie durable*, 2009, Bruxelles et Namur, De Boeck et Etopia, 2010. Depuis sa parution en anglais en 2009, ce livre a reçu déjà de nombreux commentaires avec lesquels nous partageons certaines vues mais pas toutes ; voir notamment J. Gadrey, « La prospérité sans la croissance : vivre mieux avec moins ou avec plus ? », mai 2009, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2009/05/20/la-prosperite-sans-la-croissance-vivre-mieux-avec-moins-ou-avec-plus> ; J. Gadrey, « La prospérité sans croissance ? », *Alternatives économiques*, Hors-série n° 83, 4^e trimestre 2009 ; J. Cossart, « Économie durable ? », Lettre du conseil scientifique d'Attac, n° 36, novembre 2010, <http://www.france.attac.org/spip.php?article11878>. Pour une mise en doute de la croissance verte sur des arguments totalement contraires à ceux de Jackson et favorables à la poursuite d'une croissance traditionnelle, voir R. Prud'Homme, « La croissance verte, une chimère ? », *Commentaire*, n° 130, été 2010.

scolarisation), mais il alerte sur la nécessité de définir le bien-être par autre chose que la seule abondance matérielle.

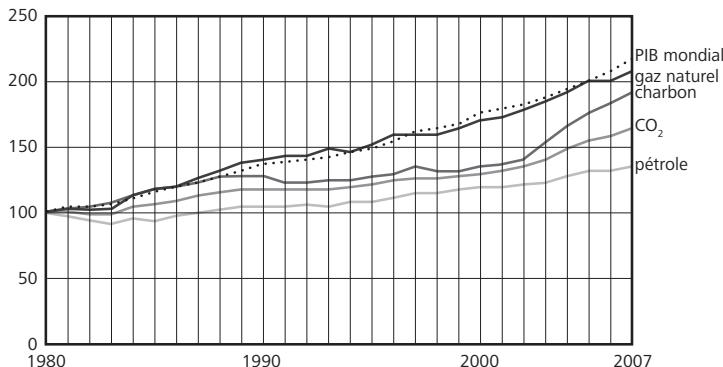
Pour cela, Jackson entreprend un démontage de la conception de la prospérité qui est assise sur l'enchaînement suivant : la quantité fonde la satisfaction, c'est-à-dire l'utilité ; l'utilité fonde la valeur ; la valeur donne le prix. « L'économie [...] suppose que la valeur est équivalente au prix que les personnes sont disposées à payer pour se les procurer sur des marchés fonctionnant librement. La théorie économique moule l'utilité sur la valeur monétaire des échanges de marché. » (p. 53).

Progressivement, Jackson esquisse une critique de la théorie économique dominante, critique courante au sein des hétéodoxies, mais rarement évoquée dans les ouvrages bien-pensants : « Certains ont affirmé que le concept sous-jacent de l'utilité comme valeur d'échange était lui-même fondamentalement défectueux. » (p. 54). Jackson pense que l'inadaptation du concept d'utilité tient au fait qu'il existe deux types d'utilité : celle que mesure le PIB et celle que (ou qui ?) mesure la satisfaction : « Quoi que nous puissions dire par ailleurs sur la relation entre le PIB et le niveau de satisfaction dans la vie, il est clair qu'ils ne mesurent pas le même type d'utilité. » (p. 56).

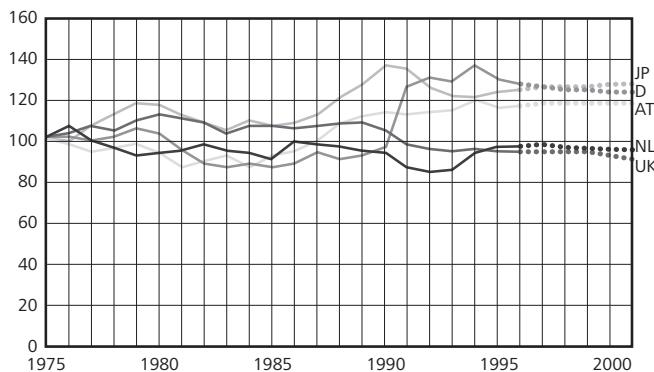
Au-delà de ces prémisses conceptuels, le cœur de la démonstration de Jackson porte sur l'incapacité du découplage entre l'évolution de la production et celle de la consommation de ressources naturelles à résoudre la question écologique (voir graphiques ci-dessous³). Une unité de produit a beau nécessiter de moins en moins d'énergie et de matière, le découplage n'est que relatif et n'est jamais absolu ; il ne peut l'être tant que la production augmente plus vite que ne baisse l'utilisation des ressources par unité produite. C'est l'effet rebond connu aussi sous le nom de paradoxe de Jevons, qui empêche que la baisse de l'intensité énergétique ou de l'intensité carbone soit

³ Les graphiques sont extraits de l'édition anglaise, p. 50-51, http://www.sd-commission.org.uk/publications/downloads/prosperity_without_growth_report.pdf.

suffisante pour parier encore sur la croissance économique. Le problème est tellement important que Jackson juge que l'estimation des coûts à engager pour contenir le réchauffement climatique faite par Nicholas Stern⁴ est trop optimiste (p. 93).



Consommation d'énergie fossile et émissions de CO₂ liées. 1980-2007



Consommation des ressources matérielles. OCDE 1975-2007

⁴ N. Stern, *The Economics of Climate Change*, Stern Review, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

À titre d'exemple, « l'intensité des émissions mondiales de carbone a baissé de près d'un quart, passant d'un petit peu plus d'un kilogramme de dioxyde de carbone par dollar américain en 1980 à 770 grammes par dollar américain en 2006 » (p. 80). Mais « en dépit de la baisse des intensités énergétiques et en carbone, les émissions de dioxyde de carbone provenant des combustibles fossiles ont augmenté de 80 pour cent depuis 1970. Les émissions, aujourd'hui, sont quasiment 40 pour cent plus élevées qu'en 1990 – année de référence de Kyoto. Depuis l'an 2000, elles ont augmenté à un rythme annuel supérieur à 3 pour cent. » (p. 81). Entre 1990 et 2007, elles ont crû de près de 2 % par an (p. 88), alors qu'« il est indispensable d'obtenir une réduction absolue des émissions de carbone de 50 à 85 pour cent d'ici 2050 pour respecter l'objectif du GIEC portant sur une stabilisation à 450 ppm » (p. 78).

Aussi, le keynésianisme et le « New Deal vert » sont-ils jugés par Jackson « intéressants » (p. 114) par l'ampleur des investissements mobilisés aujourd'hui aux Etats-Unis et en Asie, mais « cet état demeure toujours aussi peu durable » (p. 125).⁵

Il faut donc sortir de « la «cage de fer» du consumérisme » (chapitre 6, p. 95), pas seulement par la dimension matérielle de la course à la consommation mais aussi et surtout par « le langage symbolique » (p. 62) que la consommation véhicule. Il convient alors de définir un « hédonisme alternatif » (p. 151).

Capitalisme et croissance

S'agit-il de sortir du capitalisme ? Non, car « il en existe des variétés différentes » (p. 37, 97). Et aussi parce que :

⁵ Sur cette question, voir aussi D. Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, La Découverte, 2010, et notre commentaire sur <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harrubey/2010/09/21/trois-livres-pour-penser-lapres-capitalisme/#more-109>.

« Pour certaines personnes, croissance et capitalisme vont de pair. La croissance est indispensable au capitalisme. Elle est une condition nécessaire de toute économie capitaliste. Aussi, l'idée de se passer de la croissance équivaut-elle à se débarrasser du capitalisme. Nous avons déjà vu que cette présomption est fausse en général. Comme l'ont montré William Baumol et ses collègues, toutes les variétés du capitalisme ne se valent pas en termes de croissance. Certes, celles qui ne croissent pas sont évidemment « mauvaises » aux yeux de Baumol. Mais l'essentiel est qu'il peut exister – et qu'il existe – des économies capitalistes qui ne sont pas en croissance. De la même manière, il existe des économies non capitalistes qui croissent. L'histoire contrastée de la Russie illustre, en l'occurrence, parfaitement ces deux phénomènes contre-intuitifs. » (p. 194).

Et Jackson ajoute en note de bas de page : « Remarquons également que le travail de Peter Victor⁶ démontre explicitement qu'il est possible, en principe de «stabiliser» une économie capitaliste relativement classique. »

Ici commencent les difficultés théoriques et méthodologiques du livre de Jackson. La première relève de la logique : l'identité entre croissance économique et capitalisme signifierait que la croissance est une condition nécessaire et suffisante du capitalisme et non pas une simple condition nécessaire.

Deuxièmement, hormis les périodes de récession à cause d'une chute de la rentabilité du capital et d'une surproduction, quels exemples d'économie capitaliste qui ne croisse pas peut-on observer ? Aucun. Le capitalisme est indissolublement lié à une dynamique d'accumulation du capital. C'est sa raison d'être, sa finalité et son moyen de se perpétuer. On pourrait imaginer en théorie une situation où la classe dominante préleverait un surplus social sans qu'il y ait de surplus de

⁶ P. Victor, *Managing without Growth – slower by design not disaster*, Cheltenham, Edward Edgar, 2008 ; « Managing without Growth », Think-piece for the SDC workshop « Confronting Structure », avril 2008, London, Sustainable Development Commission, <http://www.sdcommission.org.uk/pages/redefining-prosperity.html>.

croissance, mais il faudrait supposer d'une part une chose inconcevable puisqu'aucune concurrence ne s'exercerait entre les membres de la classe capitaliste qui les pousserait à augmenter constamment la productivité du travail, et d'autre part une chose incompatible avec la recherche d'un découplage absolu et même relatif entre production et ressources naturelles puisque l'accroissement de l'investissement nécessaire à ce découplage serait pratiquement impossible dans un état stationnaire. Jackson le reconnaît d'une certaine façon : « Les présupposés simplistes selon lesquels la propension du capitalisme à l'efficacité stabilisera le climat et résoudra le problème de la rareté des ressources sont presque littéralement démonétisées. » (p. 186).

Troisièmement, citer la Russie comme une économie non capitaliste relève de la fantaisie. Si Jackson veut parler de la période soviétique, c'est confondre capitalisme et régime de propriété privée en oubliant tous les autres aspects des rapports sociaux. S'il parle de la Russie actuelle, c'est incompréhensible.

Aussi la démonstration de Jackson est-elle sans doute illusoire :

« La productivité du capital baissera probablement. Bien qu'essentiels pour l'intégrité écologique, certains investissements pourraient ne pas générer de retour en termes monétaires classiques. La rentabilité, dans le sens traditionnel, sera moins élevée. Dans une économie basée sur la croissance, c'est profondément problématique. Pour une économie qui se préoccupe de l'épanouissement, cela ne doit pas avoir la moindre importance. » (p. 193).

Or la théorie néoclassique elle-même a mis en évidence le paradoxe selon lequel l'adoption de normes éthiques par certains ménages entraînait progressivement, par simple intérêt, les entreprises dans un cercle vertueux, ainsi que les autres ménages qui n'accepteront pas longtemps de payer plus cher des produits fabriqués dans des conditions non éthiques ou non écologiques, tandis que si l'adop-

tion des normes éthiques est d'abord le fait d'entreprises, celles-ci vont être laminées inexorablement par la logique du marché qui va faire abandonner toute considération éthique.⁷ Comment dans ces conditions imaginer un capitalisme sans croissance et sans souci de rentabilité ?

Pourtant, il y a dans le livre de Jackson une intuition que nous croyons juste⁸ et qui s'oppose aux théories de la décroissance : l'alternative croissance/décroissance est fausse car certaines activités doivent croître et d'autres décroître, et bien sûr avec des degrés différents selon le niveau de développement atteint par les différents pays du monde⁹. Jackson l'exprime ainsi : « Il n'y a pas de raisons d'abandonner universellement la croissance. » (p. 54). De même, il défend l'idée que la transformation de l'économie nécessite des transitions : « Cela pourra prendre des décennies pour transformer nos systèmes énergétiques. » (p. 30) et « Nous avons aussi besoin d'étapes concrètes à travers lesquelles construire le changement. » (p. 172).

Aussi le livre de Jackson est-il pour son auteur un « appel lancé en faveur d'une théorie macroéconomique robuste et instruite sur le plan écologique [qui] constitue probablement la recommandation la plus importante de ce livre » (p. 129).

Une macroéconomie écologique

Tim Jackson propose une modélisation simple pour dépasser les limites de la fonction de production néoclassique de Cobb-Douglas fondée sur l'idée qu'on peut continûment substituer un facteur de

⁷ W.J. Baumol, *Perfect Markets and Easy Virtue, Business Ethics and the Invisible Hand*, Oxford, Blackwell, 1991.

⁸ Cette idée est aujourd'hui reprise par Edgar Morin, *La voie, Pour l'avenir de l'humanité*, tome 1, Paris, Fayard, 2011.

⁹ Voir J.M. Harribey, *L'économie économie, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; « Les théories de la décroissance : enjeux et limites », *Cahiers français*, « Développement et environnement », n° 337, mars-avril 2007, p. 20-26, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/decroissance.pdf>

production à l'autre, pierre de touche de la conception faible de la soutenabilité du développement¹⁰. Introduire le facteur environnement à côté du travail et du capital changerait-il la nature et la portée de cette fonction ?¹¹ Jackson semble dire qu'une fonction de production aux rendements d'échelle constants mais avec une élasticité de substitution entre les facteurs constante et inférieure à 1 résout le problème. Certes, avec une telle élasticité inférieure à 1, on se rapproche d'une situation de complémentarité des facteurs. Mais cela signifie que la baisse de l'intensité de la production en ressources naturelles (donc ici la substitution de facteurs techniques aux ressources naturelles) sera moindre que la hausse du prix relatif des ressources naturelles aux autres facteurs (voir annexe 1). Autrement dit, les ressources naturelles s'épuisant, on aura beau avoir un prix de ces ressources qui augmente relativement au niveau général des prix, cela ne compensera pas l'insuffisante baisse de l'intensité en ressources pour pouvoir éviter une croissance absolue de la consommation de ces ressources.

Cela veut dire que la nouvelle macroéconomie écologique de Jackson ne résout pas le problème du découplage qu'il a repéré auparavant. Et cette conclusion terrible est confirmée par beaucoup d'autres aspects que son ouvrage aborde lucidement mais auxquels il apporte des réponses méthodologiquement très fragiles. Évoquons quelques-unes d'entre elles.

¹⁰ On distingue la soutenabilité faible et la soutenabilité forte. La première est fondée sur l'hypothèse de substituabilité des facteurs de production (ici, le capital manufacturé remplaçant les ressources épuisées) ; la seconde adopte au contraire l'hypothèse de complémentarité.

¹¹ Une fonction de production est une relation établie entre la quantité produite, l'output, et la quantité d'inputs (les néoclassiques parlent de facteurs de production) utilisés, généralement résumés au capital et au travail. La fonction de production la plus connue est celle imaginée par le mathématicien Richard Cobb et l'économiste Paul Douglas, qui est construite de telle façon qu'elle permet d'utiliser des propriétés mathématiques fort commodes pour considérer que, globalement, l'économie est à rendements constants et que la répartition entre capital et travail est immuable, quel que soit le degré de substitution d'un input à un autre. Comme nous l'avions montré dans « La misère de l'écologie », Cosmopolitiques, n° 10, septembre 2005, p. 151-158, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/misere-ecologie.pdf>, une fonction de Cobb-Douglas dans laquelle on ajouterait l'environnement est totalement incapable de refléter la prise en compte de l'écologie.

Productivité et temps de travail

Puisqu'on ne peut fonder une économie durable sur la croissance économique et qu'il y a urgence à trouver une solution au problème du chômage, Jackson se prononce résolument en faveur de la réduction du temps de travail qu'il définit, à juste titre, comme un partage du travail. D'où vient l'ambiguïté des propos de Jackson ? Du manque de distinction entre la productivité du travail par tête et la productivité horaire. Tantôt cette distinction est sollicitée, du moins implicitement, tantôt elle est ignorée.

« Si la productivité du travail augmente globalement, alors le seul moyen de stabiliser la production consiste à faire chuter le nombre total des heures prestées par la force de travail. Durant une récession, ce scénario entraîne généralement le chômage. Mais il y a une autre possibilité. Nous pourrions aussi commencer à partager systématiquement le travail disponible de façon plus équitable au sein de la population. Pour l'essentiel, cela signifie des horaires de travail réduits, une semaine de travail également réduite, et plus de loisirs. » (p. 139).

Dans le passage ci-dessus, Jackson raisonne en termes de productivité horaire. Ce qui n'est pas le cas ci-dessous :

« Tant que l'économie croît suffisamment rapidement pour contrebalancer cette augmentation de la «productivité du travail», aucun problème ne se pose. Mais si ce n'est pas le cas, l'augmentation de la productivité entraîne forcément des pertes d'emploi. » (p. 73). « Réduire la durée totale du travail réduirait la production économique » (p. 195).

La première de ces deux phrases n'est vraie que pour une durée individuelle de travail constante ou dont la baisse est inférieure à la hausse de la productivité horaire. La seconde n'est exacte que si la

progression de la productivité horaire du travail ne compense pas la baisse de la durée du travail. Ces difficultés tiennent au fait qu'il peut y avoir divergence entre le sens de l'évolution de la productivité par tête et le sens de l'évolution de la productivité horaire, lorsque la durée individuelle de travail diminue (voir annexe 2).

Les ambiguïtés autour de la productivité par tête et de la productivité de l'unité de temps de travail ou bien autour du temps de travail global et du temps de travail individuel resurgissent lorsque Jackson préconise l'extension d'activités contribuant à l'épanouissement et qu'il déclare :

« Si la croissance ne se poursuit pas, la réduction du temps de travail peut en effet aider à retrouver le plein emploi. Mais il existe une seconde tactique. Celle-ci consiste à remettre en cause la croissance de la productivité. Ainsi, l'économie n'aurait plus besoin de croître. Et le temps de travail n'aurait pas à être réduit... C'est d'autant plus vrai si on imagine une transition vers une économie dans laquelle s'échangent essentiellement des services à la personne. Chercher à améliorer la productivité de ces activités n'a pas vraiment de sens. Dans ces secteurs-ci, il s'agit plutôt de maintenir la valeur essentielle du temps humain. [...] En France, je crois que la volonté politique a été ébranlée assez vite. Simplement parce que la perte du temps de travail des salariés n'a pas été contrebalancée par une hausse de la productivité, et donc de la production. »¹²

Finalement l'alternative définie par Jackson est : croissance de la production et de la productivité avec obligation de réduire le temps de travail individuel pour éviter le chômage ou bien diminuer la productivité et développer les activités de services. « Ces activités

¹² T. Jackson, entretien avec Terra eco, 24 janvier 2011, <http://www.terra-economica.info/Interview-de-Tim-Jackson-sur-la.15324.html>. Cette ambiguïté entre durée individuelle du travail et volume global est constante dans le livre de Jackson : ainsi encore p. 196.

sont naturellement intensives en travail : leur qualité ne s'améliore pas par une augmentation de la productivité, au contraire. »¹³

À aucun moment Jackson n'envisage un modèle macroéconomique différent qui serait : extension des activités de services utiles, donc développement de l'emploi, et découplage entre l'évolution de la productivité par tête (qui baisse si le contenu de la production en travail augmente) et celle de la productivité horaire (qui peut augmenter si c'est obtenu sans intensification du travail et sans ponction supplémentaire sur les ressources naturelles). Et il est très étonnant que Jackson écarte cette hypothèse car il admet dans son livre la nécessité de « l'augmentation de l'efficacité en énergie et en ressources » (p. 193), qu'il faut entendre physiquement mais qui, en termes économiques, a pour correspondance l'augmentation de la productivité de l'unité de temps de travail.

Comptabilité de la richesse

Le livre de Jackson s'inscrit dans la lignée des travaux autour de la redéfinition des indicateurs de richesse dont la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi¹⁴ a donné une synthèse en 2009. Comme cette dernière, Jackson propose d'introduire dans le PIB la « valeur » du travail domestique et du bénévolat (p. 131 et 178) pour surmonter certaines limites de cet indicateur. Les limites du PIB sont aujourd'hui bien connues, mais beaucoup de critiques font trop vite l'impasse sur le fait que, dans le PIB, sont comptées toutes les productions non marchandes. Ce silence, sinon cette omission, renvoie à la croyance solidement engrainée selon laquelle les activités non marchandes ne seraient pas productives de richesse et que les revenus qui y sont distribués proviendraient d'un prélèvement sur le fruit de l'activité

13 T. Jackson, entretien avec Le Monde, 4 janvier 2011, intitulé « Notre modèle actuel de croissance crée des dommages irréversibles sur l'environnement ».

14 Commission pour la mesure des performances économiques et du progrès social, *Richesse des nations et bien-être des individus*, tome 1, *Vers de nouveaux systèmes de mesure*, tome 2, Paris, Odile Jacob, 2009. Pour un commentaire, voir J.M. Harribey, « Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz », Revue du MAUSS, n° 35, 1er semestre 2010, p. 63-82, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/stiglitz.pdf>.

marchande. Cette assertion peut être contestée¹⁵ et l'enjeu politique de sa réfutation théorique est double : au regard de la préservation d'un espace non marchand susceptible de favoriser l'éducation et la santé publiques, la culture, etc., et au regard de l'écologie puisque ces activités ont généralement une empreinte écologique moindre que les activités industrielles et agricoles.

De manière générale, les travaux sur les indicateurs de richesse entendent intégrer dans ou à côté de la comptabilité nationale des indicateurs prenant en compte l'utilisation et la dégradation des biens naturels. Jackson approuve cette démarche :

« Les variables macroéconomiques fondamentales demeureront pertinentes. [...] Mais il faudra explicitement faire entrer en ligne de compte de nouvelles variables macroéconomiques, qui incluront presque certainement la dépendance de l'économie à l'énergie et aux ressources, ainsi que des plafonds en termes de carbone. Elles incluront peut-être également la valeur des services écosystémiques ou des stocks de capital naturel. » (p. 145).

Or, s'il va devenir impératif de placer d'éventuelles fonctions de production sous contrainte de ressources, il est erroné de croire que cela pourra se faire à partir de la « valeur économique des services rendus par la nature », car ce qui est appelé ainsi dans la littérature économique est en fait la valeur créée par le travail sur la base des biens naturels utilisés.¹⁶

¹⁵ Voir J.M. Harrubey, « Le travail productif dans les services non marchands, Un enjeu théorique et politique », *Economie appliquée*, Tome LVII, n° 4, décembre 2004, p. 59-96, <http://harrubey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/productif-non-marchand.pdf>.

¹⁶ Une discussion est née, que nous n'abordons pas ici, au sujet des biens naturels. Nous nous écartons tant de ceux qui considèrent que la nature doit être instrumentalisée que de ceux pour qui les biens naturels sont naturellement des biens communs. L'eau est un bien naturel mais il ne devient un bien commun que par construction sociale. Voir J.M. Harrubey, « Le bien commun est une construction sociale, Apports et limites d'Elinor Ostrom », *L'Économie politique*, n° 49, janvier 2011, p. 98-112, <http://harrubey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/biens-collectifs.pdf>.

Il s'ensuit qu'on ne peut ni déduire la valeur de la nature du coût de la restauration effectuée pour réparer les dégâts – quand ils ne sont pas irrémédiables ! –, ni imputer une partie de la valeur ajoutée dans l'activité productive à la nature. Nous pensons donc que tous les économistes néoclassiques de l'environnement se trompent et Jackson également quand celui-ci écrit :

« Taxer le carbone, par exemple, envoie un signal clair à la population concernant la valeur du climat, et l'encourage à opter pour des processus, technologies et activités moins gourmands en carbone. » (p. 174, souligné par nous).

Qu'il faille taxer le carbone est indéniable, mais la capacité de l'internalisation des effets externes à résoudre la totalité du problème écologique est beaucoup moins certaine, et en déduire la « valeur du climat » est une pure construction idéologique. Construction qui a malheureusement une conséquence politique de taille puisque Jackson préconise d'étendre les mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto sur les permis d'émissions de gaz à effet de serre (p. 174).

De plus, Jackson conçoit une fiscalité écologique qui soit « fiscalement neutre » pour réduire la fiscalité « pesant sur le travail » (p. 174). D'une part, il conforte ainsi le souhait exprimé par les lobbies industriels, et, d'autre part, il reproduit la confusion récurrente dans le débat public entre l'assiette du prélèvement (sa base de calcul) et sa source (l'origine de la richesse sur laquelle le prélèvement est fait) : tout prélèvement fiscal est effectué sur la valeur ajoutée par le travail, le changement d'assiette déplace la charge de certains individus à d'autres, de certains groupes à d'autres ou de certaines structures à d'autres. Tout prélèvement est donc toujours effectué sur le fruit du travail, mais s'il est effectué le plus en amont possible ou le plus en aval, cela ne produit pas les mêmes effets sur les différents agents économiques.

L'équilibre macroéconomico-écologique

Dans la mesure où il faudrait limiter les émissions d'équivalent CO₂ à 18 milliards de tonnes par an à l'horizon 2050 et répartir également cette possibilité entre tous les humains, « cela reviendrait, dans les économies développées, à ramener les émissions annuelles de CO₂, à environ trois milliards de tonnes par an. Compte tenu de l'intensité carbone actuelle, le PIB admissible s'élèverait à un peu plus du quart du PIB actuel dans les pays développés. » (p. 194-195). Dès lors, Jackson inventorie trois types de contraintes sur la croissance économique future. La première concerne l'intensité carbonique de la production qui devrait être divisée par quatre. La deuxième pèse sur la productivité du travail dont « les taux historiques de croissance ne sont tout simplement pas tenables » (p. 195). La troisième exige de « détourner les revenus de la consommation au bénéfice de l'épargne [canalisée] dans des investissements moins „productifs” en termes classiques » (p. 195). Comme il sera très difficile de dépasser les deux premières contraintes qui sont structurelles, l'ajustement ne pourrait provenir que de la baisse du volume de travail, insupportable en dehors de « politiques de temps de travail et d'emploi appropriées » (p. 195).

La politique de réduction du temps individuel du travail est donc vue comme un pis-aller dans le cas où on ne changerait pas de modèle économique. La RTT n'est pas, dans cette optique, une libération des individus, c'est une variable d'ajustement. L'ambiguïté entre durée individuelle du travail et volume global déjà signalée revient constamment : « Inversement, bien entendu, si les interventions structurelles devaient s'avérer efficaces au point d'abaisser, à elles seules, les émissions de carbone sous le seuil requis, nous serions en mesure de faire croître l'économie (par exemple en augmentant la durée du travail), pour autant que l'activité demeure à l'intérieur du budget carbone admissible. » (p. 196, souligné par nous).

On comprend que les modèles macroéconomiques issus du keynésianisme traditionnel ne soient guère prisés par l'auteur, tellement ils ont justifié depuis la crise de 2007 la relance de la croissance, mais plus étonnante est son adhésion à une conception néoclassique de l'épargne, de l'investissement et du crédit. Il nous dit que les racines de la crise qui sévit depuis 2007 « trouvent notamment leur origine dans un effort concerté de libération du crédit aux fins d'obtenir une expansion économique mondiale » (p. 44). Or, la masse monétaire mondiale, dans son acception la plus large mesurée par M3, est d'environ 60 000 milliards de dollars pour un produit mondial annuel à peu près équivalent. Mais sa progression dépasse largement celle de ce dernier : par exemple, + 16,7 % en 2008 pour la masse monétaire contre + 4,4 % pour le produit mondial. On ne peut donc pas soutenir que la Federal Reserve System ou bien la Banque centrale européenne ont laissé filer le crédit pour nourrir l'activité productive, mais bien plutôt pour accompagner la financiarisation de l'économie. La titrisation, les produits dérivés de toutes sortes et l'effet de levier n'ont pas connu un développement extraordinaire à des fins essentiellement productives.

Le taux d'intérêt semble être entendu par Jackson comme arbitrant entre la consommation et l'épargne : « Baisser les taux d'intérêt, c'est aussi affaiblir un incitant de l'épargne. » (p. 113). Si c'est le cas, on est aux antipodes d'une conception théorique keynésienne dans laquelle l'intérêt n'arbitre pas entre consommation et épargne mais entre thésaurisation et placement. On peut d'ailleurs remarquer que des pays aussi différents en termes de taux d'épargne que les États-Unis (nul avant la crise de 2007) et la France (16 à 17 %) ont été touchés par la crise et ne se différencient pas beaucoup en termes de reconversion écologique.

L'auteur considère à juste titre que, pour transformer notre modèle économique actuel dans un sens plus écologique, le rôle de l'État sera très important car « les investissements à plus long terme,

moins productifs, seront essentiels pour la durabilité mais ils seront moins attirants pour le capital privé » (p. 196). Mais alors que l'on avait cru que le PIB n'allait pas manquer de diminuer globalement, l'auteur nous prend à revers : « Plus largement l'économie dans son ensemble s'appuie sur la génération potentielle de revenus par les services écologiques. Les investissements publics dans ces actifs devraient, par principe, chercher à obtenir des retours de leurs capacités productives. » (p. 196-197). Selon l'auteur, cela permet de relativiser l'opposition entre propriété privée et propriété publique. En témoigne selon lui le fait que « l'actionnariat des employés dans les petites et les grandes entreprises, par exemple, a connu un succès notable ces dernières années, en particulier dans des situations où le capitalisme plus traditionnel a failli. » (p. 197). On tremble de voir arriver un éloge des fonds de pension pour payer les retraites, mais non, on y échappe. En tout cas, il est vraisemblable que Jackson a en tête l'idée que c'est l'épargne qui, sur le plan macroéconomique, fait l'investissement net.

Le livre de Tim Jackson est précieux car il fournit une synthèse actuelle des éléments permettant de confirmer sans hésitation que la croissance économique infinie est impossible. De plus, il apporte un éclairage très utile au moment où la crise mondiale fait naître des propositions de croissance verte, de nouvelle donne verte, et Jackson n'a pas de peine à montrer qu'elles ne sont pas à la hauteur des enjeux écologiques et climatiques : il est vain d'espérer une diminution absolue des consommations de matières par la seule amélioration de l'efficacité des processus productifs ; le découplage entre ces consommations et l'augmentation de la production ne pourra que, au mieux, être relatif.

L'intérêt de ce livre est aussi, malgré beaucoup d'ambiguïtés, de réhabiliter le partage du travail alors que les tenants des pouvoirs économique et politique ne jurent que par le « travailler plus ».

Cependant, ce livre reste encore prisonnier de certains dogmes hérités du paradigme dominant. Le plus important concerne la transformation du modèle de développement susceptible de faciliter l'épanouissement humain à l'intérieur d'une logique dominée par le capitalisme. Il est d'ailleurs remarquable que les rapports sociaux soient totalement absents du livre, c'est-à-dire qu'il ne soit jamais question de domination d'une classe imposant son intérêt, ses choix et sa vision du monde, dont on se demande ce qu'ils deviendraient si une transformation de l'économie aussi profonde que celle préconisée par Tim Jackson était véritablement mise en œuvre.

Nous ne critiquons pas ici l'option de l'auteur d'écarter la révolution (p. 172). Une réponse gradualiste pour modifier sur le long terme les orientations fondamentales pourrait être concevable au vu de l'ampleur de l'effort à accomplir. Ce qui est contestable, c'est l'illusion que le capitalisme est intrinsèquement capable de se satisfaire d'une rentabilité en chute libre, d'un accaparement de la productivité humaine en voie de disparition et donc d'une accumulation tendant vers zéro. En somme un capitalisme qui ne serait plus capitaliste.

Tim Jackson veut une prospérité sans croissance, mais on peut se demander si cette vision ne dissimule pas le risque d'une croissance des tensions sociales à travers le monde sans prospérité partagée.

QUELS SEUILS DE DURABILITÉ POUR NOS ENTREPRISES ? PISTES POUR UNE ÉCONOMIE D'ADAPTATION

→ ARTICLE COLLECTIF DE L'ASBL GROUPE ONE¹

www.groupeone.be

Tout va très bien Madame la Marquise ?

Depuis que le changement climatique est reconnu comme un enjeu majeur de notre siècle, le monde de l'entreprise a résolument changé d'attitude face à ce défi mais aussi de manière générale dans la prise en compte de ses impacts environnementaux. On peut s'en réjouir mais restons conscients que tout reste à faire.

Deux recherches académiques récentes ont enrichi notre réflexion ; celle de Tim Jackson est évidemment l'une d'elles.

¹ Auteurs : Jérôme Veriter, Erwan Mouazan, Caroline Bini, Emmanuel Dieteren, Xavier Pouria, Pauline Remouchamps, Frank Jouet, Laurent Staner, Marc Lemaire

Présent en Belgique, en Afrique Centrale et en Europe centrale (sans siège fixe), le Groupe One crée depuis 12 ans des entrepreneurs durables au travers d'actions de formation, d'accompagnement et d'animation économique verte. A ce jour, nous avons aidé à se créer plusieurs centaines de très petites entreprises responsables (via nos guichets d'économie locale, notre centre d'entreprise bruxellois orienté développement durable) et nous avons formé plusieurs milliers de jeunes à l'entrepreneuriat durable (via nos jeux de mises en situation). Nous touchons principalement des entrepreneurs issus de milieu modestes qui nous sensibilisons au développement durable via notre logiciel de conseil et un module d'empreinte écologique conçu avec le WWF-Belgique.

Les limites planétaires

Tout d'abord, le Stockholm Resilience Centre, a quantifié des « limites planétaires » visant à empêcher l'activité humaine de provoquer des changements environnementaux irréversibles². Ces limites sont des niveaux-seuils appliqués à l'activité de certains sous-systèmes et processus biophysiques définis par la valeur critique de certaines variables de contrôle telle que, par exemple, la concentration de CO₂. Ces limites peuvent s'appliquer sur 9 sous-systèmes et décrivent le « terrain de jeu » dans lequel l'humanité reste en sécurité par rapport à l'équilibre du système Terre. Si elles sont dépassées, les conséquences pourraient être catastrophiques pour l'Humanité, d'autant plus que des changements dans un sous-système peuvent augmenter le risque de se rapprocher d'autres limites pour d'autres sous-systèmes.

Certaines limites sont peut-être déjà sur le point d'être atteintes dans certains domaines tels que la consommation d'eau douce, les changements d'exploitation des sols, l'acidification des océans et l'interférence dans les cycles globaux du phosphore.

Plus grave, pas moins de trois processus ont d'ores et déjà dépassé le seuil d'alerte: le changement climatique, le taux de diminution de la biodiversité et l'interférence humaine avec les cycles de l'azote. Ces « limites planétaires » sont liées les unes aux autres, ce qui signifie que la transgression de l'une seule d'entre elles implique des risques pour les autres sous-systèmes et processus évoqués ci-dessus.

2 «A safe operating space for humanity» Johan Rockström, *Nature* 461, 472-475, 24 septembre 2009.

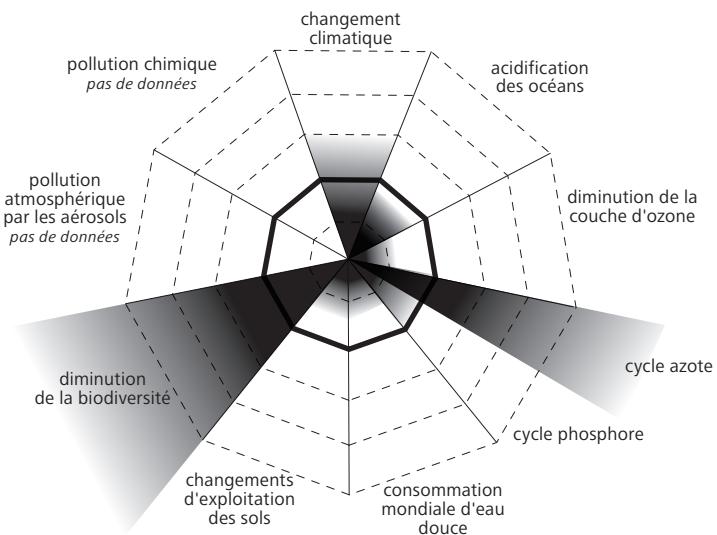
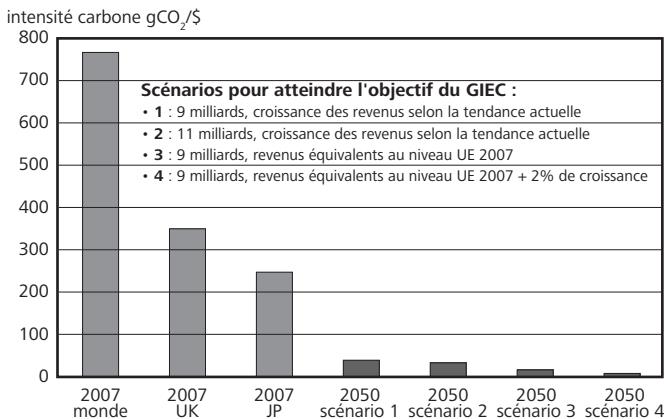


Figure 1 : Les 9 limites planétaires (source SRI)

L'indice carbone de la production au niveau macro-économique

La seconde recherche, menée par le Professeur Tim Jackson (Université de Surrey et Commissaire à l'économie de la Commission développement durable du Gouvernement britannique)³ et présentée dans son ouvrage *Prospérité sans croissance*, conclut à une obligation de diminuer d'un facteur 21 l'intensité carbone de la production mondiale si l'on souhaite atteindre les objectifs du GIEC à horizon 2050.

.....
3 Prospérité sans croissance (Editions De Boeck et Etopia, mai 2010)



Autant dire que ces objectifs sont totalement irréalisables avec le modèle économique actuel. Se posent alors les questions d'abandon de la croissance et en filigrane la réflexion autour de la décroissance, le développement d'une économie d'adaptation aux changements climatiques, et du visage que prendront cette nouvelle économie et ces nouvelles entreprises.

Au delà de l'enjeu climatique, l'exercice réalisé pour le carbone devrait pouvoir être également fait pour les deux autres limites planétaires dépassées : la biodiversité et le cycle de l'azote et du phosphore, comme le propose Tim Jackson dans son livre.

Mais, au fait, comment sont calculés au niveau international les seuils et normes ?

Il existe une série de protocoles ou conventions internationales visant à fixer des plafonds d'émissions de substances polluantes dans l'environnement. En matière de biodiversité, citons par exemple le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques. Citons

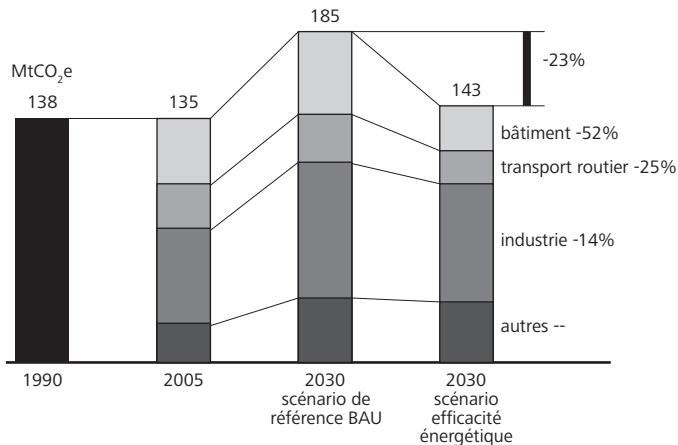
aussi le Protocole de Goteborg (1999), dit «multi polluants, multi effets», qui prévoit des plafonds d'émissions pour le dioxyde de soufre (SO_2), les oxydes d'azote (NO_x), les composants organiques volatils (COV) et l'ammoniaque (NH_3). Il vise donc à lutter à la fois contre l'acidification des eaux et des sols, l'eutrophisation et la pollution photochimique. En Europe, il a été traduit dans la Directive fixant des plafonds d'émission nationaux pour certains polluants atmosphériques (2001/81/EC). Et enfin bien sûr le Protocole de Kyoto, qui a entériné le constat scientifique de cause à effet 'CO₂/ réchauffement climatique' et l'a consacré en un traité attribuant des quotas aux signataires (Convention Cadre des NU entrée en vigueur le 16 février 2005).

Mais comment sont fixés les plafonds d'émissions dans ces protocoles ? Les objectifs de réduction sont-ils suffisants pour rester dans les « limites planétaires » ? Dans la grande majorité des cas, la réponse est « on ne sait pas ». En effet, non seulement les décisions sont le fruit de négociations longues et ardues en raison du nombre et des intérêts divergents des États autour de la table, mais elles sont également l'objet de lobbying de la part des différents secteurs économiques. De plus, il est rare que les quantités d'émissions soient connues avec précision au moment de la prise de l'engagement, puisqu'aucune réglementation n'oblige précédemment les États ou les entreprises à effectuer des mesures ou à calculer leurs émissions. Enfin, des facteurs qui sont en général pris en compte pour fixer ces objectifs sont les potentiels de réduction (sur base entre autres des technologies disponibles), la prévision de croissance du secteur concerné et la rentabilité.

Au-delà de cette limite, votre ticket n'est plus valable

Du côté du monde belge de l'entreprise, il est intéressant de mettre en évidence l'étude du bureau d'étude Mc Kinsey « Pathways to world-class energy efficiency in Belgium » réalisée en 2009 pour et en partenariat avec la Fédération des Entreprises Belges. Cette étude,

s'appuyant sur la rationalisation actuelle des ressources énergétiques, propose une série de mesures sectorielles (secteurs des transports routiers, industriel et du bâtiment) visant une optimisation de notre efficience énergétique. Des pistes concrètes reposant sur des investissements à court terme sont proposées aux acteurs politiques et économiques afin de garantir une transition énergétique dite efficiente. Elle permettrait, à long terme, la réalisation d'économies significatives, de diminuer notre contribution aux émissions de gaz à effet de serre, notre vulnérabilité aux fluctuations des prix de l'énergie et aux implications géopolitiques de ces phénomènes. Si les recommandations de cette étude permettent de favoriser une réelle démarche positive du secteur économique, il semble important de rappeler, qu'en termes de limitation des émissions de gaz à effets de serre, les mesures proposées permettent à peine de contrebalancer leur future croissance, estimée selon le scénario Business As Usual (BAU) de 2030. L'annonce d'une diminution de 23% des émissions de gaz à effet de serre étant à mettre directement en rapport avec les perspectives de 2030 (BAU).



On est donc très loin du facteur 21 de Tim Jackson ...

Force est de constater que cette étude repose donc essentiellement sur une approche financière et économique des enjeux énergétiques. Établir des efforts sur la base du modèle économique actuel est insuffisant pour permettre à notre société de faire face, à long terme, aux enjeux mondiaux. Dès lors, ouvrir cette étude à une réflexion sur les possibilités et l'importance d'un effort plus adéquat semble une approche complémentaire et surtout plus ambitieuse. Nous proposons donc que les enjeux définis par Tim Jackson et le Stockholm Resilience Centre soient intégrés pour compléter l'étude de Mc Kinsey afin de produire un plan d'actions dont les effets macro-économiques seraient plus profitables et pérennes pour l'avenir de notre civilisation.

En Belgique francophone, il est heureux d'observer que la Région wallonne soutient des projets d'éco-zonings, la création d'un label entreprise éco-systémique, une étude de métabolisme territorial et que la Région bruxelloise (au travers de la SDRB) se lance dans des projets d'écologie industrielle. Si la volonté est réellement de réintégrer l'activité économique au cœur de la biosphère, d'empêcher que les limites planétaires ne soient dépassées, et finalement de mettre la durabilité au cœur même de l'ADN économique, nous proposons d'entamer alors une réflexion sur les seuils à ne pas dépasser au niveau micro-économique.

En effet, imaginons qu'une entreprise du secteur agro-alimentaire possède 20 % des parts du marché belge, lui-même représentant 5 % du marché mondial et que ce marché mondial ne puisse dépasser un seuil de 1 million de tonnes de CO₂ par an au regard d'une baisse mondiale de l'intensité carbone (cfr ci-dessus), alors cela reviendrait à dire que le seuil de l'entreprise est de 0,2 x 0,5 x 1 millions de tonnes = 100.000 tonnes de CO₂/an. Partant de là, on pourrait identifier une feuille de route d'amélioration continue 'micro' pour l'entreprise au regard de jalons 'macro' pour l'économie mondiale. Mais cette vue n'est-elle pas trop simpliste ?

En matière d'accord de branche et de quota de CO₂ justement, ceux-ci ont été calculés dans le Plan d'allocation par une approche bottom-up où les demandes des entreprises sont agrégées en un total sectoriel. On applique à cela les mesures jugées rentables par les entreprises afin de créer un effet d'entrainement de leur part. Cette approche rappelle celle de l'étude de McKinsey ou plus généralement les méthodes classiques de fixation de seuils et normes (cfr ci-dessus) qui regardent quels sont les investissements rentables en terme d'efficacité énergétique, c'est-à-dire sans changements de comportement, ni de niveau de confort et de croissance... mais qui correspondent juste à la mise en œuvre des technologies rentables. Bref, le minimum facile à faire.

Dans d'autres matières, il en va un peu de même. Par exemple, le Plan Politique intégrée de produit du fédéral prévoit de fixer des seuils de performance aux produits basés sur les performances des entreprises actuellement leaders sur les marchés concernés. On reste donc encore dans la logique d'un benchmark de performances qui sert de base à de l'amélioration continue.

Des seuils de durabilité macro aux seuils micro pour entreprises

Il est temps d'arrêter de se voiler la face et de rentrer dans l'urgence si bien démontrée par Tim Jackson. Pour cela, partant des constats énoncés par « Prospérité sans croissance » et de la définition des limites planétaires proposées par le Stockholm Resilience Centre, il serait pertinent de réaliser un travail de recherche de définition de différents seuils de performance (ex : CO₂ et biodiversité) à l'échelle des entreprises dans un ou plusieurs secteurs donnés (ex : sous-secteur de l'agro-alimentaire) sur nos territoires.

Nous faisons l'hypothèse d'arriver à des seuils plus contraignants que ceux exprimés par les méthodologies bottom-up et de benchmarking actuelles. Cela permettra aux politiques d'avoir en plus d'un fondement scientifique pour les seuils « ‘macro’ », une base solide pour la détermination de seuils « ‘micro’ » pour entreprises.

En attendant ce jour ...

Au delà de ces perspectives de recherche, il est nécessaire d'entrer dès aujourd'hui dans une démarche « ‘solutions-minded’ », concrète et pragmatique. À notre sens, il est important de cibler les priorités selon qu'on se situe dans la création d'entreprises durables (l'entreprenariat), le soutien aux filières vertes émergentes (l'animation économique), la transition écologique des secteurs traditionnels ou encore le travail sur les territoires économiques.

Faciliter l'émergence de l'entreprenariat durable

Pour la première fois, la Région wallonne au travers de l'Agence de Stimulation Economique va lancer des actions spécifiquement ciblées sur ce créneau, reconnaissant indirectement ce que notre asbl promeut depuis 12 ans déjà.

Trois publics sont à notre sens prioritaires :

- l'école car les jeunes seront de futurs consommateurs ou entrepreneurs. Le développement durable devrait être une matière transversale enseignée dès l'école primaire et à l'école normale, et non en cours à option.
- l'entreprise : les cadres et managers de PMEs et grandes entreprises sont intéressés par des outils et solutions concrets. Les demandeurs d'emploi et les travailleurs intéressés par l'auto-création d'emploi devraient eux avoir accès à des formations gratuites à l'entreprenariat durable.

- les décideurs au sens large, dont les futurs cadres politiques. Il s'agit ici de démultiplier les formations en développement durable dans les hautes écoles et universités. De nouveau, le développement durable ne peut plus être un cours à option.

Tous doivent être conscientisés aux limites planétaires mais surtout aux solutions à mettre en œuvre (écoconception, économie de circularité, écologie industrielle...), car les constats que la planète est en danger sont globalement maintenant acceptés par tous mais les solutions concrètes sont beaucoup moins évidentes pour ces publics cibles.

En matière d'accompagnement d'entrepreneurs durables (PMEs, TPEs et indépendants qui constituent 86 % du terreau économique), rappelons que ceux-ci n'ont ni budget ni temps à consacrer à la durabilité de leur activité. Sans le soutien des pouvoirs publics, il est impossible de les toucher. Il est donc nécessaire de créer des outils simples d'aide à la durabilisation de leurs activités et de les disséminer via des structures d'aide à la création d'entreprises (centre d'entreprises, couveuses, coopératives d'activités, guichet d'économie locale, chambres de commerce, etc).

Développer l'animation économique verte

« 'L'écologie, avenir de l'économie ». C'est en partie exact au vu des taux de croissance du secteur de l'environnement et de l'énergie. Encore faut-il cibler les sous-secteurs à soutenir, les métiers à créer ou reconvertis et les nouveaux outils publics nécessaires.

Les études disponibles actuellement permettent globalement de répondre à ces questions pour la Région de Bruxelles-Capitale, un peu moins pour la Région wallonne où malgré le 6ème pôle de compétitivité, l'Alliance-Emploi Environnement en construction durable et le soutien aux filières solaires et éoliennes, il n'est pas toujours clair

de savoir exactement parmi les dizaines de sous-secteurs potentiels, lesquels sont véritablement soutenus par le Gouvernement.

Assurer la transition écologique des secteurs traditionnels

L'action doit se décliner selon la taille des entreprises et leur secteur.

Multinationales : elles ont déjà des équipes ‘développement durable’ très qualifiées en leur sein.

Grandes entreprises : elles n'ont peut-être pas l'expertise mais elles savent qu'elles doivent mettre le développement durable à leur agenda et elles ont des budgets à y consacrer. Elles font donc appel aux bureaux d'études.

Pour ces deux types d'entreprises, les pouvoirs publics, au-delà des outils normatifs et volontaires existants, doivent fixer des seuils micro plus contraignants (cfr ci-dessus).

PMEs : c'est une des cibles des labels du type ‘Entreprise éco-dynamique’ de la Région bruxelloise, souvent première étape de la durabilisation, qu'il faut à notre avis sectorialiser (ex : secteur agroalimentaire, tertiaire, événementiel) et pérenniser sans que cela n'engendre de coûts (temps) de gestion supplémentaires. Là, les pouvoirs publics doivent intervenir.

Les territoires économiques

Durabiliser les entreprises est une chose, encore faut-il concevoir une économie territoriale durable d'une part, et éviter les effets rebonds d'autre part.

Rêvons d'une économie locale résiliente, dont une grande majorité des flux économiques (flux de matières et d'énergie des entreprises) sont inclus dans un métabolisme économique territorial durable. Pour cela, il sera nécessaire de mettre en réseau tous ces acteurs économiques, de promouvoir et démultiplier les niches de marché durables (ex : le développement des circuits courts dans la production agroalimentaire), en identifiant des indicateurs de durabilité pertinents et en créant un liant financier tel qu'une monnaie complémentaire vertueuse à échelle locale. Chantier passionnant à mettre en œuvre au niveau local pour des élus inspirés.

Mais, dans ce beau schéma, un agent économique reste malgré tout imprévisible : l'homme. Jouera-t-il le jeu de cet espace économique durable ? Pour cela, il est nécessaire de recadrer l'*homo economicus* à l'intérieur des limites de la planète et de repenser les conditions de développement personnel et en fin de compte le sens de notre vie sur la Terre, non pas à l'aune d'un niveau de consommation matériel mais en relation avec la qualité des liens tissés entre ses communautés et la nature. Actuellement, dans les travaux participatifs du type défi énergie, quartier durable, agenda 21, etc, des expertises venues du monde du développement personnel (sociocratie, holocratie, neuromanagement,...) arrivent en appui pour créer des conditions favorables à la transition écologique des individus. Il s'agit en quelque sorte de recentrer les individus sur leurs valeurs non pas le temps d'un séminaire mais chaque heure, chaque seconde qu'ils passeront sur cette terre. C'est favoriser l'insurrection des consciences (comme le dit Pierre Rabhi) mais surtout la rendre pérenne et la fixer sur notre ADN. Un vaste champ à investiguer donc...

L'adaptation à reculons ...

Mais on sait aujourd'hui que ces politiques d'atténuation dans la sphère économique resteront quoi qu'il arrive insuffisantes et que la prise en compte des impacts potentiels du changement climatique est

obligatoire. La nécessité de contenir le réchauffement climatique à une augmentation de 2° C en 2100 (par rapport à l'ère préindustrielle) est désormais communément admise. Les réponses à ce challenge se sont dans un premier temps davantage focalisées sur la réduction des gaz à effet de serre dans l'atmosphère (l'atténuation) que sur la réduction de la vulnérabilité des sociétés et des écosystèmes face au changement climatique (l'adaptation).

Aujourd'hui, malgré la mise en place d'actions fortes visant à atténuer le changement climatique, celui-ci est perçu comme inévitable ; c'est aussi une conclusion qui découle de la lecture du livre de Tim Jackson (qui va même plus loin en parlant de conflits géopolitiques potentiels). L'adaptation prendra donc une importance croissante dans les politiques internationales et nationales, ainsi que dans les initiatives locales.

L'adaptation au réchauffement climatique : exemple de l'approche britannique

Le Royaume Uni reste actuellement le premier pays à avoir intégré des objectifs de réduction de gaz à effet de serre dans sa législation nationale par le biais du Climate Change Act de 2008. Les objectifs établis sont de réduire les émissions de 34% pour 2020 et de 80% pour 2050 par rapport au taux de 1990. Moins connu outre-Manche est le fait que ce même Climate Change Act contient dans ses dispositions clés une demande de considérer l'adaptation au changement climatique. Il stipule, entre autre, qu'au niveau national, une analyse de risque lié au changement climatique soit effectuée tous les 5 ans. Par conséquent, un programme national d'adaptation doit être mis en place. Le Climate Change Act donne également le droit au gouvernement d'exiger, des agences gouvernementales et agences avec une fonction d'intérêt public⁴, un rapport sur :

.....
⁴ Transport, Energie, Eau et Parc nNationaux.

- L'analyse des impacts présents et futurs du changement climatique sur leur travail ;
- La mise en place d'un plan d'action pour s'adapter à ces risques.

Le gouvernement se doit lui, de produire, des documents de conseils⁵ sur la manière d'effectuer le travail mentionné ci-dessus. Par ailleurs, tout ce travail est suivi par le Sous-Comité d'Adaptation⁶ au changement climatique.

Pourquoi un tel effort sur l'adaptation ? Tout simplement parce que les émissions de GES passées et présentes nous engagent inéluctablement à un certain niveau de changement climatique. C'est la physique de notre système climatique qui veut cela et ce même si nous passions à zéro émissions demain. Certains effets du changement climatiques sous nos latitudes sont déjà bien documentés : par exemple, au Royaume Uni, l'augmentation de la fréquence d'inondations a eu pour résultat que le coût pour les assurances a triplé en 10 ans et atteint £1.3 milliard de livres. Il est donc crucial de se préparer à répondre à ces nouveaux défis.

Pour soutenir tout ce travail d'adaptation, un apport scientifique rigoureux et intensif a été établi avec de nombreuses institutions de recherche afin de produire les UK Climate Projections⁷. Ces projections climatiques offrents des probabilités d'impact sur tout le territoire britannique avec la possibilité de « zoomer » jusqu'à des carrés de 25km². En parallèle, le gouvernement britannique soutient financièrement le UK Climate Impact Programme⁸, organisation qui offre des outils et des conseils en adaptation. C'est l'organisme de référence sur toutes ces questions.

⁵ Document de Conseil - <http://www.defra.gov.uk/environment/climate/documents/statutory-guidance.pdf>

⁶ Sous comité du Comité Indépendant sur le changement climatique créé par le Climate Change Act.

⁷ UKCP09 - <http://ukclimateprojections.defra.gov.uk/content/view/12/689/>

⁸ UKCIP - <http://www.ukcip.org.uk/>

Les Anglais nous montrent la voie vers une économie d'adaptation

Il est important de souligner que l'adaptation reste un secteur relativement nouveau pour les entreprises et organisation gouvernementales. Toutefois, depuis 2009, l'effort de sensibilisation a fortement augmenté et l'obligation de rendre compte des progrès sur ce sujet a commencé en 2010 – en tout cas pour les autorités locales.

Le Climate Change Act et l'obligation de rendre compte au gouvernement est un levier majeur pour les fonctionnaires chargés de faire progresser l'agenda sur les questions de changement climatique au sein de l'administration. Ainsi, la plupart des autorités locales ont créé des unités de changement climatique.

L'adaptation au changement climatique au Royaume Uni bénéficie du fait qu'une grande culture de l'analyse et management de risques existe déjà. L'adaptation est, en effet, en parfaite cohérence avec les concepts de Business Resilience et Business Continuity. Le changement climatique est donc un nouveau facteur à prendre en compte dans une logique déjà existante. Le développement d'une stratégie d'adaptation va donc commencer par analyser tous les services rendus par l'autorité locale et l'impact du changement climatique sur ces services. Ceci permettra de définir les zones prioritaires d'action.

Adaptation et opportunités

Dans le cadre de cette analyse d'impact, les britanniques incluent tout naturellement, non seulement les risques mais aussi les opportunités. Ce faisant, ils outrepassent un tabou qui est de voir des côtés positifs au changement climatique. Soyons clair, les Britanniques sont les premiers à reconnaître le danger que pose le changement climatique. Au niveau macro, ils sont bien conscients que c'est l'un

des plus grands défis de l'humanité. Pour preuve, il n'y a dans le monde pas encore d'équivalent à leur Climate Change Act.

Ce qu'ils osent dire, c'est qu'au niveau meso et micro, être conscient des risques locaux et la mise en place de mesures d'adaptation qui en découlent, peut être une source d'opportunités. Par exemple, la prise en compte de l'augmentation de la température en été va demander que les immeubles améliorent leur capacité de refroidissement. C'est donc l'occasion de renforcer le déploiement de nouvelles technologies telle que le refroidissement passif.

L'adaptation offre donc plusieurs leviers de changement positifs :

- En passant par l'analyse de risque, on va sur le terrain et cela rend le changement climatique très concret. En Belgique, les ouvriers de la SNCB, par exemple, connaissent très bien les impacts de longues vagues de chaleur sur les aiguillages des rails.
- Prévoir sur le long-terme (car le changement est graduel) devient une obligation et du bon sens économique.
- La responsabilisation pour assurer notre futur redescend au niveau de chaque acteur plutôt que de rester au niveau des politiques.

L'opportunité se trouve donc peut-être dans le fait que la notion d'adaptation amène un véritable changement. C'est donc une notion dynamique, bien plus que la notion de réduction d'émissions, souvent comparée à un frein au développement, voire un retour en arrière. En d'autres termes, l'adaptation demande que l'on s'imagine un monde qui ne fonctionne plus comme maintenant et qui demande de nouvelles solutions. Par exemple, le nucléaire est vendu comme une solution au changement climatique pour des raisons d'émission de CO₂. Or, dans nos régions, l'augmentation de température (surtout l'été) va graduellement poser un problème au niveau du refroidissement des centrales.

Le besoin d'adaptation, bien que consternant d'une part puisque nous n'avons pas évité le danger, offre donc l'opportunité de mettre en place une dynamique positive. Les nouvelles contraintes poussent à la recherche de solutions créatives. Il permet de renouer avec la capacité de l'homme à s'imaginer des futurs différents et de les réaliser. C'est donc, au delà de solutions techniques, un changement en profondeur de notre système qui sera nécessaire.

L'adaptation en Région wallonne

La Région wallonne a également engagé la réflexion autour de l'adaptation de son territoire au changement climatique. Ainsi une première stratégie d'adaptation est attendue courant d'année, focalisée autour des vulnérabilités actuelles et futures au changement climatique de différents secteurs clés du territoire: l'agriculture, l'aménagement du territoire, la biodiversité, la forêt... Cette première démarche, visant à préciser les possibles conséquences environnementales, économiques et sociales d'un changement climatique sur la Région, devrait permettre d'appréhender précisément l'étendue des mesures à mettre en œuvre dès aujourd'hui pour mettre la Région sur la voie de l'adaptation.

Ce travail devra à terme, à l'image de certaines initiatives déjà en cours en Europe du Nord, pouvoir se décliner à l'échelle de secteurs économiques plus sensibles à ces variations climatiques : Quelle stratégie d'adaptation pour le secteur touristique ? Comment appréhender les vulnérabilités futures au réchauffement climatique dans le développement du rail ? Le secteur des assurances est-il prêt à financer les conséquences sanitaires d'une augmentation des températures de 2°C ? Autant de questions que le secteur privé se doit également d'appréhender...

Conclusions

À la lecture du livre de Tim Jackson, la nécessité d'adaptation semble inéluctable, certes. Mais la définition de seuils au niveau micro semble, elle aussi, comme allant de soi, ; même si l'exercice intellectuel et de recherche ne sera pas chose aisée. En attendant, les pistes d'actions à mettre en œuvre par les pouvoirs publics, le monde de l'entreprise et la société civile sont multiples. Ce n'est qu'en multipliant aujourd'hui les niches de transition que nous pourrons faciliter le basculement vers une société durable, dans laquelle l'économie est au service de l'homme, à l'intérieur des limites des écosystèmes.

QUESTIONNER LE MODÈLE ÉCONOMIQUE ET SES EXPERTS

→DOUZE ÉTUDIANTS EN MASTER D'ÉCONOMIE À L'UCL¹

Nous sommes douze étudiants en économie questionnant un système économique en crise. À travers notre formation, ce sont des outils de décodage des crises que nous recherchons. Certains outils nous offrent une plus grande résonnance que d'autres. L'ouvrage *Prospérité sans croissance* de Tim Jackson (ci-dessous TJ) est l'un d'eux. Ce livre nous a particulièrement intéressés car il rend compte du fossé qui existe entre la nature des questions que nous nous posons sur l'économie dans laquelle nous vivons (une société sans inégalités est-elle possible ? Pourquoi recherche-t-on la croissance à tout prix ?) et les questions généralement analysées dans le cadre de notre formation (quelles sont les propriétés mathématiques de tel ou tel modèle de croissance ? Comment « activer » les chômeurs ou améliorer la compétitivité sur la scène internationale ?).

Le présent texte propose une réflexion critique élaborée sur base de la lecture de *Prospérité sans croissance* avec notre regard d'étudiants en économie. Loin de se vouloir exhaustive, notre analyse est présentée en trois sections. Elle porte tout d'abord sur les points du livre de TJ qui nous semblent constituer un apport fondamental à notre formation, tels que son exposé cohérent des limites atteintes par notre modèle de société et sa reconsideration en profondeur du rôle de l'État. En deuxième lieu, nous nous interrogeons sur le peu d'intérêt que les économistes néoclassiques semblent accorder aux

¹ Cet article a été réalisé par les étudiants du séminaire « Régulation macro-économique et finalités de la croissance » (UCL, 2^e master en économie), sous la houlette du Professeur Isabelle Cassiers : David Antoine, Aline Buysschaert, Julien Didier, Ghislain Errembault, Sylviane Herren, Sevan Holemans, Arnaud Lambert, David Méndez Yépez, Claire Oldenhove, Gilles Pierson, Christiane Ruiz de Arcuete et Vincent Vandernoot.

travaux de TJ². Nous objectons que sa manière d’appréhender le savoir fait preuve d’une ouverture dont la science économique gagnerait à s’inspirer, notamment dans la façon dont elle conçoit la formation de ses futurs experts. Enfin, nous terminons par l’exploration de certaines questions soulevées par TJ qui méritent à notre sens une réflexion plus approfondie.

Ce que Tim Jackson nous enseigne

Parmi les principaux apports de *Prospérité sans croissance* à notre formation, nous souhaitons en souligner deux.

Un système qui a atteint ses limites

Dès les prémisses de son livre, TJ ouvre une question qui s’impose désormais avec évidence : comment est-il possible pour notre économie de croître à l’infini tandis que les ressources de notre planète sont limitées ? Alors que nos écosystèmes sont en train de s’effondrer sous les coups d’une politique axée uniquement sur la croissance, la question des limites écologiques est incontournable, et pourtant la plupart de nos responsables politiques oublient de la poser. Ou plutôt, ils la posent mal. Pour ne prendre qu’un exemple, c’est en se fixant comme priorité une croissance durable que la stratégie Europe 2020 prétend résoudre la question des limites écologiques. Une telle stratégie contribue à alimenter l’idée qu’une réduction radicale de l’impact environnemental de notre activité économique est technologiquement possible, à taux de croissance du PIB inchangé. C’est ce que TJ appelle le mythe du découplage. L’auteur dénonce l’impossibilité de réduire de 130 fois l’intensité en carbone de notre activité économique d’ici les quarante prochaines années et lance un appel à l’élaboration d’un autre type de réponse.

² Néoclassique étant entendu ici de manière générique comme réunissant les différents courants de la pensée dominante en sciences économiques.

TJ développe le procès de la croissance économique sur une deuxième ligne : celle des inégalités et des atteintes à la cohésion sociale et territoriale. Pour rester dans le même exemple, tandis que la stratégie Europe 2020 mise sur la croissance pour atteindre un haut taux d'emploi et « l'inclusion » du plus grand nombre, TJ dénonce au contraire la cécité de « l'objectif croissance » face aux questions de répartition et souligne l'absence de lien entre croissance économique d'une part et bien-être de tous d'autre part.

N'en déplaise à nos institutions européennes, l'analyse de TJ nous convainc que, en plus d'être écologiquement non soutenable, notre système actuel et son impératif de croissance comportent également des nuisances sociales. D'où la nécessité d'un nouveau modèle de société et de nouveaux objectifs d'action collective. Ceux-ci devraient pouvoir s'appuyer sur une théorie macroéconomique écologiquement solide et émanciper la population d'une dynamique sociale inégalitaire dommageable.

TJ nous aide en somme à décoder les failles d'un système qui prétend résoudre les questions sociales et environnementales par les mécanismes de marché. En effet, dans la perspective du « laisser faire » qui prévaut globalement, l'intervention de l'État est considérée comme une distorsion. C'est pourtant bien à cet acteur qu'on a quasi unanimement fait appel en 2008 pour sauver des banques de la crise financière. À partir de cet exemple, TJ nous invite à repenser le rôle de l'État, bien au-delà de celui de gardien de la stabilité économique. Il nous convie à une réflexion plus globale sur le rôle de l'action collective dans le processus de transformation du modèle de société.

Repenser l'action collective et le rôle de l'État

Les évocations par TJ d'une « économie Cendrillon » et d'un « hédonisme alternatif » se réfèrent au développement d'initiatives comme l'agriculture de proximité, les centres de santé ou les coopératives.

ratives, qui sont « fondées sur le collectif » (p.135) et dont les contours ressemblent à ce que nous appelons, en Belgique, l'économie sociale. Dans une perspective de croissance, ces initiatives pêchent par leur faible productivité du fait de leur forte intensité en main-d'œuvre. Mais dans une perspective de société sans croissance, ces mêmes initiatives sont justement garantes d'une économie qui tend à se dématérialiser, tout en créant du lien. Alors que ces expériences auraient besoin de se fédérer pour être porteuses d'un changement social, elles sont aujourd'hui confrontées à des institutions et à des dispositions qui se révèlent peu favorables au développement de liens collectifs.

Si TJ nous pousse à repenser le rôle de l'État, c'est en raison de la position « schizophrène » que tient actuellement cet acteur. D'une part il prétend œuvrer en faveur de la justice sociale et d'une économie durable, mais d'autre part, il encourage la logique consumériste et fétichise la croissance économique qui mettent à mal les premières. Afin de rompre avec cette ambiguïté, l'auteur préconise un élargissement du rôle de l'État. De manière assez classique, TJ estime qu'au-delà de « sa responsabilité de base en matière de stabilité économique » (p.161), l'État devra accorder une attention accrue aux variables écologiques clés, entre autres par le biais de l'investissement. Mais ce n'est pas tout. Selon TJ, l'État est aussi un acteur central dans la réorientation de la logique sociale tournée actuellement vers le consumérisme. Cela passe notamment par des directives d'urbanisme favorisant les espaces publics et sociaux, des politiques salariales permettant de mieux concilier vie professionnelle et vie privée, et la mise en place de normes encourageant la durabilité des produits. Ainsi, l'élargissement du rôle de l'État vise la création d'un cadre favorable au développement d'alternatives au système dominant, telles que les initiatives d'économie sociale évoquées ci-dessus, et la construction progressive d'un système économique alternatif, qui soit à la fois écologiquement viable et socialement désirable.

L'incapacité des modèles macroéconomiques actuels à traiter de ces questions indique la nécessité, au niveau scientifique, de développer des modèles économiques novateurs. Des modèles qui soient capables de prendre correctement en compte les facteurs sociaux et environnementaux, aussi bien que la dimension collective inhérente à toute société, qui ne peut se réduire à l'agrégation des utilités individuelles des consommateurs. TJ fournit une première ébauche de ce type de modélisation, qui doit certes être corrigée et perfectionnée, mais constitue déjà un exemple de travaux vers lesquels les économistes pourraient se tourner, pour répondre aux défis soulevés par *Prospérité sans croissance*³.

L'approche systémique de TJ soulève des questions. L'une d'entre elles, qui fait l'objet de la section suivante, concerne le statut de la démarche scientifique. En effet, ce type d'approche nous invite à repenser la manière dont nous construisons le savoir.

Une autre manière d'appréhender le savoir scientifique

Une analyse qui tente d'englober la complexité de la société ne peut se cantonner au discours économique. C'est l'atout de *Prospérité sans croissance* qui est caractérisé par un dialogue entre plusieurs savoirs et cherche à analyser des enjeux économiques actuels en mobilisant plusieurs disciplines. Pourtant, les travaux de TJ trouvent peu d'écho auprès des économistes « standards » qui esquivent la confrontation avec ses idées sous l'argument que l'auteur sort du cadre de « la science économique ».

Le propre du cadre néoclassique est d'être une méthode plus qu'un domaine. Le bien-fondé de cette méthode tient dans son degré de précision et sa cohérence mathématique implacable. *Prospérité sans croissance* n'entre pas dans ce cadre. Faut-il pour autant y voir une

³ Harribey, « Prospérité sans croissance et croissance sans prospérité », 2011, dans ce numéro.

« faiblesse méthodologique » qui le disqualifie ? Un tel jugement serait réducteur. Il n'aborderait qu'une partie de la question, en se focalisant uniquement sur la validité interne de la théorie. Car, si une science doit démontrer sa rigueur interne, ses conclusions doivent être également pertinentes lorsqu'il s'agit de l'appliquer à des situations complexes. Autrement dit, elle doit aussi être valide d'un point de vue externe, ce dont la science économique contemporaine se préoccupe sans doute insuffisamment. Développant ce point de vue, Jean Gadrey souligne qu'à être en lien avec d'autres sciences, l'économie y perdrait en hégémonie, mais y gagnerait en pertinence.⁴

TJ, quant à lui, confronte différentes réalités et différentes approches et tente de les mettre en cohérence. Ce dialogue entre disciplines apparaît souvent comme un frein lorsqu'il s'agit de construire une théorie robuste d'un point de vue interne, mais est un atout considérable si l'intention est de répondre aux défis sociaux et environnementaux actuels. Ces défis, par les changements qu'ils requièrent au niveau sociétal, sont avant tout des défis politiques. Or un défi politique englobe par définition la complexité de la société, traversée par des enjeux sociaux, économiques et environnementaux. D'où l'importance que toute pensée scientifique qui cherche à leur apporter une réponse se nourrisse de ces enjeux, ce qui prouve le besoin d'une science valide d'un point de vue externe et montre, selon nous, l'apport de TJ à ce sujet au niveau des théories de la croissance.

L'argument de validité renvoie la critique à ceux-là mêmes qui la formulent en nous invitant à reconsiderer la conception d'une science et de ce qui la rend pertinente : l'interdisciplinarité et son dialogue avec le politique en sont deux éléments majeurs.

Cet apport sur la façon d'aborder le savoir économique nous pousse à questionner l'économie enseignée aujourd'hui à l'université. La structure de nos programmes ne mériterait-elle pas d'être revue ?

⁴ Gadrey, *La productivité des services en question*, Paris, Ed. Desclée De Brouwer, 1996, pp.35-57.

Plus que de se côtoyer, les disciplines au sein de la formation en économie devraient être en dialogue permanent pour permettre aux étudiants d'acquérir une meilleure vision d'ensemble.

Au-delà d'une refonte structurelle de notre programme, on peut réfléchir au rôle joué par une formation en économie à un niveau plus personnel : où nous mène notre parcours académique ? Que fait de nous notre formation ? Nous pousse-t-elle à rendre culte au système ou à l'interroger ?

Réjouissons-nous déjà de l'existence de cours visant à développer une pensée réflexive, rigoureuse, hors du cadre. On ne pourra, par contre, que déplorer le fait que ceux-ci restent peu nombreux et font rarement partie du programme obligatoire.

Illich avait déjà apporté un élément de réponse, certes radical, mais qui mérite notre attention : « À travers l'éducation, la société de consommation se rend elle-même son propre culte, où elle produit des élèves dociles, prêts à obéir aux institutions, à consommer des programmes tout faits préparés par des autorités supposées compétentes. À tout cela, il faut substituer une véritable éducation qui prépare à la vie dans la vie, qui donne le goût d'inventer et d'expérimenter. »⁵

Un débat à poursuivre

Dans ce contexte de remise en question de notre formation, en rapprochant l'analyse économique de notre expérience et de nos interrogations, la lecture d'un ouvrage tel que celui de TJ représente un véritable tremplin vers de nouvelles questions. Nous en épingleons trois.

⁵ Illich, Une société sans école, Paris, Ed. Seuil, 1977, 4ème de couverture.

Premièrement, parmi les caractéristiques du système économique actuel, le problème structurel des inégalités, tant entre pays riches et pays pauvres qu’au sein de chaque nation, est de plus en plus préoccupant. En effet, en Europe la pauvreté ne se limite plus aux exclus du monde du travail, mais touche également une masse de plus en plus importante de salariés précarisés. TJ s’attèle bien à l’analyse de ce phénomène, d’une part sous l’angle du mal-être engendré par les sociétés inégalitaires, et d’autre part en décryptant la logique positionnelle qui justifie ces inégalités. Mais il n’approfondit pas suffisamment le lien qui pourrait exister entre la montée des inégalités et une plus grande liberté de mouvement des capitaux initiée par les politiques néolibérales de Reagan et Thatcher. De plus, ses recommandations en termes de redistribution plus juste des revenus, c’est-à-dire des flux monétaires, semblent trop faibles en regard des inégalités de patrimoine, c’est-à-dire de capital qui pourrait continuer à s’accumuler dans les mains d’un petit nombre. Ces deux éléments manquants nous laissent penser que les propositions de TJ en matière de redistribution ne mettent pas le doigt sur les enjeux les plus fondamentaux et risquent ainsi de se révéler très limitées.

Une deuxième question à approfondir nous semble être celle des liens entre croissance et capitalisme. En effet, TJ propose, entre autres, une transition structurelle vers des activités de service dont la finalité serait autre que le profit, des investissements publics massifs dans les actifs écologiques dont les fruits reviendraient à l’État, ainsi qu’une révision de la propriété des actifs et une politique de temps de travail solidaire. Cependant, toutes ces propositions ne prennent-elles pas le système capitaliste actuel à contre-pied ? On peut légitimement se demander si leur radicalité sera possible en son sein, si elles ne courrent pas le risque d’être systématiquement affadies, comme la mode actuelle du greenwashing le suggère. Évitant (stratégiquement ?) de se prononcer sur ces questions, TJ se plaît à paraphraser Spock dans Star Trek : « C'est du capitalisme, Jim, mais pas comme nous le connaissons » (p.197). Dans son dernier chapitre, TJ distingue bien

la question de la croissance de celle du capitalisme, mais ce point nous semble mériter développement. Est-on sûr que le deuxième puisse aujourd’hui se passer de la première ? Divers travaux – tels que ceux d’Arnsperger — constituent un pas dans cette direction.

Enfin, une troisième interrogation concerne la redéfinition par TJ des outils d’analyse et de régulation macroéconomique s’inscrivant dans un nouveau projet de société. Cette démarche pose la question de la légitimité dont les experts disposent pour prétendre définir et orienter une transition de cette envergure. Pour sa part, TJ démontre une réelle volonté de mettre en débat son projet de transition. Mais, selon nous, un pas de plus serait d’encourager la participation de la société civile non pas seulement au débat sur ce projet préalablement défini mais aussi à la construction de ce projet de transition. Quelle forme devrait prendre cette transition économique et quels sont les moyens d’y parvenir ? Un exemple est à cet égard donné par le collectif FAIR⁶, qui, dans ses travaux sur les indicateurs alternatifs, tend systématiquement à inclure des réseaux de la société civile, militants associatifs et syndicats, des acteurs locaux et des chercheurs de plusieurs disciplines. Il s’agit donc ici de souligner l’importance du processus démocratique dans la crédibilité et la mise en place d’un tel projet sociétal. L’objectif étant d’éviter tant la technocratie que l’autocratie.

De la même manière, la prise de conscience du caractère normatif de notre formation en économie pose la question de sa mise en débat. Un débat qui confronte et mette en dialogue les différents points de vue - hétérodoxes ou orthodoxes - des acteurs concernés - étudiants et professeurs - autour de la question du sens et de la finalité des études que nous accomplissons.

⁶ Forum pour d’autres indicateurs de richesse, qui a publié récemment « La richesse autrement », Alternatives Économiques, Hors-série, 2011 n°48. Voir aussi Cassiers et Thiry in Cassiers et alii, Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public, Ed. de l’Aube, 2011, pp. 49-75.

LA TAILLE DU GÂTEAU ET L'ASSIETTE DU VOISIN : CE QUE JACKSON FAIT À RAWLS

→EDGAR SZOC

coordinateur de la prospective à Etopia

edgar.szoc@etopia.be

Le présent texte vise à mettre en évidence une implication politique trop souvent inaperçue chez – et peut-être même par – Tim Jackson : celle de la place centrale que la prise au sérieux de ces hypothèses devrait accorder à la question de l'égalité¹.

Il apparaît en effet que, derrière les apparences oecuméniques de la définition (maintes fois répétée au fil des pages de Prospérité sans croissance) de la « prospérité » comme capacités d'épanouissement à l'intérieur des limites écologiques de la planète, se dissimule en réalité une remise en cause radicale du paradigme dominant en matière de Théorie de la Justice. Et cette remise en cause nécessite à nos yeux une thématisation d'autant plus urgente que, d'une part, elle n'est pas explicitement envisagée par Jackson lui-même, et que, d'autre part, la pensée de celui-ci paraît singulièrement éviter l'intégration de la conflictualité inhérente aux dynamiques sociales².

Pour les besoins de la clarté, l'article procédera par trois simplifications abusives qui constituent autant de champs de réflexions à approfondir, en particulier du point de vue de leurs implications politiques.

¹ Tim Jackson est ici pris comme une métaphore de toute la littérature écologiste ou proto-écologiste qui entend tirer les conclusions de la prise en considération des limites de la planète, de la finitude des ressources (et des limites du découplage).

² Des nombreuses recensions qu'Etopia a suscitées autour du livre de Tim Jackson, il ressort en effet que le point aveugle principal en est vraisemblablement constitué par la question du conflit.

La première simplification consiste à supposer que la Théorie de la Justice formulée par John Rawls en 1971 (et comme d'habitude, en raison de l'autisme consternant du monde éditorial français, traduit seulement en 1987) constitue l'horizon conceptuel explicite ou, le plus souvent, implicite des principaux partis de pouvoir en Europe depuis 30 ans. Et si parler d'horizon conceptuel paraît abusif pour évoquer la pauvreté de l'élaboration idéologique de la plupart des partis européens, contentons-nous d'évoquer un horizon de pratiques politiques et un registre d'argumentation et de justification.

La deuxième simplification porte sur le contenu et les conséquences de l'œuvre foisonnante de Rawls – que le présent texte ne sera que le énième à faire se retourner dans sa tombe. Pour les besoins de la cause, retenons qu'un de ses outils centraux, le maximin (pour maximisation du minimum) « dispose » qu'une situation B est préférable à une situation A pour autant que ceux qui y sont le moins favorisés y connaissent un sort plus favorable en termes absolus. Numériquement et binairement exprimée, cette proposition consiste à, par exemple, juger préférable une situation dans laquelle les riches disposent de 100 et les pauvres de 2, à une autre dans laquelle les riches disposent de 3 et les pauvres de 1. Autrement dit, la question de l'inégalité se trouve reléguée au second plan, derrière celle, jugée première, de la situation en termes absolus des plus défavorisés.

La troisième simplification, déjà évoquée, consiste à penser que la pensée rawlsienne irriguerait explicitement les pratiques de pouvoir ou le travail idéologique des partis européens. S'il est abusif d'attribuer à tous les partis de pouvoir européen une adhésion pleine, entière – et surtout explicite – à ce raisonnement fondé sur le maximin, il l'est cependant moins de le déceler dans leurs pratiques concrètes de gouvernement. Ainsi, si à gauche, peu nombreux sont les partis socialistes à avoir été aussi loin que le New Labour dans les proclamations de bienveillance (et la justification idéologique de celle-ci) vis-à-vis de l'enrichissement personnel, les différences

sont moins notables en matière de pratiques effectives de gouvernement (notamment en matière fiscale). Et plutôt qu'à un obstacle idéologique construit et argumenté, il paraît plus raisonnable d'attribuer la plus grande réticence discursive de ces partis frères à un embarras croissant quant au hiatus parallèlement croissant – entre les références idéologiques proclamées et les pratiques concrètes. Soulignons au passage qu'il n'y a d'ailleurs vraisemblablement rien de plus nuisible en termes démocratiques qu'un aggiornamento qui se fait dans la pratique, mais pas dans le discours, cette série continue de Bad Godesberg honteux et de plongeons rentrés dans les eux glacées du calcul égoïste, auxquels fait penser la politique de gauche depuis trente ans.

Une fois admises ces simplifications heuristiques, se dresse alors nue l'implication éminemment combative de la prise en compte des limites environnementales de notre planète. Débarrassée des vertus apaisantes du compromis productiviste (que permettait de préserver l'illusion du découplage), la conflictualité sociale redevient prééminente : les questions de répartition et de redistribution ne peuvent en effet plus être évacuées au profit de celle de l'amélioration de la situation absolue des plus défavorisés. Une telle vision – caricaturallement qualifiée de rawlsienne – présuppose en effet un accroissement théoriquement infini du gâteau à répartir. C'est même au nom de cet infini théorique que, dans l'exemple évoqué, la situation B est jugée préférable à la A.

La pensée écologiste n'est certes pas dépourvue pour aborder ce débat de la manière renouvelée qui lui est nécessaire. Sans aller jusqu'à la critique de « l'égalitarisme envieux » proposée par Ivan Illich – qui pour stimulante qu'elle puisse être intellectuellement paraît difficilement traductible politiquement –, le recours aux différentes dimensions de l'égalité au-delà de la seule dimension économique de la consommation individuelle offre sinon une voie de sortie du moins une voie d'approfondissement et de complexification.

Il en va de même de la réflexion sur la séparation entre jouissance de l'usage et propriété du bien, ou encore de tout le champ des biens collectifs. Rappelons qu'en termes économiques, ces biens collectifs sont caractérisés par les deux traits de non rivalité et de non exclusivité. La première de ces caractéristiques – le fait que la jouissance d'un bien par un individu n'empêche en rien la jouissance de ce même bien par autrui (un coucher de soleil, la protection offerte par une digue, etc.) permet, elle aussi, de « contourner » les difficultés posées par la prise en compte de la finitude des ressources. Adéquatement développés, ces biens collectifs dispensateurs de bien-être possèdent, sans ses désavantages flagrants, les vertus apaisantes du compromis productiviste.

Restent que les premiers exemples de négociation menée dans ce nouveau cadre de contraintes n'incitent guère à l'optimisme. Que sont en effet les négociations post-Kyoto, sinon des illustrations de la difficulté à parvenir à un compromis dans un monde limité, où le principe consensuel de « responsabilité commune mais différenciée » éprouve tant de difficultés à connaître des réalisations concrètes et effectives ?

D'autres outils, des concepts nouveaux et, sans trop de pompe prophétique, une refondation idéologique apparaissent nécessaires pour compléter l'appareillage mental écologiste et lui permettre de garder le temps d'avance idéologique sans lequel sa traduction politique n'est rien. Au vu de ce qui a été énoncé, les politiques fiscales constituent évidemment un sujet de choix pour cette refondation.

Celle-ci gagnerait d'ailleurs beaucoup à se nourrir des thèses convaincantes de « The Spirit Level »³, d'ailleurs abondamment citées par Tim Jackson lui-même

³ On résumera de manière très sommaire l'argument des auteurs, Wilkinson et Pickett par cette formule facile : « L'égalité profite à tous, même aux riches ». Autrement et plus concrètement dit, mieux vaut être un riche Suédois qu'un riche Américain, quand bien même la richesse de ce dernier serait bien plus considérable que celle de son cousin américain. De nombreux indicateurs de bien-être, de santé sociale, etc. semblent attester cette affirmation contre-intuitive.

Dans l'éternel et trop souvent stérile débat quant à la place d'Ecolo par rapport à la gauche (à côté de, à la place de, à travers, au-dessus), ces quelques considérations plaident logiquement en faveur d'une approche renouvelée, tirant véritablement les conséquences de l'obsolescence du compromis productiviste et de ses vertus apaisantes.

De façon paradoxale – au vu en tout cas de la représentation dominante qui en est faite –, l'écologie politique apparaît alors comme porteuse d'un renforcement de la conflictualité sociale et de la question de l'égalité plutôt que d'une sortie de celles-ci. La question centrale qui demeure alors est celle de l'organisation démocratique d'une conflictualité exacerbée – et en termes de stratégie politique, celle des alliances à nouer avec les mouvements sociaux dont la structuration est surdéterminée par un compromis obsolète.

CHANGER D'INDICATEURS, C'EST CHANGER DE PARADIGME

→GEOFFROY DE SCHUTTER,

Chercheur-associé d'Etopia, membre du collectif FAIR, Biologiste Ecologue, Docteur en Sciences, ancien Directeur des Programmes au WWF-Belgique, vice-Président d'Inter-Environnement Wallonie (fédération de plus de 150 associations environnementales).

geoffroy@geoffroy.name

« Nous devons éléver d'autres indicateurs objectifs du bien-être humain (comme des mesures existantes de santé, d'éducation et de soutenabilité environnementale) au statut dont jouit aujourd'hui le PIB. [...] De meilleures statistiques peuvent aider les électeurs à forcer les politiciens à faire de meilleurs choix. Ils ne peuvent choisir en leur nom. » Ces phrases pourraient faire partie de la Charte du Collectif FAIR. Pourtant, elles sont extraites d'un éditorial du Financial Times¹. Peut-on trouver un porte-voix plus proche du cœur palpitant du système économique mondial que l'éditorial du FT ?

Aujourd'hui, nous en sommes là. La légitimité internationale de nouveaux indicateurs de richesse, ou des indicateurs d'une nouvelle richesse, ne se réduit plus, loin s'en faut, à un petit cercle de pionniers. Si l'espace gagné reste à ce stade largement de l'ordre du discours - nous sommes encore loin d'une prise en compte réelle -, le passage aux actes constituera l'étape suivante. Réussir cette étape impliquera de reconnaître cette légitimité nouvelle, de l'investir et surtout d'éviter les pièges et les risques qui lui sont associés.

¹ Extraits choisis de l'éditorial en date du 29 janvier 2009 dont le titre est : « Dé-fétichiser le PIB » .

Rétroactes : du besoin des nouveaux indicateurs

1970. Il y a 40 ans que le Club de Rome commanditait au MIT² le rapport « The Limits to Growth » (les limites de la croissance³). Publié en 1972 il remet directement en cause le dogme qu'une croissance infinie dans un monde fini puisse assurer un bien-être collectif.
1980. De cette première fissure dans le dogme de la croissance émergera, au sein des organisations environnementales, le concept de Développement Durable⁴.
1992. En seulement dix années, ce concept rassembleur devient la clé de voûte du plus grand sommet jamais organisé par les Nations Unies : le Sommet de la Terre à Rio. Dans l'euphorie des années qui suivent la chute du mur de Berlin, tous les chefs d'Etats signent un « Agenda 21 » global, généreux mais flou car sans contraintes et sans engagements concrets.
2002. Dix ans plus tard, la conférence « Rio+10 » prend la forme d'un constat d'échec. Pourtant, durant cette décennie, et la suivante, le concept de développement durable fait florès. Tout le monde s'en réclame, des ONGs aux entreprises en passant par les gouvernements.

Que s'est-il passé ? En fait, cette appropriation généralisée et rapide s'est souvent faite au prix d'une dilution des exigences initiales. De la durabilité « forte » – qui prend en compte les contraintes de finitude physique de la planète telles que mises en évidence par le Club de Rome - on passe allègrement à de la durabilité dite « faible »

2 Massachusetts Institut of Technology, Boston, USA

3 Ce titre sera bizarrement traduit en français par « Halte à la croissance ? »

4 UICN/PNUE/WWF, 1980. Stratégie mondiale de la conservation : la conservation des ressources vivantes au service du développement durable

– qui considère les capitaux naturel, humain et financier comme interchangeables – voire à de simples « pavillons de complaisance »⁵.

Une telle dilution des exigences a facilité l'appropriation des enjeux et la récupération du concept par les acteurs économiques, et en particulier par les entreprises. Sans s'attaquer aux contradictions internes du dogme de la croissance, elles ont cherché à inscrire ces exigences nouvelles au sein même de ce paradigme. À l'extrême, on en arrive ainsi à des concepts de type « Croissance Durable » que des acteurs comme les entreprises ou les syndicats⁶ s'approprient volontiers bien qu'ils soient éminemment suspects de contradictions internes. Le problème n'est donc plus aujourd'hui la reconnaissance, l'appropriation ou la légitimité des enjeux sociaux et environnementaux mais bien le niveau d'exigence intrinsèque qu'ils impliquent.

Dans ce contexte, il n'y a pas de meilleur moyen pour redonner de la contrainte objective à un concept devenu trop flou que la mise en avant d'indicateurs rigoureux, légitimes et rationnels centrés sur les exigences initiales du concept. Que l'on ne s'y trompe pas, l'enjeu politique de la mise en œuvre des nouveaux indicateurs est bien là : ils sont capables de (re)donner de la contrainte aux discours.

Derniers développements : de l'opportunité des crises à ouvrir des fenêtres

Novembre 2007, Bruxelles. Nous sommes plus de 650 dans l'immeuble Parlement Européen à participer à la conférence « Beyond GDP »⁷. Cette conférence, organisée au plus haut niveau⁸, est intro-

.....

5 Pour quelques beaux exemples de « pavillons de complaisance » (Total, BP, Areva, Porsche, ...) voir le bêtisier du développement durable sur <http://www.decroissance.org/?chemin=betisier>. Il me paraît cependant réducteur de considérer l'ensemble des démarches faites au nom du DD comme « pavillon de complaisance ».

6 A titre d'exemple, le mot d'ordre de l'Euro-manifestation de la Confédération européenne des syndicats (CES) du 29 septembre 2010 à Bruxelles est « Non à l'austérité. Priorité à l'emploi et à la croissance durable ! ».

7 Le site www.beyondgdp.eu lié à cette conférence reste très actualisé et intéressant.

8 La conférence est co-organisée par l'OCDE, le Club de Rome, le WWF, la Commission et le Parlement européen. Au cours de la même période, l'OCDE lance des conférences mondiales sur ce thème (voir aussi l'article de Dominique Meda).

duite par Jose Manuel Baroso. Deux ans plus tard, elle accouchera d'une très officielle Communication de la Commission au Conseil et au Parlement, rebaptisée « Le PIB et au-delà. Mesurer le progrès dans un monde en mutation »⁹.

Octobre 2008. Dans les pays occidentaux, la crise financière de 2008 va contribuer à une perte de crédibilité évidente des tenants du dogme de la croissance. Si la croissance elle-même n'est plus assurée, il faut forcément se tourner vers d'autres modes de pensée. C'est dans ce contexte que la Commission Stiglitz¹⁰ est lancée en France avec une visibilité qui dépasse très largement le cadre français. L'éditorial du FT évoqué en début d'article s'y réfère par exemple très directement.

Avril 2009, Londres. Le rapport de la très officielle Commission du Développement Durable, « Prospérité sans Croissance » de Tim Jackson, est lancé au moment même où Gordon Brown rassemblait le G20 pour « relancer la croissance ». Les pressions, venues du plus haut de l'État, sont énormes pour en reporter la sortie. Les interviews ne seront pas diffusées, ou annulées en dernière minute. Il ne s'agit plus d'un simple document scientifique mais bien d'un enjeu politique qui présente, pour le plus haut niveau de pouvoir, un risque non marginal. Le succès rapide viendra par la bande, via le web, puis reviendra en écho dans les médias traditionnels : 'One of the best books of 2009' selon le Financial Times.

Septembre 2009, Pittsburgh. Le G20 suivant semble avoir entendu la leçon. Sa résolution finale inclura la phrase suivante: «Alors que nous nous engageons à implémenter un nouveau modèle de croissance soutenable, nous devons encourager le travail sur les méthodes de mesure permettant de prendre mieux en compte les dimensions sociales et environnementales du développement économique ». On n'attend pas du G20 une remise en cause de la croissance économique, mais l'ouverture est là.

9 <http://www.beyond-gdp.eu/fr/EUroadmap.html#communication>

10 Plus de développement sur cette étape importante dans l'article de Dominique Meda.

Octobre 2009. La résolution du Parlement européen qui fait suite à Pittsburgh est plus claire encore et ce dès son point 2. « 2. estime qu'il est indispensable de ne pas s'en tenir au seul PIB, et de définir de nouveaux indicateurs et cadres comptables du développement durable permettant de mesurer le bien-être et l'impact environnemental des activités humaines, qui soient appelés à servir de référence pour l'orientation et l'évaluation de la reprise mondiale; ».

Pour les experts impliqués, il n'y a rien de fondamentalement neuf dans le rapport de Tim Jackson¹¹. Ce qui est neuf, par contre, c'est leur portée politique et médiatique. C'est qu'un très officiel « Economics Commissioner on the UK Sustainable Development Commission » s'attaque de manière directe et publique au dogme de la croissance. Ce qui est neuf, aussi, c'est qu'un Président de la République, de droite, commissionne publiquement des prix Nobel d'économie pour réfléchir à des indicateurs alternatifs au PIB.

Les nouveaux indicateurs de richesse bénéficient aujourd'hui d'une fenêtre d'opportunité politique jamais atteinte. Cette fenêtre fut la plus largement ouverte en 2009, elle tend peut-être déjà à se réduire. Elle est et reste directement liée à une réceptivité de l'opinion publique et des médias et, en ce sens, une reprise de la croissance pourrait la réduire.

De la responsabilité des indicateurs

Au niveau de la gouvernance internationale, nous nous trouvons aujourd'hui à la croisée des chemins. Il y a, d'une part, le besoin d'indicateurs capables de redonner du sens et de la consistance à des enjeux sociaux et environnementaux légitimés mais partiellement vidés de leurs contraintes. Et, d'autre part, un réel gain de

11 Par exemple selon Fabrice Flipo "Il n'y a rien dans ce rapport qui n'ait été formulé dans le rapport Europe Soutenable des Amis de la Terre en 1995 (<http://www.amisdelaterrre.org/-Europe-soutenable-.html>). » Extrait d'échanges par mail sur le forum du FAIR.

crédibilité et de légitimité institutionnelles, politiques et citoyennes de ces mêmes indicateurs aux plus hauts niveaux de gouvernance internationale comme à l'échelle locale.

Pour tous ceux qui pensent que ces nouveaux indicateurs peuvent contribuer à un changement de société fondamental vers un mieux-vivre collectif, il est essentiel de battre le fer pendant qu'il est chaud et de savoir profiter de cette fenêtre d'opportunité pour « transformer l'essai ». Cette étape demande d'autres réflexes et d'autres expertises que le travail scientifique ou les débats techniques sur la qualité des indicateurs eux-mêmes. Cela demandera en particulier d'éviter trois pièges essentiels.

Les débats internes entre porteurs du changement sont paralysants. S'il est normal qu'il existe des écoles et des sensibilités différentes, les débats entre les seuls experts sont souvent des freins. En reconnaissant les différences d'approches, il s'agit de construire des compromis. Cela implique de se référer aux fondamentaux avec une approche de ces fondamentaux qui soit plus pragmatique qu'idéologique. En ce sens, le recours aux attentes des citoyens et à leur implication dans la définition des indicateurs est un moyen efficace de légitimer, de manière pragmatique et démocratique, les fondamentaux. D'où l'importance de sortir des débats entre experts.

L'efficacité sociale et politique dépend au moins autant de l'efficacité à être compris et à communiquer un contenu que de la précision ou de la complétude de ce contenu. Le travail d'amélioration des indicateurs eux-mêmes est un travail scientifique de perfectionnement utile mais qui, par définition, n'a pas de fin. Passé un certain stade de perfectionnement, la qualité intrinsèque de l'indicateur à décrire avec précision et complétude ce qu'il indique n'est plus directement liée à sa capacité d'influence politique, voire l'affaiblit. Il faut accepter d'être imparfait si l'on veut être efficace. Deux exemples de cet enjeu concernent deux indicateurs parmi les plus reconnus au

niveau international. L’Empreinte Ecologique a une force communicationnelle largement démontrée, son niveau de perfectionnement scientifique, s’il n’est pas absolu, est aujourd’hui élevé. Il est patent de constater que les arguments utilisés pour empêcher de fait son adoption à un niveau de gouvernance élevé ne se situent plus dans le champ politique mais viennent du monde académique. L’Indice de Développement Humain promu par le PNUD¹² a quant à lui, en une vingtaine d’années, gagné une réelle efficacité politique internationale. Le nouveau rapport 2010 en présente une nouvelle version, plus complexe et englobante mais devenue presque illisible sans la réduire à ses composantes. Le risque d’une réduction drastique de son efficacité politique est très réel.

La récupération de l’indicateur au sein du paradigme dominant est un piège évident. Elle s’argumente souvent sur base de son acceptabilité plus immédiate. L’exemple le plus évident en est la monétarisation d’enjeux environnementaux ou sociaux au sein d’indice de type PIB « amélioré ». C’est précisément là le piège de la durabilité faible : accepter que les enjeux sociaux ou environnementaux soient mesurés à travers leurs effets économiques revient forcément à réduire le débat à des enjeux économiques.

« On ne résout pas les problèmes avec un mode de pensée qui les a engendrés ». Cette phrase d’Einstein est devenue l’une des plus couramment citées ces derniers temps¹³. Elle démontre que pour effectuer un réel saut qualitatif, pour changer de paradigme, ce sont les référents qui doivent changer. En ce sens, le rôle politique des indicateurs est devenu central. Les porteurs de ces indicateurs sont aujourd’hui devant une vraie responsabilité politique.

12 <http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rdh2010/>

13 Par exemple : Anne Thibaut, 2009, « De la croissance à l’acroissance ? », dossier de la Fédération Inter-environnement Wallonie.

AUTOUR DE TIM JACKSON, INVENTER LA PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE ?

RÉACTIONS ISSUES DU MONDE POLITIQUE

PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE : UNE CRITIQUE ÉCOLOGISTE

→PAUL LANNOYE

Député européen honoraire.
Administrateur du Grappe.

paul.lannoye@skynet.be

Tim Jackson est économiste, ce qui justifie a priori l'intérêt que l'on peut porter à un ouvrage qu'il titre « Prospérité sans croissance ». En effet, la science économique, telle qu'enseignée dans les Universités du monde entier postule l'absolue nécessité et même l'inéluctabilité de la croissance comme moteur du fonctionnement économique et social et garantie de bien-être pour les populations et pour chaque individu en particulier.

Tim Jackson remet en question ce postulat et à ce titre, mérite d'être remercié. Il le fait en outre dans le cadre d'une commission chargée d'établir un rapport au gouvernement britannique : il s'agit de la Commission pour le développement durable, ce qui ne peut qu'accroître l'importance politique de son travail.

C'est donc avec une bienveillance maximale et, pour le dire franchement, avec l'espoir de renforcer mes propres analyses que j'ai lu, relu et même épulé les différents chapitres de cette publication.

Ayant dû subir pendant de nombreuses années la langue de bois des technocrates européens et la langue de coton des institutions internationales, j'ai apprécié la lucidité de l'auteur dont on constate à la fois l'honnêteté intellectuelle et la vision d'avenir qui l'anime.

Je me dois donc de saluer la qualité des analyses tant économiques que sociales qui aboutissent

- à une remise en cause sans équivoque de la dynamique de croissance, laquelle est au cœur des politiques économiques en vigueur dans le monde entier.
- à une condamnation sévère du consumérisme et de l'individualisme : l'auteur n'hésite pas à affirmer que la prospérité est menacée non par la récession mais par la poussée du matérialisme et le modèle économique qui le perpétue (p. 88). Dans la foulée, il ajoute à juste titre que la culture de la consommation envoie tous les mauvais signaux.

La croissance est donc, affirme Tim Jackson, insoutenable, **dans sa forme actuelle**. Cela voudrait-il dire qu'une autre forme de croissance est soutenable ?

Il s'empresse d'ajouter que la décroissance est instable **dans les conditions actuelles**. Une telle affirmation ne manque pas de surprendre. Il s'agit effectivement d'un truisme. Comment la décroissance pourrait-elle en effet s'inscrire sans heurt dans un fonctionnement économique et social qui postule pour être opérationnel une croissance des activités économiques ? Il n'est pas besoin d'être économiste pour comprendre une telle évidence.

La politique fiscale, celle du crédit, la sécurité sociale, la recherche-développement, l'aide aux entreprises, les marchés publics, les engagements internationaux, bref tout l'encadrement économique, social, institutionnel est établi sur l'hypothèse d'une croissance continue du PIB...

Faire le choix d'une politique de décroissance ou simplement renoncer à l'objectif de croissance va donc à l'encontre de cette hypothèse et ne peut que provoquer une certaine instabilité, à moins de reconsiderer l'ensemble de ces politiques de manière à créer un contexte favorable.

C'est d'ailleurs ce que propose Tim Jackson lorsqu'il envisage de reconfigurer les variables macroéconomiques de manière à réduire l'impératif de croissance (p. 79).

Mais est-il suffisant de **réduire** l'impératif de croissance dans les pays développés alors que ces mêmes pays surconsomment les ressources limitées de la planète ? Évidemment non.

Or, c'est bien des pays développés dont il est question.

L'humanité, avec 60 milliards de tonnes par an, extrait et utilise 50% de ressources naturelles en plus qu'il y a 30 ans et la responsabilité de cette évolution incombe pour l'essentiel aux pays développés. Ceux-ci consomment jusqu'à 10 fois plus de ressources que les peuples pauvres c'est-à-dire moins « développés ».

L'Europe importe 3 tonnes par an par habitant de ressources naturelles et bénéficie donc d'un important transfert de ressources en provenance des pays les plus « pauvres » au sens où nous entendons le mot « pauvre » c'est-à-dire avec un PIB par habitant très faible¹.

¹ Overconsumption? Our use of the world's natural resources ; Sustainable Europe Research Institute (SERI) and global 2000 (FOE-Austria); 2009

Au-delà du problème capital de l'épuisement des ressources, se pose aussi celui des équilibres écologiques qui ne peut être réduit au réchauffement climatique. C'est ainsi que la Convention pour la protection de la biodiversité a confirmé en mai 2010 que le monde a échoué dans l'atteinte de son objectif qui était de parvenir à une réduction significative du taux de perte de biodiversité d'ici 2010².

Plusieurs **points de basculement** sont près d'être franchis, ce qui signifie que des écosystèmes essentiels se retrouveraient dans un état de moindre productivité et cela de manière irréversible.

- aucun des 21 objectifs secondaires à atteindre en 2010 n'a été atteint ;
- les espèces à haut risque d'extinction sont proches de l'extinction ; les amphibiens sont en première ligne tandis que l'état des différentes espèces de corail se détériore rapidement ;
- entre 1970 et 2006, près d'un tiers des espèces de vertébrés a disparu ;
- la superficie et l'intégrité des habitats naturels dans la majorité des parties du monde continuent de diminuer.
- la diversité génétique des cultures et de l'élevage continue de décliner dans les systèmes agricoles. Plus de 60 races d'élevage se sont éteintes depuis 2000.

Le Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique Ahmed Djoghlaf, a conclu : « nous continuons à perdre la biodiversité à un rythme jamais vu dans l'histoire ; le taux d'extinction est estimé jusqu'à 1000 fois plus élevé que le taux historique connu à ce jour. »

Il ressort de ces constats récents et convergents que la surchauffe économique mondiale de ces dernières décennies est insoutenable et nécessite des mesures politiques urgentes pour éviter, s'il en est encore temps, un effondrement écologique irréversible que l'humanité ne pourrait supporter.

.....
2 Convention sur la diversité biologique : Perspectives mondiales de la biodiversité - 3, mai 2010

Tim Jackson écrit à propos de la crise financière et des impacts écologiques :

« Parmi les motivations de ce travail de recherche, les répercussions matérielles et environnementales de la croissance ont figuré en première place. La crise économique peut sembler n'entretenir aucun lien avec elles, mais il n'en est rien. L'âge de l'irresponsabilité reflète un aveuglement de long terme quant aux limitations de notre monde matériel. Cet aveuglement se voit de façon aussi évidente dans notre incapacité à réguler les marchés financiers que dans notre incapacité à protéger les ressources naturelles et à restreindre les impacts écologiques. Nos dettes écologiques sont aussi instables que nos dettes financières. Aucune n'est dûment prise en compte dans la poursuite sans trêve de la croissance de la consommation.

Afin de protéger la croissance économique, nous avons été disposés à admettre – et avons même recherché – l'accumulation de lourds passifs financiers et écologiques, croyant ceux-ci nécessaires pour assurer la sécurité et nous préserver de l'effondrement. Mais ce choix n'a jamais été soutenable à long terme. La crise financière nous a montré qu'il n'est même pas soutenable à court terme. »

On ne peut qu'adhérer à une telle analyse.

J'ajouterais que la crise écologique montre, au même titre que la crise financière, ce caractère non soutenable à court terme.

Sauver l'humanité en protégeant les écosystèmes et nos conditions de vie.

D'autres signaux se manifestent à ce jour confirmant l'urgence d'un changement de cap : le constat le plus préoccupant est celui de la détérioration lente mais bien mesurable de la santé des enfants dans les pays développés au cours de ces dernières décennies.

La référence à l'augmentation de l'espérance de vie (à la naissance) pour affirmer que l'état de santé de la population s'améliore sans cesse masque une réalité préoccupante. De nombreux indices montrent en effet que, si les plus âgés d'entre nous vivent plus vieux que leurs parents, l'état de santé des plus jeunes a tendance à se dégrader.

Les maladies chroniques frappent toutes les tranches d'âge mais les données statistiques disponibles montrent que les enfants, en particulier les plus jeunes, sont particulièrement touchés :

- L'asthme atteint en moyenne, dans toute l'Europe, 7 % des enfants et l'augmentation de l'incidence de cette pathologie est constante depuis une vingtaine d'années.
- L'incidence du diabète insulinodépendant (type 1) augmente dans tous les pays européens, de 2 à 4 % par an selon les pays. Cette augmentation est particulièrement rapide chez les enfants de moins de 4 ans.
- L'incidence du cancer de l'enfant en Europe a augmenté de 1% par an en moyenne en 20 ans, celle des adolescents de 1,5 % par an. La tendance est mesurable depuis les années 70 mais une accélération se manifeste au fil du temps : chez les enfants, l'augmentation est passée de 0,8 % par an entre 1970 et 1980 à 1,3 % entre 1980 et 1990 ; chez les adolescents, les chiffres sont respectivement 1,3 % et 1,8 %. Les types de cancer les plus fréquents sont la leucémie et les tumeurs au cerveau. Le cancer de la thyroïde augmente de 4,4 % par an, toutes tranches d'âge confondues.
- Dans tous les pays dits « développés », 10 à 20 % des enfants souffrent de troubles psychiques ou du comportement (hyperactivité, troubles de l'attention, dyslexie, dépression, autisme...). On assiste à une augmentation régulière de ces troubles ; c'est notamment le cas de l'autisme (2 à 3 fois plus de cas en 1990 qu'en 1980).
- Les malformations génitales apparaissent de plus en plus fréquemment chez les garçons (Cryptorchidie, hypospadias) dans tous les pays industrialisés. L'augmentation de leur nombre s'est amplifiée très nettement à partir des années 70. Chez les petites

filles, on observe de plus en plus fréquemment l'avancement de l'âge de la puberté.

- Une véritable épidémie d'obésité est constatée actuellement dans la plupart des pays industrialisés mais aussi dans les pays dits « en voie de développement ». Elle frappe particulièrement les enfants et révèle une accélération brutale du phénomène depuis le milieu des années 80. Sans doute les causes de cette épidémie sont-elles multiples : sédentarité et malbouffe sont largement en cause et frappent en premier lieu les personnes en situation de précarité. Mais ces causes bien connues ne suffisent pas à expliquer l'accélération récente³. C'est bien la détérioration générale du milieu de vie et de nos conditions de vie qui est en cause.

Quand on examine par exemple la politique de l'environnement dans l'Union européenne, on constate que trois principes la gouvernent : le principe de précaution, celui de la réduction des nuisances à la source et le principe pollueur-payeur. Ces principes sont globalement bons mais leur application l'est beaucoup moins parce qu'ils sont soumis à des impératifs supérieurs : il faut assurer la croissance économique et le développement technologique. Précaution et prévention sont par définition hostiles à la croissance économique ; réparer après que les nuisances aient provoqué les dégâts, y compris à la santé des enfants, est au contraire bon pour la croissance.

Quant aux technologies, elles font généralement l'objet, lorsqu'elles sont émergentes, de campagnes annonciatrices de retombées économiques et d'emplois nouveaux présentés comme exceptionnels. C'est ce qui a lieu aujourd'hui avec les nanotechnologies. Elles bénéficient donc d'un a priori favorable, d'un soutien public à la mesure des bienfaits escomptés et de la bénédiction de responsables politiques fascinés. Ceux-ci mettent en place des législations et réglementations qui, généralement, protègent plus le déploiement de ces nouvelles technologies que les citoyens. Ainsi, envahissent-elles le marché

³ Paul Lannoye et al., Appel pour la protection de la santé des enfants : Mouvement politique des objecteurs de croissance, 2010.

avant que les nuisances aient été évaluées et que des législations moins laxistes finissent par être adoptées.

Aujourd’hui, les associations écologistes se battent contre les rebombées négatives générées par des choix technologiques effectués dans les années 50 : c’est le cas des pesticides et de l’agriculture industrielle ; c’est aussi celui de l’énergie nucléaire. Dans les deux cas, ces technologies ont fasciné par leur puissance apparente. La foi aveugle dans le pouvoir de l’homme sur la nature conduit au désastre. Dans les deux cas, le cadre politique construit sur mesure pour assurer leur développement continue à favoriser ces mauvais choix, contre toute logique. En Europe, la politique agricole commune et le traité Euratom, malgré l’évidence de leur nocivité et de leur caractère insoutenable perpétuent des orientations écologiquement nocives et dangereuses pour les êtres humains

Tim Jackson, comme économiste, confronté en 2009 à une crise financière sans précédent, plaide pour une nouvelle macroéconomie et dénonce à juste titre les réponses visant à relancer la croissance, annonçant leur échec inéluctable.

Son analyse de la relance verte est à cet égard intéressante et sa conclusion pertinente : les moteurs systémiques de la croissance nous poussent sans relâche vers des flux de ressources toujours plus insoutenables. En clair, une économie fondée sur la croissance, même verte, ne peut générer un découplage absolu.

Nous avons besoin d’une autre sorte de structure économique, d’une structure adaptée aux contraintes écologiques de ce monde. Il en appelle alors à mettre sur pied une nouvelle théorie macroéconomique écologique laquelle exigera une nouvelle écologie de l’investissement, ce qui demandera un réexamen des concepts de rentabilité et de productivité.

Tout cela est fort bien dit mais risquerait de rester confiné dans les cénacles universitaires, en l'absence de perspectives concrètes sur les moyens à mettre en œuvre. L'auteur a tenté d'éviter ce piège en proposant (chapitres 11 et 12) une transition vers une économie durable, non sans avoir au préalable balisé la voie de cette transition (p. 172). La crise économique actuelle, dit-il, nous donne une occasion unique d'investir dans le changement. De balayer la pensée court-termiste qui a gangrené notre société des décennies durant. De la remplacer par une politique réfléchie, capable de s'attaquer aux immenses défis, de combattre le changement climatique et d'accoucher d'une prospérité durable.

Il considère que seules existent deux possibilités pour mettre en œuvre un changement de cet ordre. L'une est la révolution. L'autre est de s'engager dans le « patient labeur de la transformation sociale ».

Il ajoute : « Il y a ceux pour qui la révolution semble être la réponse. Ou, à défaut d'être la réponse, la conséquence inévitable du dysfonctionnement social et écologique permanent. Finissons-en avec le capitalisme. Rejetons la mondialisation. Attaquons le pouvoir des entreprises et renversons les gouvernements corrompus. Démantelons les vieilles institutions et recommençons tout depuis le début. » L'auteur n'échappe pas ici à la caricature pour mieux justifier le choix du « patient labeur de la transformation sociale ». Il n'hésite pas à évoquer le spectre d'une nouvelle barbarie.

Se confirme ici ce que les analyses économiques des chapitres précédents laissaient paraître : l'auteur n'a pas pris la pleine mesure de l'urgence écologique. Les faits montrant l'effondrement en cours de nombreux écosystèmes vitaux exigent des changements radicaux et urgents qu'un « patient labeur de transformation sociale » doit accompagner mais non remplacer.

On ne peut manquer en outre d'être déçu par le clivage simpliste énoncé même si c'était prévisible dès lors que les propositions sont destinées au gouvernement britannique et se doivent donc d'être aussi acceptables que possible pour ne pas effaroucher leur destinataire. La mondialisation n'est pas compatible avec l'avènement d'une économie durable. Tim Jackson refuse clairement de remettre en cause la mondialisation et d'attaquer le pouvoir des entreprises. Il ne veut pas voir qu'ainsi il programme l'échec garanti d'une transformation écologique et sociale à la hauteur des défis en cours.

Revenons, pour illustrer ce point de vue, à la problématique du changement climatique.

En page 81, Tim Jackson rappelle les faits : les émissions de dioxyde de carbone provenant des combustibles fossiles sont, en 2008, quasiment 40% plus élevées qu'en 1990, année de référence retenue par le protocole de Kyoto. Les pays de l'annexe 1, signataires de ce protocole, se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5% à l'échéance 2012. Pour l'Union européenne, l'objectif de réduction globale a été fixé à 8%, les États membres devant répondre à des engagements différenciés.

Le protocole de Kyoto qui, rappelons-le, est le résultat d'une négociation internationale (1997) où chaque État partie à la Convention cadre sur le changement climatique a veillé à limiter les contraintes sur son économie, a fixé des limites aux émissions générées sur le territoire national. Il n'est donc nullement tenu compte des émissions provoquées en dehors de ce territoire national pour fabriquer les produits finis ou semi-finis importés pour satisfaire la demande. L'évolution des économies développées s'est caractérisée depuis les années 90 par une tendance générale à la délocalisation de la production industrielle vers des Etats non soumis aux exigences du protocole de Kyoto, comme l'Inde, la Chine ou encore les pays de l'Europe de l'Est, ceux-ci n'ayant contracté que des obligations

factices en raison de la lourde récession qu'ils ont vécue avant même l'adoption du protocole (1997).

C'est ainsi que Tim Jackson constate l'écart entre les émissions réellement provoquées par la consommation du Royaume-Uni et les émissions comptabilisées selon les exigences du protocole de Kyoto : une réduction apparente des émissions de 6% entre 1990 et 2004 se transforme en une augmentation de 11% dès que l'on intègre dans le calcul les émissions contenues dans les échanges commerciaux (p. 83).

Plus récemment, l'étude consacrée à la France par le Commissariat général au développement durable⁴ confirme cette tendance : entre 1990 et 2007, le quasi statu quo résultant du calcul conforme aux exigences de Kyoto cache une lourde augmentation (+ 33%) générée par l'ampleur des délocalisations.

L'inadéquation des engagements politiques en matière de lutte contre le réchauffement climatique, eu égard à la mondialisation accélérée des échanges commerciaux et aux délocalisations massives qu'elle entraîne, saute aux yeux. À moins de croire aux miracles, il n'y a aucun espoir, **dans ces conditions**, de voir la tendance en cours s'infléchir et encore moins s'inverser.

Il est par ailleurs illusoire de croire à une adaptation possible des engagements internationaux à la réalité de la mondialisation, ne fût-ce que pour des raisons pratiques : comptabiliser le contenu en énergie grise de chaque produit est une opération complexe, difficilement opérationnelle et vérifiable.

Il est plus judicieux de remettre en cause la mondialisation elle-même, sachant qu'elle est préjudiciable aux intérêts des travailleurs, au tissu économique des Régions et à l'environnement. Les dogmes du libre-échange, hérités d'Adam Smith et David Ricardo se heurtent.....

⁴ Commissariat général au développement durable : Etudes et documents ; CO2 et activités économiques de la France- tendances 1990- 2007 et facteurs d'évolution ; août 2010.

tent à la réalité d'aujourd'hui où dominent la mobilité internationale des facteurs de production et la recherche des conditions les plus favorables à l'investisseur (faible coût de la main d'œuvre et contraintes écologiques minimales)⁵. En matière d'émission de gaz à effet de serre, la mondialisation génératrice d'un énorme volume de transport supplémentaire du fait de l'éclatement des filières de production et de l'accroissement des distances entre producteurs et consommateurs, est par nature négative.

La relocalisation de l'économie est au contraire l'objectif à mettre en œuvre de toute urgence. Pour ce faire, les initiatives locales ou régionales ne suffiront pas. Il faut les accompagner d'un profond changement du contexte global de manière à les faciliter et à les stimuler.

L'Union européenne et sa dynamique libre-échangiste est en première ligne à cet égard. Le traité européen et les politiques qu'il induit sont imprégnés de l'objectif permanent de croissance économique et de compétitivité sur les marchés internationaux ; c'est une tout autre Europe dont les Européens et le monde entier ont besoin.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) dont les principes de fonctionnement donnent la primauté absolue à la liberté du commerce, est une machine de guerre contre l'environnement, les droits sociaux et la capacité de résilience des économies régionales. Il appartient à l'Union européenne de prendre l'initiative pour enfin subordonner les règles du commerce international aux priorités écologiques et sociales.

5 Eric Laurent : le scandale des délocalisations ; Plon, 2011

La transition : une démarche inégale et timide.

À la lecture du chapitre 11 consacré à la transition vers une économie durable, on ne peut qu'être frappé par la relative tiédeur et le caractère souvent peu concret de nombre de propositions.

- À propos des plafonds préconisés pour l'extraction des ressources rares et des émissions polluantes, l'auteur propose de mettre en place des mécanismes efficaces en vue d'atteindre ses objectifs (!). Rien n'est envisagé pour interdire ou, à tout le moins, dissuader les technologies intrinsèquement génératrices de nuisances irréversibles.
- Quant à la proposition de réforme fiscale pour la durabilité, elle cautionne les mécanismes les plus contestables (et manifestement inefficaces) du protocole de Kyoto : les échanges de quotas d'émissions et les mécanismes de flexibilité (p. 174).
- Au rayon des mesures visant à changer la logique sociale qui enferme les gens dans le consumérisme matérialiste, l'auteur se montre très inégal. Il propose très courageusement de partager le travail disponible, de lutter contre les inégalités systémiques (notamment par l'adoption d'un revenu maximum et d'un revenu minimum) et de créer des communautés sociales résilientes.

Mais quand il s'agit de démanteler la culture du consumérisme, il se montre bien timide. Si « l'obsolescence planifiée ou perçue est l'un des pires ravages de la société du gaspillage », il semble illogique que ce verdict ne s'accompagne d'aucune proposition. Pourquoi, par exemple, ne pas imposer par la loi à tous les producteurs de garantir pour une durée raisonnable et suffisamment longue le produit mis sur le marché ?

Pourquoi ne pas imposer la réparabilité de tous les équipements et en fin de compte leur possible recyclage ?

Ces critiques n'enlèvent rien aux mérites de l'auteur dont les prises de position et les analyses sont de nature à faire réfléchir les décideurs politiques et à alimenter un débat sur l'après croissance que les élites autoproclamées et, parmi elles, la plupart des économistes, refusent le plus souvent d'aborder.

PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE : COMME UN GOÛT DE TROP PEU

→PIERRE EYBEN

Militant écosocialiste, porte-parole
du PC Wallonie-Bruxelles

<http://pierre.eyben.be>

Si elle est parfois portée avec maladresse et par des troupes assez hétérodoxes, l'opposition au(x) mythe(s) de la croissance (le bonheur par l'opulence, la possibilité d'une croissance infinie sur une planète finie,...) constitue aujourd'hui un point d'ancrage important pour enrichir la pensée de toutes celles et ceux qui perçoivent la nécessité de remettre en cause le modèle capitaliste et plus globalement la logique productiviste.

Le présent ouvrage constitue assurément une pièce intéressante à la réflexion qui se fait jour. Il a notamment la qualité précieuse de tenter une analyse pluridisciplinaire très abordable. C'est là une qualité essentielle des penseurs « classiques » aujourd'hui trop souvent abandonnée. Ainsi imbriquée aux dimensions sociologiques, écologiques ou philosophiques de l'analyse, l'économie est salutairement (même si insuffisamment) remise à sa place.

Même si cela a déjà été fait dans de nombreux ouvrages, ce livre met utilement en débat les indicateurs économiques. Il comporte notamment une démonstration intéressante du découplage, passé un certain seuil de revenu, entre niveau de satisfaction des populations et augmentation du PIB. Parallèlement, c'est là une manière assez limpide de montrer que pour les pays plus pauvres (bien en dessous de ce seuil donc), le débat sur la (dé)croissance est non pertinent. On regrettera cependant qu'il n'aborde pas la question de la répartition

de cette richesse produite, aussi dans les pays (dits) riches, et notamment la baisse constante de la part des salaires dans la richesse produite. Tout en conservant un discours progressiste, l'auteur frise aussi parfois avec une vision caricaturale de la notion de progrès social le réduisant à une course à l'opulence matérielle. Congés payés, repos dominical, réduction légale du temps de travail, accès à des soins de santé, à l'éducation ou aux loisirs, les revendications sociales sont pourtant, et de longue date, axées sur des éléments de bien-être plus amples que la seule soif de possessions matérielles.

L'ouvrage comporte par ailleurs quelques fulgurances comme une analyse des émissions de CO₂ rapportée à la richesse produite qui a le mérite de mettre en lumière mieux que des chiffres absolus d'émission, la faible « décarbonisation » de l'activité économique ainsi que l'ampleur (un peu effrayante) de la révolution à accomplir si l'on souhaite éviter un chaos climatique.

Cependant c'est lorsque l'on passe des chapitres consacrés aux constats pour entrer dans les parties propositionnelles que l'on doit constater que ce livre comporte aussi des faiblesses importantes.

On notera par exemple la très faible place laissée au concept de diminution légale du temps de travail. Il s'agit pourtant d'une revendication centrale pour casser la logique actuelle et procéder à une plus juste redistribution des richesses produites, une revendication susceptible de coupler utilement amélioration des conditions de vie et rupture avec les dynamiques productivistes. L'élément central de la « réparation » du modèle économique que prône l'auteur est une transition vers des productions de service dématérialisées. Outre que le pays qui a le plus opté pour une économie de services, les USA, est actuellement le premier pollueur ce qui devrait inciter à la prudence sur les vertus automatiques de la transition vers une économie de services¹, la question qui surgit immédiatement à

¹ Il est piquant d'ailleurs de noter qu'en terme de services dématérialisés il s'agit notamment de la financiarisation de l'économie dont depuis 2008 on connaît mieux les impacts peu réjouissants.

l'esprit et à laquelle aucune solution n'est donnée est de savoir comment procéder. Comment convaincre les grands patrons du secteur pétrochimique, automobile ou de l'armement, les géants actuels de l'industrie « carbone », de se lancer dans la création de crèches ou l'aide aux personnes âgées ? Comment, sans démocratie dans la sphère économique, imposer cette transition nécessaire autrement que via un crash économique et écologique dont on n'est pas certain que l'humanité même pourra se relever ? Autre élément assez faible du livre, la question de la structuration de l'économie de production de biens. Là encore, des questions demeurent sans réponse. Sur quelle base passer d'une agro-industrie mondialisée grande utilisatrice des produits chimiques et de pétrole à une agriculture biologique relocalisée ? Comment gérer l'utilisation des ressources ? Quelle place donner à des concepts comme celui de planification écologique ? Bref, on aimerait que l'auteur s'attarde sur la façon dont il entend démocratiser et structurer la gestion des moyens de production et sur les moyens de mettre en place de véritables rapports de force pour atteindre cet objectif.

Plus globalement, l'auteur n'ose pas, on le lit très clairement dans le dernier chapitre de l'ouvrage, franchir le Rubicon de l'anticapitalisme. C'est d'autant plus frustrant qu'en s'attaquant assez sèchement au concept de capitalisme vert (le New Green Deal est judicieusement congédier) ou en prônant un rôle central pour les services publics, il met pourtant un pied dans l'eau. Sans doute était-elle encore un peu froide ?

La logique du profit et la volonté d'accumulation sont au cœur même de la course à la richesse produite actuelle et au gonflement sans précédent de notre économie. Pourtant, l'auteur n'aborde pas cette question et donne, défaut récurrent, une place trop grande à la question de la démarche individuelle dans la dérive consumériste. L'impact de la logique capitaliste sur l'explosion des inégalités

(l'accumulation se construit aussi sur des zones de privation) est également absent.

Et ce constat conduit à une autre grande déception concernant cet ouvrage. Si de nombreux penseurs marxistes intègrent aujourd’hui de plus en plus des éléments d’analyses post-marxistes prenant en compte la dimension environnementale, et l’on pensera ici à André Gorz, la réciproque n’est pas vraie, et on est souvent surpris de constater à quel point les ouvrages de penseurs écologistes passent à côté de concepts marxistes pourtant totalement en phase avec leur analyse. Comment par exemple, comme dans ce livre, aborder la question de l’utilité des productions sans utiliser la théorie marxiste sur la différenciation entre valeur d’échange et valeur d’usage ?

Outre l’extraordinaire machine de modelage des aspirations que constitue le capitalisme contemporain (le capitalisme du flux continu de contenus, du culte de la flexibilité de l’immédiateté et de l’individualisme, de la jouissance exacerbée des pulsions), l’apathie assez remarquable des populations, pourtant malmenées par les gouvernants, qu’il a bien fallu constater depuis 2008, puise notamment sa source dans la faiblesse d’un véritable projet alternatif, faiblesse bien décrite par le philosophe Alain Badiou. Reconstruire un véritable corpus idéologique, que je qualifie d’écocommuniste mais les mots sont ici un détail, capable de dessiner les contours d’un projet de société alternatif et d’emporter une adhésion populaire forte doit se faire sur des bases à la fois clairement anticapitalistes et intégrant, à niveau égal, les dimensions sociales et environnementales.

En conclusion, on souhaiterait que ce livre ne fasse pas l’économie d’une synthèse comprenant aussi une série d’outils d’analyses et de critique du système capitaliste, des outils issus du courant socialiste et qui demeurent d’une grande actualité et acuité pour sortir de la double impasse, sociale et environnementale dans laquelle nous sommes plongés.

PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE, UNE IDÉE QUI RESTE À DÉMONTRER

→PIERRE WUNSCH

Docteur en économie, Directeur à la Banque Nationale, ancien chef de cabinet du Ministre des Finances, ancien directeur à Electrabel en Marketing&Sales. L'auteur s'exprime ici à titre personnel

pierre.wunsch@ckfin.minfin.be

La thèse centrale du livre de Tim Jackson est assez simple : la poursuite de la croissance est incompatible avec le développement durable mais ce n'est pas grave puisque la richesse ne fait pas le bonheur. D'autres considérations de l'auteur sur la crise financière et la dépendance du modèle de croissance anglo-saxon à l'endettement risquent de perdre progressivement de leur actualité même si elles ont vraisemblablement contribué au succès de l'ouvrage.

Le mythe du découplage

Le point central du propos de Tim Jackson est que le découplage entre croissance et pression sur l'environnement relève du mythe. Si le découplage relatif, à savoir la baisse en intensité énergétique de la croissance est avéré, il ne serait pas suffisant pour conduire à un découplage absolu : « Dans le meilleur des cas – pour seulement deux pays –, on a pu observer une évolution de l'ordre d'une stabilisation

des besoins en ressources, en particulier depuis la fin des années 1980. Mais même cette donnée n'est pas totalement fiable car il est difficile d'identifier toutes les ressources dans les biens échangés » (p. 81). Il cite alors une étude suggérant que la baisse de 6% des émissions de CO₂ au Royaume-Uni de 1990 à 2004 correspond en réalité à une hausse de 11% si l'on tient compte des émissions contenues dans les échanges internationaux.

Sans être un spécialiste de la question, ce constat fort négatif apparaît en contradiction avec celui posé par l'EEA qui, dans son rapport 2010, indiquait : « ...the EU is well on track to achieve its 2020 reduction of 20% with domestic emission reductions only. [...] Despite possible short-term increases in European emissions subsequent to economic recovery, European Commission projections show that over the full commitment period 2008-2012 the EU-15' aggregated emissions will stay well below its Kyoto target with current policies in place »¹. En 2008, la majorité des états membres avaient déjà réduit leurs émissions à un niveau inférieur à l'objectif de Kyoto qui prévoit une réduction des émissions de 8% par rapport à 1990 à l'échelle européenne. Reste l'argument de Jackson sur la délocalisation des émissions. Notons à cet égard la situation atypique du Royaume-Uni qui connaît une désindustrialisation plus poussée que le reste du continent et un déficit très important de sa balance commerciale. Aussi, le secteur manufacturier au sens large représente dorénavant moins de 20% des émissions de CO₂ en Europe, dont une partie est non délocalisable. Il me semble donc difficile de renverser le constat général posé par l'EEA sur base d'un argument de délocalisation, même si des indications plus précises en la matière seraient les bienvenues.

La référence de Jackson aux travaux du Club de Rome, qui se seraient avérés « remarquablement exacts » (p.26), étonne aussi sachant que ceux-ci prédisaient erronément l'épuisement de nom-

¹ Tracking progress towards Kyoto and 2020 targets in Europe, EEA Report No 7/2010, Copenhagen, 2010, p.6.

breuses ressources naturelles pour la fin du siècle passé, sur la base d'extrapolation qui ne tenaient pas compte de la réaction des prix à la raréfaction de ces ressources. Il me semble que l'expérience du Club devrait au contraire nous rappeler que les tendances observées dans des environnements non contraints offrent peu d'indications fiables sur un avenir constraint. Cela ne veut certes pas dire que nous atteindrons naturellement un découplage absolu mais que l'extrapolation d'un passé sans tarification des GES ne peut servir de base pour prédire le comportement d'un monde où les coûts externes des émissions de GES seraient internalisés (au moyen du mécanisme d'échange européen ou de taxes et réglementations plus spécifiques).

Reste évidemment la question du niveau de prix nécessaire afin de réduire les émissions à un niveau acceptable et son impact sur la croissance. À cet égard, l'auteur fait un raccourci saisissant en reprenant les résultats de l'étude de PWC sur les coûts de réduction des émissions de GES de moitié d'ici à 2050 : « Donc, si les coûts représentaient réellement une baisse annuelle² de deux à trois pour cent du PIB, ils feraient en substance disparaître la croissance » (p. 92). Or, l'étude citée parlait bien d'un coût de 3% du PIB mondial d'ici à 2050, soit un impact sur la croissance de moins de 0,1% du PIB par an ! On est donc très loin d'une économie sans croissance ! Cette erreur n'épuise sans doute pas le débat mais jette un trouble sur la rigueur de l'auteur dont la « démonstration » apparaît au final très légère.

Quant à la manière dont la courbe environnementale de Kuznets est envoyée dans les roses, elle tient en un seul et unique paragraphe : « Mais cette relation ne tient, selon l'économiste Douglas Booth que pour les répercussions environnementales visibles, comme les fumées, la qualité de l'eau de rivière et les polluants acides. Et même pour ces polluants, la règle n'est pas uniformément valable. Quant aux indicateurs clés de qualité environnementale comme les émissions de carbone, l'extraction de ressources, la production

² Souligné par l'auteur de l'article.

de déchets municipaux et la disparition des espèces, elles n'existe simplement pas » (p. 85).

Cela me semble un peu maigre comme argument pour un sujet qui se trouve au centre des préoccupations de l'ouvrage, à savoir le lien entre croissance et pression sur l'environnement. A lire ce paragraphe, on en viendrait presque à regretter le smog londonien, les fleuves sans poissons, l'essence plombée et l'industrie lourde des pays communistes. Aussi, je me demande en quoi l'extraction des ressources ou la production de déchets municipaux sont en soi des indicateurs pertinents de la qualité de notre environnement sans tenir compte des efforts de recyclage qui y sont associés ou des émissions de CO₂ et d'autres polluants générés par l'incinération des déchets.

Vous l'aurez compris, Tim Jackson me fait l'impression de quelqu'un qui veut prouver son point et qui choisit pour ce faire les données qui servent sa cause en passant très rapidement sur les autres. Est-ce à dire que la question du découplage absolu est tranchée ? Vraisemblablement pas. Mais le livre de Jackson ne me convainc pas que la seule solution réside dans la fin de la croissance. Jusqu'à preuve du contraire, et c'est une bonne nouvelle, les coûts associés aux réductions de pollutions dans des domaines aussi variés que la qualité des eaux, les émissions de CFC et de particules fines, les pluies acides et même les émissions de CO₂ se sont avérés faibles à très faibles et certainement pas de nature à stopper la croissance.

L'appel de l'auteur pour « réexaminer les concepts de rentabilité et de productivité » (p. 146), « développer une nouvelle théorie macroéconomique orientée vers la durabilité » (p. 175) ou « pour soulever des questions difficiles concernant la propriété des actifs et le contrôle des excédents de ces actifs » (p. 177) me semble tenir soit d'un discours de gauche classique, soit offrir une lecture assez caricaturale de l'analyse économique en général et de l'économie publique en particulier.

Le fait que les externalités doivent être prises en compte dans les analyses coûts-bénéfices des projets d'investissements est connu depuis longtemps et suggère la mise en œuvre d'incitants appropriés qui peuvent prendre la forme de subsides, bonifications d'intérêts, taxes ou avantages fiscaux ; arsenal d'instruments du reste assez largement utilisé dans notre pays dans le domaine environnemental, sans mentionner le débat sur le green tax shift auquel je me rallie bien volontiers. En outre, le problème ne me semble pas tant la nécessité de développer une nouvelle théorie macroéconomique que d'enrichir les modèles existants sur la base d'analyses microéconomiques et d'études de cas portant sur les coûts de réduction des pollutions. En Belgique, une institution comme le Bureau fédéral du Plan s'y emploie d'ailleurs activement.

L'argent de fait pas le bonheur

Pour nous encourager à rejeter notre modèle de croissance, Tim Jackson nous rappelle le lien tenu entre richesse et bonheur et s'attaque de front au consumérisme débridé. Le débat est pour partie philosophique et l'ouvrage n'apporte pas grand-chose de neuf au-delà d'une revue engagée de la littérature. Il s'agit cependant d'un vrai sujet qui ne peut être simplement écarté sans autre forme de procès. Je me risque donc à quelques considérations personnelles.

D'abord, le graphique de la page 55 qui montre une relation faible entre revenu et bonheur à partir d'un PIB d'environ 15.000\$ me paraît en contradiction flagrante avec le constat selon lequel « La société de consommation semble courir droit au désastre » (p. 171). Il montre en effet qu'environ 90% des habitants des pays riches se déclarent heureux ou satisfaits. D'un point de vue méthodologique, une mesure plus discriminante eût sans doute été plus pertinente pour analyser la situation des pays riches (pourcentage des heureux ou des très heureux ?). Le même constat peut être fait, mutatis mutandis

pour les graphiques des pages suivantes. Je note d'ailleurs qu'une synthèse récente de cette même question de la relation entre richesse et bien-être dans un numéro récent de *The Economist* arrivait à des conclusions plus encourageantes sur le lien entre PIB et « satisfaction » (en ayant recours à une transformation logarithmique)³.

Reste que le constat selon lequel le bonheur est pour partie chose relative est difficilement contestable. La nature est ainsi faite que nous nous habituons aux bonnes choses. Et cela vaut malheureusement pour bien d'autres sujets que l'argent. D'où cette équation du bonheur comme fonction de la différence entre attentes et réalisations ou cette impression navrante d'une course éperdue vers un arc en ciel qui s'éloigne à mesure que l'on s'en approche. Mais où s'arrêter ? À Misère au borinage, au Christ s'est arrêté à Eboli, au PIB belge actuel ? Si le bonheur dépend des attentes, la manifestation récente en Belgique contre le blocage des salaires montre que nous ne sommes pas encore mûrs pour la fin de la croissance.

La référence aux « capacités » de Sen pose aussi la question du lien entre liberté et bonheur et donc entre choix et bonheur. En nous engageant dans la croissance, nous avons touché au fruit défendu du progrès technique et bâti une société où les « capacités » ont fortement augmenté au prix sans doute d'une plus grande angoisse existentielle face à un monde qui n'en finit pas de changer. D'où ces bouffées récurrentes de nostalgie envers des sociétés plus stables et traditionnelles auxquelles Tim Jackson n'échappe pas lorsqu'il stigmatise l'accroissement substantiel du taux de divorce (p.149). On n'est pas loin des craintes exprimées par les communautaristes. Pour le reste, je ne crois pas que notre monde politique soit tant obsédé que cela par la croissance. Les moyens publics sont majoritairement orientés vers des politiques sociales et les dépenses de soutien à l'activité économique sont devenues assez marginales.

³ « The rich, the poor and Bulgaria », *The Economist*, December 18th, 2010

Comment éviter que les individus soient « à la merci de la comparaison sociale » (p. 108) ? Jackson offre en réalité peu de réponses crédibles à cette question. On lui sent l'envie d'interdire une série de choses qu'il n'aime pas, couplée à une référence aux « communautés intentionnelles » dont il admet qu'elles restent très marginales (pp. 153-154). L'analyse de Jackson revient en fait à dire que les gens ne savent pas ce qui est bon pour eux et qu'ils sont victimes d'une société qui leur impose des normes inadéquates. Mais qui, et de quel droit, devrait imposer aux autres des comportements plus conformes au bonheur ? Faut-il supprimer la honte en interdisant les différences ou en apprenant à assumer ses choix de vie ? Et s'il faut interdire les différences, lesquelles ? Pourquoi se limiter à la richesse et ne pas aussi interdire la honte causée par les plus beaux, les plus intelligents ou les plus populaires ?

Jackson tend aussi à oublier que nous vivons dans des économies mixtes où la moitié du PIB est déjà soustraite au « libre arbitre du marché » pour être affectée démocratiquement sous diverses formes de dépenses publiques. En Wallonie, les dépenses primaires atteignent même deux-tiers du PRB et, avec 47% de l'emploi salarié, la Région bénéficie sans doute de l'un des plus hauts taux d'emploi non-marchand des pays de l'OCDE⁴. Selon les conceptions jacksoniennes, nous devrions sans doute approcher le bonheur absolu !

Pour conclure, je voudrais encore souligner un problème plus général dans l'approche de Jackson et de nombreux critiques du modèle libéral d'économie de marché : ils comparent un monde perfectible à une utopie dont ils rêvent mais dont ils ne peuvent offrir aucune concrétisation pertinente hic et nunc. Or, une société sans croissance n'est pas assurée de devenir le paradis égalitaire de Jackson. Elle pourrait tout aussi bien tourner à la dictature écologico-communiste ou se traduire par un « grand bon en arrière » vers des communautés archaïques. Après tout, si le problème est que les gens

⁴ Voir www.ces-ulg.be

cherchent avant tout à se distinguer de leurs voisins, revenir à un jeu à somme nulle risque d'exacerber les comportements corporatistes, la recherche de rentes de situations et le développement de nouvelles hiérarchies sociales. Il nous faut donc d'abord un homme nouveau ! Or, un homme nouveau et la fin de la croissance, cela ressemble fort au communisme (utopique pour le premier argument, réel pour le second).

OUVRIR L'HORIZON

→ISABELLE IRIGOIN , DELPHINE MASSET, GAUTHIER MOGENET.¹
Membres d'ecoloj Bruxelles.

piloute22@hotmail.com
deph_bond@hotmail.com
gauthier.mogenet@hotmail.com

Depuis 2009, Ecolo J Bruxelles s'intéresse à la question de la croissance économique et de sa pérennité dans nos sociétés occidentales. Au travers de réflexions communes ou de conférences, les jeunes écologistes ont été plusieurs fois amenés à penser la « prospérité sans croissance ». Les travaux de Tim Jackson sont devenus des piliers incontournables dans l'amorce de ce le débat.

Aujourd’hui, nous voulons profiter de la tribune qui nous est accordée pour partager les sentiments de jeunes vis-à-vis de la société contemporaine mais aussi pour montrer à quel point un penseur comme Tim Jackson constitue un espoir et une alternative pour notre génération.

Nés dans une époque de crises et de vide idéologique, nous, jeunes écologistes, savons que si nous devons faire le deuil de la vision progressiste de la modernité et si, face à ce constat, il nous est parfois difficile de ne pas succomber à l’abattement général, il nous est aussi accordé d’être cette génération charnière qui pourra ouvrir à un autre monde.

¹ Avec la relecture de Maïté Bo dart et de Ro main Leloup

Pourquoi ce ressenti ? Aujourd’hui, beaucoup d’entre nous ne peuvent s’empêcher de se vivre comme la trace d’une génération déchue qui a vécu dans l’opulence et qui a cru en une bienheureuse évolution de l’homme, confortable grâce à la technique, stable et assurée grâce à l’accumulation capitaliste. Comme beaucoup, nous aspirons à un autre monde, un monde à taille humaine où un rapport de proximité pourrait être entretenu avec les êtres et les choses, où il serait possible de retrouver la valeur des objets qui nous entourent et d’assurer un avenir désirable à nos enfants.

Cependant, si nous prenons de la distance pour partie vis-à-vis de la vie de labeur polie et bien rangée, l’espérance et la réussite dans l’accumulation de nos parents, si en opposition à cela nous aspirons à une vie plus simple et plus juste, nous ne savons pas toujours comment faire et s’il nous est permis d’espérer, tant les voies d’avenir semblent bouchées et le contrôle du régime marchand total.

Alors que les diverses crises sociales, aussi violentes qu’elles aient été, n’ont jamais hypothéqué l’avenir général des hommes, la crise écologique apparaît, elle, comme la première crise dont peut-être nous ne reviendrons pas. Plus que la nécessité de faire le deuil d’une idéologie comme cela a souvent été le cas au travers des diverses guerres et secousses sociales, il nous faut envisager aujourd’hui de devoir faire le deuil de l’humanité. Pour une génération sans vraie croyance ni grand espoir, c’est un problème de grande envergure !

Tim Jackson nous transmet un constat implacable² qui pose la nécessité de réduire notre consommation énergétique de 5%/an pendant 40 années. Ceci constituant une approximation minimale des efforts à fournir pour que la température estimée en l’an 2050 ne soit pas supérieure de plus de 2° (en moyenne) par rapport à celle mesurée au XXème siècle. De manière métaphorique, si Al Gore

² Jackson Tim, Prospérité sans croissance, Etopia / De Boeck, Bruxelles, p86-90.

nous disait que notre terre est malade dans son documentaire « Une vérité qui dérange », Tim Jackson rajoute que sa maladie est grave. Cependant, même si des modifications climatiques sont quasi inéluctables, toute forme de renoncement ne constitue pas une option. Aujourd’hui, citoyens et élites politiques et économiques ne peuvent plus éviter ni le discours, ni la réflexion autour de la finitude de nos ressources et des nuisances multiforme de notre modèle qui modifiera en profondeur notre mode de vie et notre rapport à la nature.

Si les meilleures choses résultent parfois des pires catastrophes (ne dit-on pas que l’Europe et son rôle dans le maintien de la paix résultent de la deuxième guerre mondiale ?), il n’est pas toujours simple de dégager des solutions claires de la confusion qui règne actuellement.

Tim Jackson est dans ce cadre une alternative à la confusion contemporaine, au vide idéologique et au fatalisme ambiant.

Cependant, nous ne réclamons pas un père pour renaître dans son autorité. Nous connaissons assez bien les dérives auxquelles mènent la plupart des idéologies. Nous savons qu’un dévouement total pour une cause affaiblit la lucidité. La grande force du livre de Tim Jackson est, sans offrir de solution tout faite, d’installer la réflexion et le questionnement chez son lecteur, lui laissant la paternité de ses conclusions.

Nous savons que la voie à suivre ne sera pas celle qui nous sera toute tracée par les courants d’intellectuels qui aujourd’hui s’attellent à penser « un autre monde ». Ainsi, nous savons qu’il faudra tenir un équilibre, garder une autonomie parmi ces différentes propositions. Néanmoins, celles-ci sonnent bien pour nous comme un souffle nouveau dont la fraîche impertinence et le décalage face à l’opposition fruste entre gauche et droite nous semble salvateur.

Tim Jackson fait partie de ces penseurs dont nous avons besoin pour envisager notre vécu sous un autre angle, avec un regard plus confiant et ambitieux. Face au constat d'une vie déletére où l'évidence d'un avenir meilleur n'est plus assuré et où le progrès tant espéré n'a pas tenu ses promesses, face à l'existence d'une époque rythmée par la fragmentation des communautés de valeurs et l'éclatement du lien social, nous, jeunes, pensons qu'il est encore permis de croire en un idéal. Certes, cet idéal ne pourra pas prétendre à une forme de certitude et à l'univocité d'une vérité, mais nous l'envisageons néanmoins comme un sujet de réflexion nous inspirant pour l'avenir...

Face à une société qui s'est construite avec le progrès comme cadre structurant et l'accumulation de biens comme indicateur de bonheur, nous, jeunes, faisons le constat de son échec. Nous n'en sommes pas désespérés pour autant. L'avenir est devant nous et nous sommes l'avenir.

Ainsi, construire une nouvelle société plus soutenable et équitable ne sera permis qu'une fois dépassé le déficit d'espoir qui habite certains d'entre nous. Or c'est bien ce que nous propose aujourd'hui Tim Jackson. Il ne faut pas négliger la nécessité, pour chacun d'entre nous, d'avoir un projet pour s'engager dans la vie, d'avoir, pour s'investir, un horizon d'espérance, une perspective qui dégage des possibilités. Si Tim Jackson n'est pas le premier à avoir amorcé un tel virage, il est certainement le premier à avoir eu une légitimité et une incidence politique aussi forte. Que son analyse prenne pied dans les arènes politiques du gouvernement britannique n'est pas anodin. Cet évènement est symptomatique d'une reconnaissance grandissante envers une déconstruction de nos modèles de développement, dans les sphères de pouvoir.

Un horizon s'ouvre donc. Mais concrètement où concentrer notre énergie ?

Au-delà des multiples initiatives que nous connaissons tous, c'est-à-dire au-delà des tentatives fondamentales de regroupement, de vie en collectivité, de création de réseaux de solidarité et d'échange, nous pensons qu'il s'agirait surtout d'utiliser et concentrer nos énergies à repérer nos alliés plutôt qu'à fustiger nos ennemis. Il s'avère en fait que les autres tenants du système partagent un même désir: celui de laisser à nos enfants un monde meilleur. Certes, si tout tient dans la conception que l'on se fait du « monde meilleur », il nous semble cependant important de reconnaître cette envie commune, sous peine d'être condamné à l'opposition stérile. Dans une Belgique sclérosée par le repli communautaire, il serait primordial d'éviter de nouvelles enclaves idéologiques qui feraient barrières à des possibles actions collectives. Ainsi, il s'agirait de catalyser et de mutualiser nos forces.

Par ailleurs, outre ces solutions ou encore le témoignage d'alternatives concrètes comme celle du maire de la commune de Beckerich³, outre, aussi, les apports de penseurs comme Tim Jackson, nous pensons qu'il serait pertinent d'intégrer la dimension artistique comme voie d'exploration de l'avenir.

En effet, comme expression rêvée de l'espoir et du désir, cette dimension devrait avoir une place de choix dans le processus de transition. Nous sommes amenés à remettre fondamentalement en cause nos manières de vivre. C'est un virage plus difficile à réaliser que les écologistes eux-mêmes ne l'imaginent. Comme le disait Einstein, « on ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré ». Or, nous sommes bien prisonniers de ces systèmes de pensée. L'art sous toutes ses formes peut être une voie pour nous en défaire. En effet, si nous voulons créer ici une prospérité sans

³ Commune qui poursuit la voie de l'autonomie énergétique au travers de modes de décisions participatifs et qu'Ecolo J visita en octobre 2010.

croissance, cette nouvelle prospérité ne pourra venir que de ce que notre esprit peut imaginer. Pour changer une réalité, il faut d'abord pouvoir en visualiser d'autres futurs.

Cette diffusion des idées au travers d'une temporalité longue peut être illustrée par le cas de Friedrich Hayek, philosophe américain et fondateur du système dit « néo-libéral » actuel. Alors que celui-ci a commencé à diffuser ses thèses en 1930, son idéologie ne s'est imposée comme véritable modèle de société que 40 ans plus tard. On le voit, il a fallu plus d'une génération et la faillite du système keynésien pour qu'un mode de pensée, raillé dans les années 30, devienne la « seule issue possible » dans les années 80. Comme on le constate dans cet exemple, le travail de construction idéologique peut difficilement être réalisé par le pouvoir politique. De tout temps, il a essentiellement été demandé à nos mandants de prendre des décisions.

Quant aux services « prospective » au sein de grandes entreprises multinationales, des institutions nationales, fédérales (et fédérées) et au sein même des partis politiques, leurs missions les assignent souvent à rester dans le plausible. Le mot « utopie » ne les concerne que très peu.

Les artistes, de par leur fonction, peuvent se libérer de cette condition de plausibilité.

Face aux créations artistiques modernes qui souvent donnent une vision pessimiste de nos sociétés futures, l'artiste Luc Schuiten a ainsi voulu dessiner un futur enviable basé autour de l'idée d'archiborescence⁴. De leur côté, les artistes présents au sein de la Plateforme « pas en notre nom » n'ont misé que sur le même procédé. Au travers de leurs propositions artistiques, ils ont voulu ouvrir les possibles.

⁴ Concept urbanistique utilisant principalement comme inspiration toute forme d'organismes vivants. Voir sur <http://vegetalcity.net/>

Ainsi, le simple fait d'oser peindre, dessiner, écrire une utopie nous permet de visualiser un futur.

Par ailleurs, les artistes sont, par leur pratique, les premiers à avoir amorcé un décalage quant à la possibilité d'une pleine maîtrise du monde. Franz Liszt dénonçait déjà à son époque cette volonté de maîtrise qui nous a trop souvent é conduits. Il annonçait en même temps la spécificité du rôle social de l'artiste : « L'artiste vit aujourd'hui en dehors de la communauté sociale car l'élément poétique, c'est-à-dire l'élément religieux de l'humanité, a disparu des gouvernements modernes ». Qu'auraient-ils à faire d'un artiste ou d'un poète, ceux qui croient résoudre le problème de la félicité humaine par l'accroissement illimité de l'industrie et de l'égoïste bien-être ?

AUTOUR DE TIM JACKSON, INVENTER LA PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE ?

CONTREPOINTS

DEAR TIM JACKSON...

→ISABELLE CASSIERS

Professeur d'économie à l'UCL et chercheur qualifié au FNRS. Discours prononcé à l'occasion de la remise du titre de docteur *honoris causa* à Tim Jackson par l'UCL le 2 février 2011. Philippe Baret et Isabelle Cassiers étaient les parrains de Tim Jackson à cette occasion.

isabelle.cassiers@uclouvain.be
philippe.baret@uclouvain.be

Dear Tim Jackson,

Vous êtes *British*, vous avez de l'humour, vous me pardonnerez de vous comparer à Edouard, le pithécanthrope visionnaire, *The Evolution Man*.

Vous connaissez, *I presume*, Edouard, le héros du roman désopilant de votre compatriote Roy Lewis, traduit en français sous le titre étrange de *Pourquoi j'ai mangé mon père*.

Il était une fois, il y a quelque 400 000 ans, une sorte de scientifique et philosophe nommé Edouard, qui **pensait autrement**. Il poussait sa horde vers le changement de comportement.

Domestiquer le feu.

Tailler la pierre.

Risquer la chasse.

Imaginer l'art.

Chercher femme hors du clan.

Découvrir *l'amour*.

En un mot, Edouard conduit notre espèce de l'*Homo erectus* à l'*Homo sapiens*.

Sur sa route, cependant, que d'obstacles !

Le moindre n'est pas la résistance de l'oncle Vania, hominidé arboricole.

Grand singe il est, grand singe il prétend rester.

Pour lui, hors des arbres, pas de salut.

Aux innovations d'Edouard, qu'il juge sacrilèges ou utopiques, il oppose inlassablement son slogan : « *back to the trees!* ».

Comment convaincre Vania de descendre de l'arbre pour oser le progrès de l'humanité ?

En quoi ressemblez-vous à Edouard, cher Tim Jackson ?

Vous regardez vers l'avenir, vous bousculez les résistances, vous invitez l'*Homo sapiens sapiens* du XXI^e siècle à descendre d'un autre arbre : celui d'une obsession de la croissance économique qui cache la forêt des aspirations humaines plus profondes.

Vous le faites non pas pour repartir en arrière ou nier les progrès des siècles passés, mais pour aller de l'avant.

Vos recherches scientifiques désignent en effet l'impossibilité écologique d'un *business as usual*.

Elles suggèrent que, pour le genre humain, la question (formulée dans la langue de Shakespeare) pourrait bien devenir : « *To be or not to be?* ».

Car tel Hamlet, l'humanité procrastine.

Nous savons, mais nous n'agissons pas.

Quel spectre viendra nous tirer de notre arbre ?

Bien sûr, vous n'êtes ni le premier ni le seul à lancer l'alerte.

Votre Rapport de 2009 pour la *Commission britannique du développement durable*, traduit depuis lors en onze langues - en français sous le titre « Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable » - s'inscrit dans une longue lignée de travaux scientifiques qui nous exhortent à infléchir notre trajectoire de développement.

À cet édifice collectif vous apportez vos talents et vos mérites propres. Ils sont nombreux, je ne pourrai les citer tous. J'en retiendrai trois.

En premier lieu la multidisciplinarité que vous incarnez d'une manière étonnante.

Diplômé en physique, en mathématiques et en philosophie, c'est en qualité de Commissaire économique que vous êtes appelé à la Commission du développement durable. Et le centre de recherches que vous dirigez à l'université de Surrey accorde une large place à la psychologie, à la sociologie et aux sciences politiques, puisqu'il fut créé pour analyser les liens entre les modes de vie, les valeurs sociétales et l'environnement et pour formuler sur cette base des recommandations politiques.

Le physicien en vous aligne les chiffres implacables par lesquels nos consciences sont saisies.

Le mathématicien s'attache à la cohérence d'ensemble d'un projet alternatif.

Et c'est le philosophe qui s'adresse à notre meilleure part, celle qui est encore capable d'espérer, de se transformer, de se diriger vers l'*Homo ethicus*.

Car votre deuxième talent est un optimisme radical, non pas l'optimisme béat de ceux qui nient les évidences, mais celui de l'être humain en marche, aussi courageusement que le pithécanthrope Edouard.

Aux oncles Vania qui vous traitent d'utopiste, vous répondez que nous n'avons pas d'autre choix, et vous poursuivez votre marche, en compagnie de plus en plus nombreuse.

D'où vous vient cette force humble ?

Peut-être d'une expérience fondatrice, ce « revirement de l'âme tout entière » par lequel Platon nous invite à sortir de notre caverne, sorte d'illumination qui éclaire l'œuvre des grands scientifiques et la vie des sages.

Elle vous vient aussi de la liberté de penser autrement.

Et de l'enthousiasme que suscitent vos réflexions, notamment chez les jeunes, et en tout premier lieu chez vos propres étudiants.

Votre troisième talent, cher Tim Jackson, est en effet de transmettre, de communiquer, de fédérer. Solidement ancré dans votre métier universitaire, vous vous adressez néanmoins à tous, avec d'autant plus d'aisance que vous êtes aussi écrivain, auteur de pièces de théâtre et de séries télévisées primées. Vous avez réjoui les téléspectateurs de la BBC avec « *The Ethical Man* » qui simultanément pétille d'humour, délassé, et incite à une révision radicale des comportements individuels et collectifs.

Vous êtes un passeur, vous transmettez l'espoir, en nous rappelant que « Prospérité » vient du latin *pro* et *spes* et signifie littéralement : conforme à nos espérances.

RECONNAÎTRE LA PROFONDEUR DE LA NATURE HUMAINE

→TIM JACKSON

Discours prononcé à l'occasion du
doctorat honoris causa décerné par l'UCL
le 11 février 2011 à Tim Jackson.

Avant toute chose, laissez-moi tout simplement vous remercier. À vrai dire, je me demande comment je suis arrivé ici. Je ne suis qu'un 'British' aux souliers peu convenables, qui passe trop de temps dans les cafés.

Au mieux suis-je une sorte de non-conformiste, un académique par accident, qui a tendance à semer la pagaille. Je ne vais pas vous parler de l'accueil qui m'a été réservé en Angleterre quand j'ai osé, pour la première fois, parler de 'Prospérité sans Croissance'. Ni du coup de fil que j'ai reçu un vendredi soir d'une personnalité politique dont je tairai le nom, représentant un ministère que je ne nommerai pas non plus, me disant que le numéro 10 – d'une rue londonienne anonyme - 'est devenu littéralement dingue'. Et tout cela à cause de moi? Ce n'est pas tout à fait le genre de carrière que mes parents imaginaient pour moi.

Mais aujourd'hui, chose extraordinaire, une des universités les plus anciennes - et certainement la plus avisée - d'Europe honore quelqu'un qui a osé poser la question la plus évidente qui soit: comment est-il possible pour notre économie de croître à l'infini – tandis que les ressources de notre planète sont si péniblement limitées?

C'est une question fascinante pour différentes raisons. Tout d'abord, parce que beaucoup de monde préférerait qu'elle ne soit pas posée. Mais aussi parce que l'on débute le parcours avec une question très simple qui traite de physique et d'écologie... Et on finit par explorer l'essence même de l'être humain.

Laissez-moi vous guider le long d'un petit bout de ce parcours. Imaginez, pour un instant, un monde peuplé de neuf milliards d'habitants, aspirant tous à un niveau de salaire occidental, croissant à du deux pour cent par an. Dans un tel monde, le seul moyen d'avoir une quelconque chance de transmettre à nos enfants une planète habitable est de réduire de cent trente fois l'intensité en carbone de l'activité économique durant les quarante prochaines années. Croire à la réalisation d'un tel scénario, c'est croire par-dessus tout au pouvoir quasi magique de la technologie.

La question pour moi n'est pas tant de savoir si cela est technologiquement réalisable. Mais plutôt si la société dans laquelle nous vivons peut atteindre ce niveau de transformation. Car une société qui se fonde sur la croissance nécessite une multitude de consommateurs dépendants de biens nouveaux, prêts à emprunter et à dépenser- quitte à hypothéquer leur situation financière future si telle est la condition pour continuer à acheter.

Et soyons honnêtes, il est assez facile de repérer ces gens. Ils sont assis ici-même et maintenant. Parce que les biens nouveaux jouent un rôle absolument central dans nos vies à nous. À travers eux, nous nous racontons des histoires décrivant combien nous sommes importants. La nouveauté signifie le progrès. Elle signifie l'espoir. Un monde plus radieux, plus étincelant pour nos enfants et leurs enfants. Nous sommes exactement les personnes dont le système a besoin pour poursuivre la parade.

Et si, comme en période de récession, par exemple, le système stagne ou même chancèle, alors une foule d'agents publicitaires, de vendeurs, d'investisseurs et de politiques, aussi rusés les uns que les autres, sont là pour nous rappeler à l'ordre.

Pour nous persuader, en termes très simples, de dépenser l'argent qu'on n'a pas pour acquérir des choses dont on n'a pas besoin afin de créer des impressions qui ne durent pas sur des personnes qui ne nous importent en rien.

Mais avant de nous livrer au désespoir, cela vaut la peine de se demander si cette dynamique de consommation sert réellement nos aspirations propres en tant qu'êtres humains. S'agit-il là de l'immuable nature humaine à la recherche de son propre plaisir ou d'une pathologie qui est la conséquence d'une économie tournée trop vers le profit, nous menant à des comportements destructeurs ?

Admettons toute de suite qu'il y a une part de la nature humaine qui est profondément matérialiste. Et que cette part de la nature humaine a une soif persistante de nouveauté. Mais cela signifie-t-il que l'hédonisme, la recherche individualiste du plaisir est vraiment ce à quoi se réduit la nature humaine ?

Y-a-t-il ne fut-ce qu'un seul des modèles du psychisme humain qui se limite aux forces d'un matérialisme égoïste ?

S'il y en a un, il n'est certainement pas l'œuvre ni des psychologues ni des psychiatres. Il n'est pas sûrement approuvé par les docteurs, les infirmières, les travailleurs sociaux. Ou encore par les mères, les pères, les amants. Ni l'art, ni la musique, ni la littérature n'en font assurément pas l'éloge. Il n'est le cœur d'aucun enseignement religieux, quel qu'il soit.

Il n'a pas été inscrit sur des tablettes de pierre par Moïse descendu de la montagne.

Il suffit de regarder autour de vous. De demander aux gens ce qui a de l'importance pour eux. Je ne suis pas en train de suggérer que nous sommes tous des Saints. Ce serait ridicule. Mais la seule preuve nécessaire pour rejeter la proposition que tous les cygnes sont blancs est de trouver un cygne noir.

La seule preuve nécessaire pour rejeter la proposition que nous sommes tous des consommateurs individualistes, c'est un seul individu désintéressé qui passe sa vie entière à se dévouer aux pauvres et aux malades. Une seule entreprise innovante qui destine quatre vingt pour cent de ses profits à la protection des forêts tropicales. Ou une fillette de dix ans, troublée par le matérialisme de Noël, apportant à son père une poignée de cadeaux et lui demandant : 'pourrais-tu s'il te plaît les donner à des enfants qui n'ont rien ?'. C'est le cas de ma fille. Mon petit cygne noir. Mais je suis persuadé que vous n'aurez aucun mal à fournir vos propres exemples. Réfuter le modèle d'une nature humaine dont le fondement est la recherche intéressée du plaisir est ridiculement facile. Dès lors, d'où peut bien provenir un tel modèle ?

Et bien, ce modèle provient hélas de la pensée économique dominante. L'individu égoïste est le modèle de l'humanité, encodé au cœur de la science économique moderne. Baignés dans la croyance erronée que ce type de comportement humain concourt à l'intérêt général, nous avons créé toute une gamme d'institutions pour aider chacun de nous à devenir précisément ce type d'individu.

Et la triste vérité, c'est que ces institutions sont en train de miner une autre part de nous qui est tout aussi importante. Qui est plus importante.

On a oublié qu'en même temps que d'être égoïstes, nous sommes aussi altruistes. Que si nous avons soif de nouveauté, nous sommes aussi sensibles à la tradition. Et que nos âmes, bien qu'en quête perpétuelle d'occupations belliqueuses, ont aussi besoin de réflexion et de paix.

En conclusion, il ne s'agit pas de changer la nature humaine mais de reconnaître sa profondeur. Et de construire des institutions qui protègent cette profondeur, une économie capable d'engendrer une prospérité partagée au sein d'une planète limitée.

La prospérité - dans tous les sens du terme - transcende les préoccupations matérielles. Elle réside dans notre amour pour nos familles, dans notre soutien à nos amis, dans notre aptitude à participer pleinement à la vie de notre société, dans la signification et la raison d'être que nous attachons à nos vies. Le défi pour nos sociétés est de créer les conditions qui rendent cela possible.

AUTOUR DE TIM JACKSON, INVENTER LA PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE ?

DIALOGUES À PROPOS DE L'ACTION POLITIQUE

LA « PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE » : CHANGEMENT DE PARADIGME OU OPÉRATION DE COMMUNICATION ?

→MOUVEMENT POLITIQUE DES OBJECTEURS DE CROISSANCE

Lettre ouverte adressée à Ecolo et Etopia à l'occasion des Rencontres des Nouveaux Mondes, organisées ce printemps par Etopia et intitulée "Réinventer une prospérité sans croissance"

info@objecteursdecroissance.be

25 février

Etopia parle de prospérité sans croissance

Depuis le mois d'octobre 2010, Etopia, le « Centre d'animation et de recherche en écologie politique » associé à Ecolo, réalise une action de sensibilisation et de réflexion autour du travail de Tim Jackson sur la « prospérité sans croissance ».

Un travail salutaire, dans la mesure où Tim Jackson propose un certain nombre de réflexions et de données qui prouvent que les politiques de « développement durable » sont très insuffisantes et ne permettent pas de sortir de l'impasse dans laquelle nous plonge notre mode de développement basé sur le productivisme et la croissance infinie.

En remettant en cause l'idéologie de « la croissance », Tim Jackson réalise un travail utile. A vrai dire le travail de critique de la croissance est réalisé depuis longtemps, mais Tim Jackson l'a porté dans des cénacles officiels (la commission du développement durable du Gouvernement du Royaume-Uni), et a compilé des données récentes, ce qui a donné un écho particulier à ses travaux.

Le caractère très « officiel » de ce rapport explique sans doute aussi, pour une part au moins, que les pistes que propose l'auteur n'ailent pas au fond du problème et ne s'extraient pas complètement de l'idéologie de la croissance : Qu'en est-il par exemple de la nécessaire décroissance de la production et de la consommation là où les seuils écologiques sont dépassés (c'est le cas en Belgique) ? Suffit-il de dire que « la décroissance est instable », comme l'affirme Tim Jackson ? Quid des rapports de forces propres à la société capitaliste dans laquelle nous vivons ? Comment faire changer les entreprises les plus destructrices de l'environnement et les plus injustes socialement, qui sont aussi souvent les plus puissantes, qui orientent de très larges pans de l'économie et influent en profondeur sur le processus démocratique ? Peut-on réellement sortir de la croissance économique tout en mettant l'entreprise au cœur du nouveau modèle économique proposé ?

La « prospérité sans croissance » est un questionnement utile du système intenable actuel. Les pistes proposées sont malheureusement insuffisantes et abordent peu les problèmes politiques qui empêchent la transition vers une société juste et soutenable.

Le travail réalisé par Etopia, centre de recherche du parti Ecolo, à propos de la « prospérité sans croissance » est néanmoins louable et appréciable. Ce faisant, une réflexion est menée qui pourrait contribuer à faire avancer ce parti et la société vers des solutions pour sortir de l'impasse de la croissance et du productivisme. Cependant, Etopia n'est pas tout Ecolo, et le travail de sensibilisation et d'éducation du

Centre d'animation et de recherche en écologie politique n'est pas le travail politique du parti Ecolo.

Si Etopia organise des conférences et ateliers sur la prospérité sans croissance, Ecolo inscrit encore sa politique dans le système et l'idéologie de la croissance et du productivisme. Voici quelques exemples parmi d'autres :

Ecolo vote pour la croissance du PIB

Le traité de Lisbonne :

Le traité de Lisbonne remplace entre autres l'article 2 du traité sur l'Union Européenne en y insérant notamment le passage suivant : (...) 3. L'Union établit un marché intérieur. Elle œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. Elle promeut le progrès scientifique et technique. (...)

Ecolo a voté pour, et ce faisant a appuyé de facto une organisation de l'Europe basée sur la croissance, le « développement durable » et la compétitivité. Ce traité constitue le socle politique européen actuel, il a une influence directe et majeure sur les états membres, dont bien sûr la Belgique. Il est fondamentalement orienté vers la croissance économique et la compétitivité.

Déclaration de politique régionale Wallonne 2009-2014

Intitulée « Une énergie partagée pour une société durable, humaine et solidaire », cette Déclaration constitue l'accord et la ligne politique du Gouvernement Wallon actuel auquel Ecolo participe, avec le PS et le cdH qui sont ouvertement en faveur de la croissance économique.

On lit notamment dans cette déclaration : « Les partenaires veulent porter un projet permettant la croissance soutenable, équitable et humaine de notre Région. » (p.18) ... « Le « capital humain » constitue la finalité de tout projet politique. Il s'impose aussi comme le facteur essentiel de l'épanouissement de la personne et d'une croissance soutenable et équilibrée de l'économie moderne. » (p.19)

Le « plan Marshall 2.vert » prévoit, quant à lui dans sa première mesure, l'objectif de « Soutenir la croissance des entreprises », sans distinction entre les différentes activités.

La croissance et le productivisme sont donc au cœur de la politique gouvernementale d'Ecolo à la Région Wallonne. Que la « croissance » soit affublée d'adjectifs rassurants comme « soutenable », « équitable » ou autre ne fait pas de différence sur l'orientation générale du modèle, ce qu'indiquent d'ailleurs clairement les travaux de Tim Jackson.

Déclaration de politique régionale Bruxelloise 2009-2014

La déclaration de politique régionale Bruxelloise est quant à elle intitulée « Un développement régional durable au service des Bruxellois ». Elle lie les partis présents au gouvernement auquel participe Ecolo-Groen avec le PS, le cdH, le CD&V, et l'Open VLD, quatre partis ouvertement en faveur de la croissance économique.

On lit notamment dans cette déclaration que « Le Gouvernement réunira sans délais les partenaires sociaux afin d'élaborer un Pacte de Croissance Urbaine Durable », p. 8.

Comme au gouvernement wallon, Ecolo, ainsi que son partenaire de groupe à la chambre Groen, se profile pour la « croissance ».

Un manque de clarté du programme d'Ecolo à propos de la croissance et du productivisme

Ecolo est un parti « traditionnel » selon le mot d'Olivier Deleuze dans La Libre Belgique du 25 septembre 2010. Là où effectivement Ecolo participe au gouvernement, c'est à dire à la Région Wallonne et à la Région Bruxelloise, il a conclu des accords avec des partis qui sont ouvertement en faveur de la croissance économique et qui défendent des politiques basées sur l'augmentation perpétuelle de la production.

De manière générale, on observe un manque de clarté dans l'orientation politique d'Ecolo sur les questions cruciales abordées par Etopia, à la suite de Tim Jackson. Ainsi, les violentes secousses financières de 2007 et 2008 et leurs conséquences économiques, sociales et environnementales majeures n'ont pas donné lieu à un changement programmatique d'Ecolo.

Alors que la faillite du système « croissantiste » et productiviste est chaque jour plus visible, Ecolo maintient la ligne qui est la sienne, celle du « développement durable » basé sur la croissance du PIB.

La divergence entre le discours d'Etopia d'une part et les actes d'Ecolo d'autre part pose donc question.

Être ou paraître ? Les actes ont la parole

Etopia « met le paquet » sur la prospérité sans croissance, c'est une bonne nouvelle. Ecolo se définit pour sa part comme un parti traditionnel et vote pour la croissance.

Le parti Ecolo va-t-il réaliser un virage politique et se (ré)orienter vers une écologie politique qui rompt avec le productivisme et la croissance ?

Ou bien le travail réalisé par Etopia a-t-il pour fonction d'occuper les esprits des militants qui comprennent de plus en plus que le « développement durable » est un piège, sans pour autant prendre le risque de changer de politique ? Est-ce que parler de « prospérité sans croissance » est une manière d'éviter la nécessaire décroissance de la production et de la consommation en Belgique, au moment où l'objection de croissance prend pied partout en Europe et notamment en Communauté française ?

Une seule façon de le savoir : scruter les choix politiques que réalisent les mandataires Ecolo dans les semaines, mois et années à venir.

Pour combler le fossé entre les espoirs de « prospérité sans croissance » et le développement durable de la croissance, il faudrait par exemple qu'Ecolo déclare publiquement et ouvertement qu'il change de cap et prend la voie de l'antiproductivisme, dénonce le dogme et le système de la croissance économique, ne vote plus de lois et règlements favorables au productivisme aveugle, propose des voies de transition pour sortir de l'ornière productiviste et croissantiste.

Sans ce genre de signal clair, chacun pourrait alors tirer une conclusion évidente : le travail autour de « la prospérité sans croissance » serait une opération de communication destinée à embrouiller les esprits et « occuper le terrain », plus qu'un changement de cap pourtant désiré par un nombre croissant d'écologistes.

A nouveau aurait alors gagné la logique électoraliste au détriment de l'écologie politique : logique qui consiste à paraître plutôt qu'à être, à capter l'attention plutôt qu'à créer des solutions, à accompagner la

fuite en avant plutôt qu'à changer de cap, à se maintenir au pouvoir plutôt qu'à remplir son devoir.

Puisse l'action de tous les mandataires Ecolo démentir cette hypothèse et contribuer ainsi à réduire le fossé béant entre le peuple et ses élus censés les représenter.

Nous souhaitons recevoir de la part d'Etopia et d'Ecolo une réponse à nos interrogations, réponse qui pourrait éventuellement nous permettre de nous réjouir d'un réel soutien dans la diffusion des idées et la mise en œuvre de la nécessaire sortie du productivisme et de la croissance économique.

Bruxelles, le 25 février 2011

RÉPONSE D'ECOLO ET D'ÉTOPIA AU MOUVEMENT POLITIQUE DES OBJECTEURS DE CROISSANCE

→SARAH TURINE, CO-PRÉSIDENTE D'ECOLO
ET JOSÉ DARAS, PRÉSIDENT D'ÉTOPIA¹

jose.daras@etopia.be et sarah.turine@ecolo.be

Namur, le 25 mars 2011

Concerne : votre courrier du 25 février 2011 intitulé « La « Prospérité sans croissance » : changement de paradigme ou opération de communication ? (mpOC à ECOLO et Etopia)

Madame, Monsieur,

Au nom d'ECOLO et d'Etopia, nous vous remercions de l'interpellation que vous nous adressez et de l'occasion qu'elle fournit de préciser certains positionnements de nos organisations respectives et, nous l'espérons, de dissiper certains malentendus. C'est dans cet esprit de débat serein entre des positions également respectables que nous vous saurions gré de donner à notre réponse le même retentissement que celui que vous avez donné à votre interpellation. Nous sommes en outre bien sûr prêts à poursuivre cette discussion, par écrit ou sous forme d'un débat public, à votre meilleure convenance.

Nous nous attarderons plus spécifiquement sur la partie de votre interpellation dont nous estimons qu'elle pose des questions pertinentes, justifiant réponses argumentées de notre part, voire débats entre vous et nous. Puis nous préciserons ce qui distingue les cultures

¹ avec les contributions de Christophe Derenne, Eric Biérin et Edgar Szoc

politiques qui nous animent. Enfin, nous reviendrons sur la notion de Développement durable.

Sur la participation à un gouvernement, sur le parti ECOLO et sur l'association Etopia

Distinguons trois domaines différents :

L'accord de compromis d'une majorité gouvernementale (PS-CdH-ECOLO)

Nous n'éprouvons pas la nécessité de justifier notre soutien à toute une série de textes de compromis (Traités de Lisbonne et déclarations de politique régionale wallonne et bruxelloise) qui sont précisément des... compromis. Du moins, nous n'en éprouvons pas la nécessité ni l'intérêt dans la manière dont vous formulez les questions : il va de soi que certaines parties de ces textes, et notamment celles que vous pointez, n'emportent pas notre adhésion. C'est la nature même du compromis de ne pas contenir tout ce qu'on voudrait et de contenir, par ailleurs, des éléments qu'on aurait préféré éviter. Ceci est consubstantiel au gouvernement démocratique. Ces éléments ont toutefois été contrebalancés par des ajouts et avancées qui seraient demeurées incantatoires - donc non effectives politiquement - sans notre capacité de participer à l'élaboration de ces compromis. Ainsi, si la Déclaration de politique régionale est imparfaite, la comparaison avec sa version précédente, émanant d'un gouvernement PS-CdH, sans nous donc, permet à elle seule de démontrer ce que peut être une écologie de gouvernement et les acquis moins insuffisants qu'indéniables qu'elle permet d'engranger. De la même manière, si le Traité de Lisbonne est très loin de ressembler au texte que nous aurions écrit nous-mêmes, c'est l'éthique de la responsabilité qui nous a déterminés à le soutenir de façon critique, mais comme nous l'étions par la certitude qu'un échec de ce Traité aurait maintenu

pour de nombreuses années l’Union européenne dans le carcan du Traité de Nice, que nous jugions bien pire.

Quoi qu’il en soit, considérer qu’ECOLO adhère de façon pleine et entière à des textes de compromis comme s’il s’agissait de son programme relève d’une compréhension simpliste du politique, et singulièrement de la capacité d’un parti de taille relativement modeste – plus modeste encore au niveau européen qu’au niveau belge – à faire bouger toutes les lignes simultanément. À titre personnel, nous nous sentirions probablement plus à l’aise dans une situation gratifiante d’opposition permanente et de dénonciation rhétorique, c’est-à-dire une posture tribunicienne. Nous faisons toutefois le pari que la société belge, elle, ne s’en trouverait pas mieux. Nous acceptons évidemment que soit observé à la loupe et de manière impartiale le bilan net des avancées et des compromis qu’ont dégagés nos diverses participations gouvernementales. De même, nous serions prêts à discuter avec tout qui le souhaite des lignes rouges à tracer en termes de participations gouvernementales ou de ratifications de Traité, pour autant que chacun garde à l’esprit les conséquences pratiques et politiques qu’entraîne inévitablement la démarcation de ces lignes (comme s’auto-exclure de négociations avant qu’elles ne puissent commencer parce que l’on met la barre trop haut et que l’on aligne une longue succession de « points de rupture »). Mais nous refusons d’endosser comme doctrine du parti des textes qui résultent de compromis réalisés entre des forces parmi lesquelles, en outre, nous ne sommes à l’évidence pas dominant.

Le programme politique à un moment donné d’un parti (ECOLO)

Pour le reste de votre interpellation, qui s’adresse à ECOLO (et accessoirement à Etopia) en tant que tel, et non pas en tant que partenaire de majorité, il nous est plus aisé – et nous paraît plus

sensé – de répondre puisque nous sommes seuls comptables de nos actions et propos.

À cet égard, reprocher à ECOLO de ne pas être anti-productiviste relève du non-sens : c'est précisément ce clivage entre productivisme et anti-productivisme qui est au cœur de notre identité politique. Il constitue le principal de nos traits idéologiques distinctifs vis-à-vis de l'ensemble des autres familles politiques : c'est principalement la critique du consensus productiviste qui fonde notre raison d'être, c'est notre conviction profondément ancrée, que la croissance ne fait pas plus le bonheur que les gains de productivité ne font la prospérité, qui guide notre action et lui donne sens². Pour ECOLO, cesser d'être anti-productiviste, ce serait avant tout une trahison de ses valeurs et de sa raison d'être mais aussi, plus pragmatiquement, un non-sens électoral : renoncer à ce trait qui nous distingue reviendrait à nous indifférencier. Nous nous permettons à ce sujet de vous renvoyer à l'excellent dossier du Crisp (n° 2000) de Vincent de Coorebyter sur la théorie des clivages, qui étaye très précisément nos propos.

Ceci dit, les proclamations anti-productivistes n'ont de sens que si elles s'accompagnent d'un programme précis et opérationnel. Or, dans notre société de croissance, l'élaboration d'un programme « post-croissanciste » capable d'élaborer un système de solidarité qui tienne la route – sans même mentionner le nécessaire travail d'alliances et de contagion culturelle propre à susciter l'adhésion à celui-ci – relève encore largement de la tâche à accomplir. Ce n'est pas à vous que nous devons expliquer à quel point la religion de la croissance se trouve au cœur de tous les discours, instruments et dispositifs de politiques publiques. L'en déloger requiert plus que l'impuissante certitude d'avoir raison (tout seul). Face à l'immensité

² Ne souhaitant pas vous noyer de citations, nous nous contentons de celle-ci, tirée du Programme électoral 2010 (pp. 58 et 59) pour étayer nos dires : « Actuellement, la valeur étalon est le PIB : la prospérité d'un pays se mesure en fonction de la croissance des richesses produites, peu importe la manière, peu importe les conséquences sur le bien-être des individus ou sur l'environnement. Pour ECOLO, la prospérité correspond au développement et à l'épanouissement des personnes, à la cohésion sociale, au bien-être et à la qualité de vie, à un environnement sain et de qualité. Le développement économique doit avant tout servir les besoins de l'Humanité. »

de la tâche à accomplir, la difficulté de nouer des alliances, le carcan des contraintes internationales et la conscience réaliste de notre poids politique, nous avons jusqu'à récemment décidé de nous concentrer sur ce qui paraissait politiquement atteignable aujourd'hui dans un contexte culturel largement hostile et de convaincre par l'exemple plutôt que d'imposer par la force.

La réflexion fondamentale et prospective d'un Think Tank, par ailleurs également association d'éducation permanente (Etopia)

C'est à cette aune qu'il faut apprécier le travail d'Etopia autour de Tim Jackson, et non comme l'occupation cynique d'un terrain dont nous osons croire que vous ne vous considérez pas comme les propriétaires. Outre le travail visible de contagion culturelle que nous menons via la multiplication de conférences, d'ateliers, de formations et la publication de livres, d'analyses et de revues, nous travaillons désormais de façon à la fois discrète et forcenée à la transposition du cadre conceptuel de Prospérité sans croissance en propositions de mesures effectives et audibles, à mettre en débats au sein de la société et du parti. Certaines propositions de Tim Jackson se trouvent d'ailleurs déjà concrétisées dans le programme actuel d'ECOLO. Nous le faisons en sollicitant un réseau international de chercheurs ainsi que de nombreux acteurs de la société civile. Les activités d'Etopia ne relèvent donc pas de la schizophrénie que vous nous imputez, mais d'un travail idéologique et intellectuel préparatoire sur et avec la société. Ces deux dimensions, intellectuelle et participative, constituent autant de conditions de réussite de cet ambitieux projet.

Ce travail mené par Etopia connaîtra un premier débouché politique précis au sein d'ECOLO dans les mois qui viennent, via les Rencontres de l'écologie politique. La concrétisation d'une

Prospérité sans croissance constituera un axe majeur de cette large mise en débat avec la société, dont les conclusions devront mener à un aggiornamento programmatique. En effet, ce processus débouchera sur l'adoption d'un « programme politique » - au sens où le définissent nos statuts³ - c'est-à-dire notre vision pour la société de demain, notre socle idéologique, qui redira quel cap politique nous entendons maintenir, cap duquel découleront les différents programmes électoraux d'ECOLO.

Nous avons vocation à ce que ces programmes soient structurés et cohérents, tenant compte à la fois des contraintes internationales, légales ou non, qui restreignent la capacité d'action politique, de l'état actuel de l'opinion et de ses potentialités de transformation. Nous ne tenons pas à avoir raison tout seuls si cet état de fait nous mène à l'impuissance tribunicienne, qui n'est rien d'autre que la forme grandiloquente de la résignation.

Sur l'action politique et la radicalité

Ce qui distingue notre logique d'action de la vôtre, c'est peut-être l'objectif final que nous assignons à un parti politique écologiste : la capacité d'intervenir – de peser – sur le réel et sur son évolution. Qu'implique donc cet objectif ?

Nous sommes convaincus – sous condition d'un rapport de force suffisant – que la participation à des gouvernements permet de faire avancer les buts de l'écologie politique comme aucun autre moyen ne le permet.

D'un point de vue fondamental, ECOLO est tourné vers l'action, la participation, l'innovation et la formulation inlassable de propositions de réformes. Nous avons toujours désiré libérer les énergies

³ Article 4bis des statuts d'ECOLO.

collectives, mettre les citoyens dans une position instituante (càd. créatrice de nouvelles manières de vivre en commun) et contrôler les pouvoirs institués. Cette culture politique témoigne à la fois d'un volontarisme radical (« radical dans les objectifs, pragmatique dans les moyens ») et d'un désir optimiste de transformation. Cette conception de l'action politique s'alimente de l'Amor Mundi – l'amour du monde, comme disait Arendt – et non de sa déconnection ou, pire, de sa détestation. Elle valorise l'action non seulement pour les objectifs qu'elle permet d'atteindre, mais également pour elle-même, en tant qu'exercice collectif de la liberté⁴. C'est cette évidence qu'il y a du sens et du plaisir à exercer cette liberté en commun toujours et en tous lieux, qui donne le sentiment qu'il y a partout des marges de manœuvre possibles, y compris dans les plus petits interstices.

C'est pourquoi nous sommes animés de la certitude qu'on ne change pas la société par décret. Cette certitude, qui est au cœur du projet écologiste depuis ses débuts, s'est encore affirmée à l'épreuve de notre première expérience de participation au pouvoir entre 1999 et 2004. Elle nous amène non pas tant à la résignation qu'à la pédagogie des réformes et à la volonté d'y impliquer les acteurs concernés. Nous voulons rassembler, inspirer et susciter sans prophétiser dans le désert. C'est là un exercice ardu qui requiert un mélange complexe d'audace et de prudence, de continuités et de ruptures, dont chacun, en vertu de son éthique propre, pourra juger du caractère adéquat, insipide ou trop corsé.

Si nous voulons peser sur le réel, serions-nous plus efficaces si nous étions plus radicaux ? Nous considérons que sauf à nous transformer en nombrils avec haut parleur, nous ne pouvons pas porter en bannière la radicalité sans résultats. Or, ces résultats peuvent-ils dans un temps court être à la hauteur des attentes portées par une posture radicale ? Non. C'est pourquoi la radicalité, pour ne pas être contreproductive, doit répondre aux nécessités externes d'une

⁴ Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, 1961.

stratégie et non aux besoins internes (ou égocentrés ou individuels ou groupusculaires) d'une posture. Car ce qu'il faut éviter, c'est que l'exigence de radicalité nous réduise à un désordre de bonnes volontés dont le seul résultat tangible serait un courageux isolement.

Dès lors, quel rapport au pouvoir ? ECOLO a été créé voici trente et un ans à la suite du constat qu'aucune force politique existant alors ne prenait assez en compte ni la complexité du réel ni celle du long terme. La raison de notre entrée en politique était déjà d'orienter l'avenir dans un sens qui nous paraissait souhaitable. La situation actuelle n'a pas modifié cette donne. Au contraire, le politique dans sa globalité a perdu du terrain par rapport à l'emprise de l'économie de marché et de la finance. Face à cela, il ne s'agit pas d'en céder davantage. C'est ce que nous ferions pourtant si, dans un gouvernement comme dans l'opposition, nous acceptions de « prendre à notre charge toutes les contradictions intrinsèques du régime capitaliste » alors que nous en contestons irrévocablement l'hégémonie. Car nous commettrions alors une erreur politique majeure si nous pensions que notre mission historique est d'incarner seuls l'altérité et de porter seuls la radicalité. La société héritée des Trente glorieuses s'est fracturée, les piliers anciennement appuyés par l'Etat (alors « providentiel ») pour structurer la société ne peuvent pas faire pièce à eux seuls aux forces du marché et malgré tout, à côté des oligarchies et de la cartellisation des grandes entreprises, on assiste à l'émergence d'une multitude de nouveaux acteurs. Quand les acteurs qui structuraient la société sont défaillants, ce n'est pas le moment de rompre avec l'idée qu'il y a plus dans plusieurs têtes que dans une. Nous voulons faire alliance avec ces nouveaux acteurs.

Sur la croissance, la décroissance et la prospérité sans croissance

Cette propension d'ECOLO au réformisme participatif est parfaitement adaptée à l'affrontement des défis écologiques et sociaux du XXI^e siècle. En effet, sur le contenu, comme l'explique si bien Bruno Latour, jusqu'ici, la radicalité en politique voulait dire « qu'on allait ‘révolutionner’, ‘renverser’ le système économique ». Ce que nous avons à mettre en œuvre est d'un tout autre ordre : la crise écologique nous oblige « à une transformation si profonde qu'elle fait pâlir par comparaison tous les rêves de ‘changer de société’. La prise du pouvoir est une fioriture à côté de la modification radicale de notre ‘train de vie’. Que peut vouloir dire aujourd’hui ‘l'appropriation collective des moyens de production’ quand il s'agit de modifier tous les moyens de production de tous les ingrédients de notre existence terrestre ? D'autant qu'il ne s'agit pas de les changer ‘en gros’, ‘d'un coup’, ‘totalement’, mais justement en détail par une transformation minutieuse de chaque mode de vie, chaque culture, chaque plante, chaque animal, chaque rivière, chaque maison, chaque moyen de transport, chaque produit, chaque entreprise, chaque marché, chaque geste »⁵.

Il ne s'agit donc pas d'un réformisme timide. Pour arriver à relever un tel défi, qui demande une mobilisation sociale sans précédent, il nous faut construire un cadre global, une politique qualitative autant que quantitative qui anticipe les évolutions à long terme et intègre les aspects économiques à un projet d'avenir dynamique. Cette vision politique globale doit comporter des pistes d'action à disposition du plus grand nombre. Chacun, chaque acteur social et économique, chaque pouvoir public, quel que soit son niveau, doit pouvoir s'y investir.

⁵ Dans « L'avenir de la Terre impose un changement radical des mentalités », Le Monde, 4 mai 2007.

Nous voulons indiquer sans emphase cette direction qui nous semble être la bonne pour être à la hauteur de l'intérêt général. Non pas asséner LA solution mais prouver que la piste existe en l'ouvrant. ECOLO a pour vocation d'interroger le pouvoir là où il se trouve et, là où elle est, notre capacité à le changer en nous améliorant. Reconnaissions humblement que pour nous aussi, en tant qu'organisation, l'évolution du contexte mondial a tout chamboulé. Nous n'avons pas la solution tout seuls mais nous considérons que nous pouvons bien plus que d'autres constituer une partie des forces d'où viendront les solutions. Car il se trouve que, dans le champ politique, nous sommes relativement bien outillés pour sortir des sentiers battus.

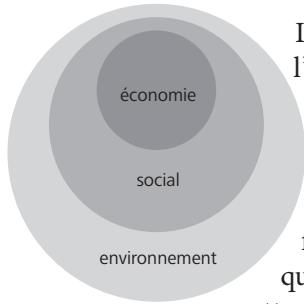
Quel est ce chemin d'une sortie de crise qui tienne compte de la complexité ? Nous sommes de plus en plus nombreux à le savoir, bien au-delà des écologistes : « LA croissance » ne peut plus constituer ce chemin. « LA » décroissance le pourrait-elle davantage ? Face aux nombreux problèmes vitaux à résoudre, il n'y aura pas UNE « hypersolution », totalisante. Mais on sait que des chemins existent pour assurer une « prospérité sans croissance, dans les limites de la planète » et que cela imposera des révisions drastiques du modèle productiviste. C'est de cela qu'il faudra parvenir à débattre avec l'ensemble des forces politiques, sociales et citoyennes : que voulons-nous voir croître, que voulons-nous voir décroître ? Il s'agira ensuite de réunir un consensus le plus large possible pour le réaliser démocratiquement.

Sur le Développement durable

Enfin, permettez-nous de réfuter la définition réductrice du Développement durable que vous faites vôtre, lorsque vous indexez ce concept sur celui de « croissance ». L'interprétation que vous en donnez ressemble plus à celle que les lobbies patronaux font de ce terme fort qu'à celle qu'ECOLO lui donne. Vous le savez aussi bien

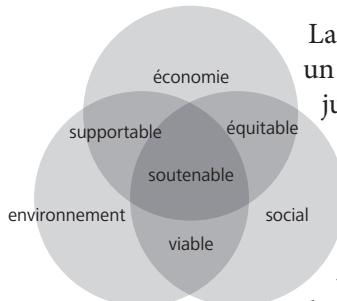
que nous : co-existent aujourd’hui une version faible et une version forte de sa définition⁶ :

Soutenabilité forte



La version forte relève de l’approche de l’économie écologique où l’économie est conçue comme un sous-système ouvert, enchassé dans le système social – qui est la véritable finalité du développement. Mais celui-ci est inséré dans un système fermé : l’écosystème et les contraintes qu’il implique pour l’activité humaine. Dans cette version – que nous faisons nôtre – l’économie doit maintenir un stock suffisant de ressources naturelles afin de permettre aux générations futures de répondre à leurs besoins. Car il y a des irréversibilités et des limites absolues : le capital « naturel » n’est pas entièrement et infiniment substituable par du « capital social » ou du « capital économique » (financier, technologique...).

Soutenabilité faible



La version faible voit l’économie comme un système relativement autonome, devant juste chercher un « équilibre » (lequel ?) avec le social et l’environnement. Celui-ci y est en réalité atteignable sans grands efforts, car le capital « naturel » peut y être totalement substitué par du « capital économique » ou du « capital humain ». On y régule les questions environnementales essentiellement par les prix (les ressources rares sont

.....
6 voir Économie Écologique : principes de base, Aurélie Maréchal, revue Etopia n°8, p.144.

chères), c'est-à-dire que l'on croit pouvoir compenser les externalités négatives via les seuls mécanismes de marché. Il est clair qu'ainsi la nature, condition de vie des générations futures, reste asservie au mode de production actuel, corrigé à la marge, et les fondements économiques de la « société de marché » demeurent.

Le fait est que cette version « faible » du Développement durable est aujourd’hui largement répandue. Le terme a bien évidemment été une victime paradoxale de son succès. Il est heureux d’ailleurs qu’il en ait eu. C’est ce qui permet de rentrer en dialogue et en transaction avec le reste de la société, à condition de ne pas perdre sa boussole (la version forte). Notre choix de continuer à recourir au terme « Développement durable » – dans sa version forte, bien entendu – relève donc plus de la pédagogie que d’un travail politique profond : nous refusons en tout cas tout autant son dévoiement vers la version faible (représenté à l’extrême par les discours de greenwashing) que la caution que vous apportez à ce dévoiement en laissant penser que le sens véritable du Développement durable est celui que lui accordent ses utilisateurs cyniques.

Nous savons bien que les forces sociales nécessaires à la mise en œuvre politique d’une transition écologique sont trop faibles pour être dispersées de gaité de cœur ou embourbées dans des querelles sémantiques ou de vains procès d’intentions. Face à l’urgence, nous avons plus que jamais besoin de toute la coopération des forces de changement, au-delà de leurs attitudes éthiques ou existentielles respectives

En espérant que cette réponse augure d’un dialogue fructueux, dans le respect des rôles et positionnements de chacun d’entre nous, nous vous prions de recevoir l’expression de nos salutations les plus cordiales.

VARIA

L'ÉTALEMENT URBAIN, LES SUBPRIMES ET CORVIALE

→LUCIEN KROLL

chercheur-associé à Etopia, Architecte (Atelier d'urbanisme, d'architecture et d'informatique)

kroll@brutele.be; <http://homeusers.brutele.be/kroll>



Le “*urban sprawl*”¹ est une notion typiquement américaine : c'est une maladie honteuse financièrement transmissible. Malgré l'apparence, elle ne concerne en rien l'urbanisme ni l'architecture qui ne sont pour elle que des outils et un champ de bataille financier.

Ce n'est qu'une manœuvre immorale pour « faire » de l'argent : beaucoup et vite... En effet, une « compagnie » financière planifie une « opération » qui consiste à vendre des maisons sans aucune qualité d'urbanisme ou d'architecture - qui sont des arts sociaux - à

.....
¹ De Sprawl, de to spread, se répandre,

les construire au « milieu de nulle part », dans des lieux lugubres et loin de tout, à des innocents qui ne pourront y survivre qu'avec trois véhicules. Voilà le sprawl...

Un modèle massif et prétentieux avait été étudié avec un gros garage et a été posé sur des parcelles identiques qui se répetaient à l'infini. Cela consomme beaucoup de terrain qui, là, ne coûte quasi rien et chaque acheteur croit fermement que l'immobilier, c'est de l'or... La compagnie disparaît aussi vite qu'elle peut et puis vient la crise, la bulle immobilière : Lehman Brothers s'effondre bruyamment et le monde de l'immobilier le suit.

Ils en avaient répandu des millions, contracté sur des hypothèques quasi frauduleuses : les intérêts variables ont explosé et le coût du pétrole autant. Coincés, les acheteurs-emprunteurs ont du vendre mais à qui ? Après quelques sommations, la banque les a tous jetés dehors et, redevenu propriétaire, a remis le bien en vente ou bien l'a démolie... L'opération était une réussite pour ses promoteurs puisqu'il ne s'agissait que de finances pas de charité, ni d'art urbain. Ensuite, ils se sont aperçus que ces masses mornes et invivables, pouvaient fournir un regain de finances : la lutte contre le sprawl et l'isolement pouvaient proposer une densification en ajoutant sur le même terrain ateliers, bureaux, commerces, bars, etc... Plusieurs formules ont été évoquées dans un manuel de transformation de ces masses construites : cela leur permet de réaliser une deuxième opération aussi juteuse mais sans même devoir acheter du terrain.

L'Europe n'en est pas encore arrivée à ce degré de cynisme financier : c'est pourquoi le terme « sprawl » et son objet y sont à peu près incompréhensibles. Il est culturellement intraduisible : comme « base ball » ou « tennis »... C'est comparable, en informatique, au mot « digital » (compter sur ses doigts...) en français on dit : « numérique ». Mais bon...

On se heurte sans arrêt à l'équivoque culturel des mots. « Piazza », par exemple : aux EU, c'est un creux taillé au milieu d'une masse construite, homogène et dédiée au commerce agressif de multi-surfaces de luxe, où ne s'échangent que des marchandises et des finances, avec l'équipement publicitaire visuel et sonore nécessaire à conditionner la clientèle. En Italie, c'est un tout autre objet : ce n'est d'abord qu'un lieu de communication, de vie urbaine, qui invite autour de lui ce qui est nécessaire à sa communication : cafés, bancs, boutiques, arbres, du soleil, etc. Peter Calthorpe, architecte à Seattle, a adapté intelligemment son « new urbanism » aux décor italien mais non aux cultures car cela ne se fabrique pas... Je ne crois pas qu'il puisse même s'en apercevoir. Il peut imiter l'enveloppe, pas la vie intérieure. Avec l'inquiétude d'éviter la monotonie (car à l'expérience, celle-ci, simplement, se vend moins bien...), il impose une vie artificielle, déguisée, exclusivement commerciale : les américains adorent, es européens ne sont pas dupes. Des règles visent à éviter la répétition mais sont vite déjouées lorsqu'on l'observe plus finement. Mais c'est déjà bien plus équilibré que les modèles précédents.

Pourtant, c'est vulgaire ne pas se souvenir des modèles précurseurs sociaux américains des années 1930/40 de Clarence Stein et Henry Wright. Leurs implantations sociales sont maintenant largement oubliées, remises dans « l'impensé »... Clarence Stein avec Henry Wright, ont créé la "Planned community" avant et après la dernière guerre sur des thèmes de communication sociale, d'actions et d'habitation en commun : c'était du socialisme rose. Ils ont réalisé les groupes les plus connus : Radburn, New Jersey, sur des bases de communautés résidentielles, Greenbelt et Columbia, Maryland; Reston, Virginia; et Woodland ; avec un centre vert, un réseau piétonnier séparé des véhicules et sur des idées de décentralisation, suivant la tradition d'Ebenezer Howard et de ses Garden Cities, suivie aussi par Patrick Abercrombie et Raymond Unwin. C'était parallèle à Louis Mumford et à ses ouvrages sur : The Myth of the

Machine (1967) et le Pentagone. Apparemment très oubliés : on ne les cite plus souvent...

Aux EU l'urbanisme est enfin devenu exclusivement financier... L'Europe n'est certainement pas innocente : l'urbanisme est rarement une anthropologie ou un service culturel respectueux du contexte local... Aux EU, il s'est mué en géopolitique et en technique rationnelle. Les responsables ne peuvent imaginer faire participer des habitants : y songer est même absurde... Les grands ensembles se révèlent alors criminogènes et on les démolit actuellement par dizaines de milliers, dans l'indifférence.



Pruitt

Du côté italien, un exemple pénible est celui du Corviale dessiné par l'architecte Mario Fiorentini : un kilomètre de long, 1 200 appartements pour 3 000 habitants, un étage de commerces (vite squatté par de nouvelles familles)... Le chantier avait commencé en 1972, juste après que se démolissait « Pruitt and Igoe », cet l'ensemble de Saint Louis du Missouri d'un tiers de million de m² sociaux. Pendant des années, il Corviale avait été le lieu de pèlerinage de tous les architectes « rationnels ». On s'est pourtant aperçu qu'il « fonctionnait »

de moins en moins bien. Dans les années 1990, j'avais osé critiquer le modèle lors d'une conférence à Rome, à la Sapienza : on ne m'y a plus invité pendant des années, jusqu'en décembre 2001 où le professeur Franco Coccia de la même université, m'avait demandé d'ouvrir son congrès intitulé : « Faut-il démolir le Corviale ? ». J'avais aussitôt répondu : « NON : il y a des habitants : ils pourraient participer à une refonte complète de l'ensemble ² »...

Curieusement, à ce congrès récent, quelques solutions très « mercenaires » apparaissent pour améliorer les banlieues. L'une évoque le Corviale, même en citant Christopher Alexander, cet Européen sensible à la culture locale dont il organise la participation. Oublant cela, il propose des projets généreux mais toujours détachés de la réalité vulgaire locale : il reste dans le virtuel. Il étudie savamment la composition d'un quartier « modèle » d'inspiration « new urbanism » mais ne dit pas un mot d'une participation directe avec des habitants vivants : il ne fait appel qu'à des conceptions théoriques plutôt américaines. D'autres architectes proposent distraitemment de tout démolir pour faire place à un nouveau quartier, complètement artificiel, « fabriqué » sur des images abstraites de villes « naturelles ». Ils n'hésitent pas une seconde à « raser » le Corviale sans n'en garder aucun souvenir, ou pire, de le « supposer démolî », comme n'ayant jamais existé... Ce qui est insultant et absurde. Quarante ans d'habitation de plusieurs milliers d'habitants effacés sans laisser aucune trace, aucun souvenir... C'est une table rase morbide, Le vrai résultat est encore une fois seulement financier...

2 Une politesse envers les 3 000 habitants : leur demander leur avis sur leur habitation ? Une enquête de Nicoletta Campanella, sociologue rappelle que: rien n'indique que la drogue et la criminalité y règnent de manière particulièrement perverse, responsable du concept. Et elle n'est même pas vraie cette légende que l'architecte Mario Fiorentini, le responsable de l'idée du projet, se soit suicidé lorsqu'il aurait constaté le dommage causé à la ville... Le Corviale, vu de l'intérieur, apparaît même comme plus acceptable que ce qu'en pense du dehors et de loin ».

Il faut aussi imaginer la montagne monstrueuse de débris de bétons et de toutes les autres matières polluantes qu'il faudra bien déposer quelque part. Et aussi les milliers de kilomètres de camionnage en noria : peu de territoires l'accepteront et cela coûtera de plus en plus cher... C'est même enfantin à calculer : mille mètres de long, par quinze mètres de large, par dix étages, cela doit bien faire cent cinquante mille m². Et à une tonne le m², cela donnera cent cinquante mille tonnes de béton et de ferrailles ! Le transport hors site ne se fera que par camions : supposons 10 tonnes à 10 camions par jour, cela fait 100 tonnes/jour par cinq jour semaine et 200 jours par an : nous sommes à sept ans et demi de camionnage polluant... C'est courageux... Alors, plutôt en faire une montagne symbolique laissée sur le site servant à l'écoulement d'hélophytes, par exemple ? Les ingénieurs italiens sont parmi les meilleurs du monde mais, étonnamment : je n'ai entendu personne proposer de solution technique de « démontage-remontage ».

Pourtant, j'avais visité une expérience suédoise éclatante de bonne foi qui reste complètement ignorée. Dans les années 1980, une récession avait tragiquement ralenti la production automobile Volvo à Göteborg, chassant des milliers d'ouvriers de leur travail et de leurs logements. Le Maire était effrayé par ce vide dangereux : la vandalisation et le squat commençaient. Il avait interdit d'en construire de nouveaux et lancé un concours d'idées à expérimenter dans le réel immédiat. L'architecte Bengt Forster, lauréat, avait été chargé de réaliser son projet : il me l'avait fait visiter encore en reconstruction. Dans une banlieue éloignée, un grand ensemble avait été bâti suivant les concepts « rationnels » à la mode : dans un beau paysage suédois de roches lisses, de mousses et de résineux. C'était une longue bande de bâtiments d'une dizaine d'étages en forme de « grecque » qui bouchait l'horizon. Au lieu de l'abattre, il a fait démonter les toitures pour en récupérer des matériaux puis il y a ramené la grue qui l'avait construite ; ils ont scié les joints des panneaux verticaux et horizontaux et les ont descendus sur le camion qui les avait amenés là,

vingt ans plus tôt. Celui-ci les avait acheminés, avec leurs fenêtres et leurs accessoires vers le centre-ville pour les poser dans un nouveau chantier de construction de quatre niveaux : les raccords de l'angle et des extrémités de la nouvelle construction étaient réalisés en briques traditionnelles. Il n'avaient gardé que les rez-de-chaussée : couverts de toitures en tuiles rouges, ils paraissaient presque normaux. Cette expérience n'avait pas été répétée car à ce moment, cette réhabilitation intelligente s'était révélée trop coûteuse pour la multiplier et cette façon de faire a été oubliée. Pourtant, entretemps, l'économie s'est renversée : cette sorte de transformation par démontage est devenue moins chère et surtout, sans qu'on s'en aperçoive, moins scandaleuse que la démolition radicale... Car toute démolition est un scandale écologique de gaspillage de ressources naturelles. J'ai reproché au professeur Coccia de ne pas l'avoir rencontré à Göteborg : il n'en avait jamais entendu parler...

Dans un autre quartier, Forster avait transformé des « barres » en leur démolissant une ou deux travées pour civiliser la longueur et dégager des terrasses successives vers le sud. Il a ajouté des colonnes de grands balcons sans contact avec le corps du bâtiment pour éviter les ponts thermiques, il y a construit des garages fermés et enfin, l'image de ce quartier s'est complètement transformée...

Au Corviale, il est encore plus scandaleux de n'avoir jamais proposé de « démontage-remontage », ce sont des panneaux « boulonnés » : ils ne demandent qu'à se démonter et se remonter à petite échelle. Cela pourrait faire l'objet d'un grand concours international invitant philosophes, moralistes, urbanistes, ingénieurs, économistes, etc. Chiche... Quelques parties réaménagées de façons diverses pouvaient subsister et servir d'éléments (écrêtés) d'une nouvelle forme urbaine complexe. Tout le reste des panneaux auraient pu être récupérés intacts pour construire des logements d'autres styles pour rompre la malédiction du Corviale qui est son homogénéité

à échelle inhumaine. Pourtant, bizarrement, RIEN n'a jamais été envisagé dans cette perspective-là !



Béthoncourt

De notre côté, en 1990, nous avions innové une solution comparable dans un préfabriqué à Béthoncourt-Montbéliard, siège des usines Peugeot, aussi en désordre que Volvo. Un bâtiment banal de quarante logements identiques avait été construit trente ans auparavant avec des voiles porteurs et des façades préfabriquées. Nous avons tout transformé : une partie rasée, une autre à mi-hauteur, une troisième un peu ébréchée et la dernière a été surmontée d'un étage abritant les locaux de nuit au dessus de leurs séjours-cuisines. Notre transformation et l'ajout de quelques maisons plus basses et d'une petite place publique a du coûter entre les deux-tiers et les trois-quarts d'une « démolition-reconstruction » complète. Vide depuis dix ans, elle s'était louée en un mois. Mais le véritable bénéfice avait été de réhabiliter l'image du quartier qui, aussi longtemps vide, ne valait plus rien : il était devenu sinistre et dangereux... Et, depuis 1991, personne n'a répété notre expérience...

J'avais proposé de mener une comparaison « Abusivismo/Corvialismo ». Les « abusives », ces innombrables constructions sans permis de construire, doivent au moins plaire à leur acheteur. Les « Corvialistes » ne doivent plaire qu'à un architecte isolé (et quelques confrères jaloux...) et le drame de Mario Fiorentini a été sa fascination d'un art qui avait atteint l'absurde. Le bleu d'Yves Klein, le

noir de Malevitch et de leurs imitateurs annoncent la « fin de l'art » ; comme eux, Fiorentini est passé au-delà du miroir...

Au concours de requalification sociale lancé à Amsterdam sur le « Bijlmermeer », cet immense ensemble inspiré de Toulouse-le-Mirail de Georges Candilis, nous avions répondu avec nuances à un programme qui n'imposait nullement la table rase. Nous savions que certains habitants appréciaient encore ce style abstrait : pour eux, nous avions proposé d'en garder des pans entiers. Surtout, presque sans démolir, nous avons densifié l'ensemble en lui ajoutant des espaces plus fermés, publics, accueillant et des placettes, des formes complexes, en relations entre elles, etc. Et nous voulions surtout briser cette homogénéité insupportable. Nous avions été écartés au profit d'un Américain brillant qui cachait le tout sous une façade vitrée réfléchissante...

Même sans être métamorphosée en une simple opération financière, la tendance rationnelle n'est jamais que de la fabrication de projets inhumains, de géopolitique urbaine (comme les pouvoirs qui traçaient des frontières « coloniales » en Afrique ou en Amérique), sans aucune relation avec les populations ni même avec la nature des lieux. Les propositions racontées dans le congrès ne peuvent tenir compte d'habitudes culturelles qui rappellent le motif des formes urbaines locales existantes. Elles ne font que se déguiser en imitant quelques formes géométriques, jamais elles ne reproduisent la « façon de naître » de l'Italie profonde... Walt Disney n'est jamais loin, ni le « Vilain Américain » (Eugene Burdick and William Lederer, 1958)... Même si les américanismes perdent parfois un peu de leur virulence lorsqu'ils traversent l'Atlantique. Et même chez eux, cet artifice s'impose, sauf Frederick Law Olmsted à Seatlle et au Central Park NY ou au Sea Ranch (nord de San Francisco) du au génial Lawrence Halprin avec Joseph Esherick, Charles Moore, Donlyn Lindon, etc.). Il n'y a plus eu de projets aussi significatifs aux EU...

Pour être « éco-compatible », la « forme » d'un quartier contemporain ne doit exprimer que la « complexité des relations d'habitants entre eux et avec le lieu » et exclure le mythe de la technique et surtout celui de la finance : ces deux images sont éco-incompatibles. Pour y arriver, il est plus simple de demander aux habitants de nous montrer comment ils vivent et gentiment, d'essayer de les suivre dans leurs diversités et en même temps d'en faire une oeuvre personnelle...

Il y a deux sortes d'architectes : les uns fabriquent, les autres s'intègrent dans un contexte : ils ne se rencontrent jamais.

CORVIALE/FOLIE		
long	1 000	m
large	15	15 000 m ²
étages	10	150 000 m ²
poids/m ² /tonne	1	150 000 Tonnes
1 camion 10 T	10	15 000 camions
par jour:	10	1 500 jours
200 j/an	200	7.5 ans



Solstaden

PLANÈTE
en jeu

Prospérité sans croissance

La transition vers
une économie durable

Tim Jackson

Préfaces de Patrick Viveret et de Mary Robinson



etopia



de boeck



ÉTOPIA,
REVUE
D'ÉCOLOGIE
POLITIQUE

**hors
série**
MARS
2011

un avenir durable pour les transports

PIERRE
RADANNE
avec Elisabeth Hammeljér,
Emilie Briquet, Ken Xie

now !



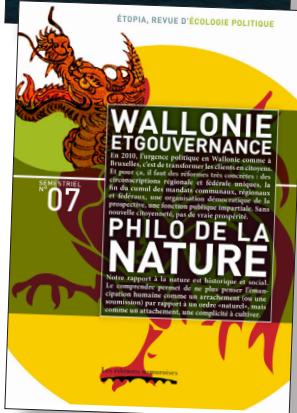
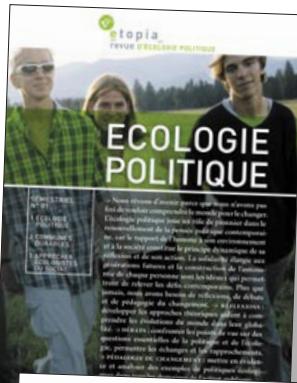




Table des matières du n°8

(première partie du dossier autour de Tim Jackson)

AUTOUR DE TIM JACKSON, INVENTER LA PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE ?

Du ciel des idées au concret des politiques : un chemin pavé de tonnes d'inventions, PHILIPPE LAMBERTS	7
RÉACTIONS ISSUES DU MONDE POLITIQUE	
Croître ou se contracter, JOHAN MALCORPS	13
Prospérité avec croissance humaine, LAURENT DE BRIEY	15
Pour un changement structurel du rôle de l'Etat, DIDIER GOSUIN	23
Un ouvrage sous tension, DANIEL TANURO	31
Prospérité sans croissance : on en parle à l'Europe ? PHILIPPE LAMBERTS	37
RÉACTIONS ISSUES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	
Prospérité sans conflit ? FELIPE VAN KEIRSBILCK	51
Prospérité sans croissance : quelles perspectives Nord-Sud ? ARNAUD ZACHARIE	63
Prospérité sans croissance... Position de la FGTB. ANNE DELEMENNE	69
SEN, NUSSBAUM et JACKSON : pour des solidarités et libertés durables. PIERRE ANSAY	75
économie sociale et démocratie prospère. MARIE-CAROLINE COLLARD ET LUCA CICCIA	87
La santé : un analyseur du trouble jeu entre « plus » et « moins ». THIERRY POUCET	93
RÉACTIONS ISSUES DU MONDE DE LA RECHERCHE	
Les conditions d'une transition rapide et raisonnable vers une prospérité sans croissance. DOMINIQUE MÉDA	105
Monnaie, dette et croissance sans prospérité : Portée et limites du « tournant » jacksonnien, CHRISTIAN ARNSPERGER	111
La croissance n'est pas un avion ; les autorités publiques n'en sont pas les pilotes. DAVID DE LA CROIX	119
La place du marché dans l'économie belge	

(croissance et décroissance). BRUNO KESTEMONT	123
VERS UNE ÉCONOMIE ÉCOLOGIQUE (2)	
Économie Écologique : principes de base. AURÉLIE MARÉCHAL	139
Les hypothèses néoclassiques et la soutenabilité. BRUNO KESTEMONT	151
VARIA	
Gouverner l'innovation à l'heure des OGM. GAËTAN VANLOQUEREN	183
La PAC après 2013. Quels enjeux socio-économiques pour le sud. STÉPHANE PARMENTIER	205